RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

Programme de Promotion de l'Entreprenariat
Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)

B.P. : 35 157 Yaoundé

E-mail : contact@pea-jeunes.org

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

Youth Agropastoral Entrepreneurship
Program (AEP-Youth)

Tél. : 222 20 90 90

Fax : 222 21 91 87

Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PTBA 2020 DU PROGRAMME DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES (PEA-JEUNES)

PÉRIODE : JANVIER – DÉCEMBRE 2020

RAPPORT D'EXECUTION

FÉVRIER 2021

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES i

LISTE DES TABLEAUX i

LISTE DES ABREVIATIONS iii

FICHE SIGNALÉTIQUE DU PROGRAMME iv

MATRICE DE CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME v

I.INTRODUCTION 1

1.1 Aperçu général 1
1.2 Rappel de la structuration du Programme 2
1.3 Rappel des objectifs du PTBA 2020 3

II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31 DECEMBRE 2020, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION. 4

2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31 DECEMBRE 2020 4
2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables *4*
2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers *27*
2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif *34*
2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances *46*
2.2. REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2020 AU 31 Décembre 2020 61
2.3. ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2020 AU 31/12/2020 64
2.3.1. Marchés des biens et équipements *64*
2.3.2. Marchés des consultants *65*
2.3.3. Marché des travaux *65*
2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 5ème MISSION DE SUPERVISION.. 66

III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31 DECEMBRE 2020 67

IV. LEÇONS APPRISES DES ACTIVITES MENEES 67

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS SUGGEREES 68

VI. CONCLUSIONS 70

ANNEXES 73

Annexe 1 : État de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 02 au 13-12-2019 et du 15 au 26 juin au 31 décembre 2020 74
Annexe 2 : Avancement matériel des activités au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI : mise à jour le 31 décembre 2021 105

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2020 8
Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2020 par bassin 8
Tableau 3: Effectif des jeunes suivant le statut de facilitation 2020 8
Tableau 4 : Personnes sensibilisées de 2015-2020 9
Tableau 5 : Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2020 9
Tableau 6 : Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2020 10
Tableau 7 : Bénéficiaires de kits d'installation de en 2020 12

Tableau 8 : Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2020 12
Tableau 9 : Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2020 12
Tableau 10 : Répartition des crédits démarrage (kits octroyés) par région et filière de 2015-2020 13
Tableau 11 : Répartition des crédits démarrage (kits octroyés) par région et filière en 2020 14
Tableau 12 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 suivant les spéculations 15
Tableau 13 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 suivant les spéculations 15
Tableau 14 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région et par spéculation animale 16
Tableau 15 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région et par spéculation végétale 16
Tableau 16 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région en Métiers connexes 16
Tableau 17 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et par spéculations animales 17
Tableau 18 :Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et par spéculations végétales 17
Tableau 19 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et Métier Connexes 17
Tableau 20 : Bénéficiaires des kits-PEA-Jeunes (théoriques) par secteur et par sexe 2015-2020 18
Tableau 21 : Synthèse des valeurs théoriques des Kits 2015-2020 par Sexe 18
Tableau 22 : Détail du taux d'exécution physique de la composante A 22
Tableau 23 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2020 du produit 1.1 22
Tableau 24 : Analyse des indicateurs du produit 1.1 22
Tableau 25 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2020 du produit 1.2 23
Tableau 26 : Analyse des indicateurs du produit 1.2 24
Tableau 27 : Analyse des indicateurs d'effet escompté I 24
Tableau 28 : Chiffre d'affaires des entreprises en 2020 par secteur et spéculations 25
Tableau 29 : Typologie d'entreprises formalisées au PEA-Jeunes 26
Tableau 30 : Typologie d'entreprises formalisées au PEA-Jeunes par région 26
Tableau 31 : Effectifs de jeunes ayant accès sécurisé à la terre 27
Tableau 32 : Effectifs de jeunes par type de sureté à la terre et par région 27
Tableau 33 : Entreprises financées par les IFR par année de 2016-2020 28
Tableau 34 : Entreprises financées par les IFR par régions 29
Tableau 35 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes 29
Tableau 36 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes 29
Tableau 37 : Tableau synoptique des financements effectifs des PIE au 31/12/2020 par région 29
Tableau 38 : Tableau synoptique des financements cumulés des PIE (2017-2020) 29
Tableau 39 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B 31
Tableau 40 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020 31
Tableau 41 : Analyse des indicateurs du produit 2.1 33
Tableau 42 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II 33
Tableau 43 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C 44
Tableau 44 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020 44
Tableau 45 : Analyse des indicateurs de produits 3.1 45
Tableau 46 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020 45
Tableau 47 : Analyse des indicateurs du produit 3.2 46
Tableau 48 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III en 2020 46
Tableau 49 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D 57
Tableau 50 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020 57
Tableau 51 : Analyse des indicateurs de produits 4.1 59
Tableau 52 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020 60
Tableau 53 : Analyse des indicateurs de produits 4.2 60
Tableau 54 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2020 60
Tableau 55 : Récapitulatif des réalisations financières par composante/sous-composantes par rapport au coût global du Programme 63
Tableau 56 : Etat d'exécution des recommandations de la 5ème mission de supervision 66
Tableau 57 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2018 au 31 décembre 2020 66
Tableau 58 : Bilan des objectifs et résultats du PTBA 2020 72
Tableau 59 : État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2020, y compris indicateurs SYGRI (mise à jour le 31/12/2020) 105

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes au 31 octobre 2020 52
Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 5ème supervision au 15 novembre 2020 66

LISTE DES ABREVIATIONS

AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARMP	Agence de régulation des Marchés Publics
BIT	Bureau International du Travail
DID	Développement International Desjardins
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EMF	Établissement de Microfinance
EPAB	École Pratique d'Agriculture de Binguela
Ff	Fonds de facilitation du PADMIR
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IAO	Institut Agricole d'Obala
IFR	Institution de Financement Rural
JDP	Journal des Projets
MASHAV	Agence de Coopération israélienne
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PEA-Jeunes	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes
PIE	Porteur d'initiative économique
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RMP	Revue à mi-parcours
SIE	Structure d'Incubation Existante
SIR	Structure d'Incubation de Référence
TdR	Termes de référence
URAC	Unité Régionale d'Appui Conseil

FICHE SIGNALÉTIQUE DU PROGRAMME

<table>
<tr><td>Intitulé</td><td>Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)</td></tr>
<tr><td>Tutelles/Maîtres d'ouvrage</td><td>MINADER & MINEPIA</td></tr>
<tr><td>Maître d'œuvre</td><td>Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)</td></tr>
<tr><td>Coût total</td><td>71,9 millions USD (39, 545 milliards FCFA)</td></tr>
<tr><td>Coût par source de financement</td><td>
<table>
<tr><th>Source de financement</th><th>USD en million</th><th>CFA en milliards</th><th>%</th></tr>
<tr><td>FIDA 1</td><td>22,5</td><td>12,375</td><td>31,29</td></tr>
<tr><td>FIDA 2</td><td>28</td><td>13,5</td><td>38,94</td></tr>
<tr><td>GOUV</td><td>9,9</td><td>5,44</td><td>13,77</td></tr>
<tr><td>EMF</td><td>9,4</td><td>5,17</td><td>13,07</td></tr>
<tr><td>BENEF</td><td>2,1</td><td>1,15</td><td>2,92</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Entrée en vigueur</td><td>12 février 2015</td></tr>
<tr><td>Durée</td><td>6 ans</td></tr>
<tr><td>Zone d'intervention</td><td>Régions du Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest. Cependant, le point d'ancrage géographique du Programme reste le bassin de production</td></tr>
<tr><td>Revue à mi-parcours</td><td>12 déc. 2018</td></tr>
<tr><td>Achèvement</td><td>31 mars 2023</td></tr>
<tr><td>Clôture</td><td>30 septembre 2023 (prorogation de 24 mois au Conseil d'Administration du 03/11/2020 et acté par le FIDA du 16/11/2020)</td></tr>
<tr><td>Première session du Comité de Pilotage</td><td>02 juillet 2015</td></tr>
<tr><td>Objectif</td><td>Donner aux jeunes hommes et femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire à travers des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses, et offrant des opportunités d'emplois viables en milieu rural.</td></tr>
<tr><td>Objectifs spécifiques</td><td>(i) Appuyer les jeunes dans la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes à travers la fourniture de services financiers et non financiers adéquats ;
(ii) Promouvoir un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agro-pastorales des jeunes</td></tr>
<tr><td>Résultats attendus</td><td>(i) La création de 3 500 entreprises agropastorales et le développement de 200 entreprises existantes ;
(ii) L'augmentation de la marge brute d'au moins 50% pour 65% des entreprises accompagnées ;
(iii) L'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula des centres de formation agro pastorales ;
(iv) L'accroissement de l'offre de services financiers et non financiers en milieu rural ;
(v) L'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.</td></tr>
</table>

MATRICE DE CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME

RÉSUMÉ DESCRIPTIF	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES
But Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun	L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 30% pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021. La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de 5%, passant de X%[1] à Y% chez les filles et de X'% à Y'% chez les garçons d'ici à 2021. Réduction de Z% du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.	Études d'impact, Études Sygri Statistiques nationales Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
Objectif de développement Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaines de valeurs, et créatrices d'emplois	3 700 entreprises dont 30% gérées par les femmes sont établies et créent au moins 14 800 emplois directs d'ici à 2021 Au moins 65% des entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création 50% des jeunes promoteurs rapportent une augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes	Plan de Travail et Budget Enquête sur les ménages Rapports	Disponibilité des jeunes à participer au programme
Composante 1 : Développement d'entreprises agro pastorales			
Effet escompté I. L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaines de valeurs d'intérêt 80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées 80 % des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entreprenariat	Évaluation d'effets Études de cas	Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entreprenariat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
Produit 1.1. Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt	04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable Au moins 3700 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Mission de suivi et supervision Audit technique et opérationnel Rapports Base de données	
Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	Au moins 10 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises 01 structure d'incubation de référence est promue	Mission de suivi Arrêtés du ministère Contrats de performance	
Composante 2. Accès aux services financiers			
Effet escompté II. L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	Évolution du taux de pénétration rural d'au moins 15% 70 % des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	Évaluation d'effets Base de données	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entreprenariat rural Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits
Produit 2.1. Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	Un mécanisme alternatif pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	Registre des contrats Rapports Enquêtes Mission de suivi et supervision	

RÉSUMÉ DESCRIPTIF	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES
Composante 3 : Amélioration de l'environnement entrepreneurial			
Effet escompté III. Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	Au moins 50 % des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	Enquêtes de satisfaction Client survey	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
Produit 3.1.	réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entreprenariat agro pastoral est établi	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Évaluation des adhésions	
Produit 3.2.	la politique sur le développement des entreprises agropastorales est formulée et adoptée	Délibération des sessions parlementaires	
Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs, et l'environnement des affaires est amélioré	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices		
Composante 4 : Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances			
La coordination et le suivi des activités est effective	1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	PTBA SSE Rapports des URAC et de l'UNAC	
La capitalisation des effets du programme est assurée	Une stratégie de communication et une stratégie de gestion des savoirs sont élaborées et opérationnelles	Stratégie de communication Stratégie de gestion des savoirs Supports de communication	

I. INTRODUCTION

1.1 Aperçu général

Le Gouvernement du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont convenu des Accords de coopération permettant de développer et d'implémenter des projets de développement rural. Cette coopération s'est matérialisée le 12 février 2015 par la signature de l'Accord de financement N°2000000-758 CM pour le financement et l'exécution du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PEA-Jeunes).

Le PEA-Jeunes est pertinent à plus d'un titre. Le Programme rentre en droite ligne dans la vision prospective 2035 du Gouvernement du Cameroun matérialisée dans son document d'orientation appelé Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020 adopté en 2009. Le Programme est aussi en adéquation avec le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014-2020 du Cameroun, notamment dans l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 3 qui s'intitulent respectivement : (i) accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, pour réduire le déficit agro-alimentaire régional, et améliorer les revenus des producteurs et (ii) promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional.

Il trouve également son ancrage dans le premier objectif stratégique du **Document de Stratégie du Portefeuille 2019-2024 (COSOP)** ***du FIDA*** **pour le Cameroun** et qui vise à : ***« Augmenter durablement la productivité et la production des petites exploitations et des entreprises rurales »***. Explicitement, cet objectif vise la modernisation des exploitations/entreprises agricoles et l'intensification des opérations devant stimuler la compétitivité des chaînes de valeur et promouvoir la création d'emplois.

Le PEA-Jeunes s'inscrit donc dans la stratégie de développement du secteur rural. Son objectif vise ***à soutenir le développement d'entreprises rentables gérées par les jeunes hommes et femmes, dans les filières agropastorales porteuses, pour contribuer au développement d'une agriculture performante, lutter contre la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire.***

De façon spécifique, il s'agira de :

(i) fournir des appuis financiers et non financiers adéquats pour la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes par les jeunes et ;

(ii) promouvoir le développement d'un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes.

La zone d'intervention s'étend sur les régions du Centre, Littoral, Sud et le Nord-Ouest.

Il est attendu comme résultats à l'achèvement du programme en 2021 :

- ✓ La création de 3 700 entreprises (dont au moins 30% promues par des femmes) touchant environ 37 000 ménages ;
- ✓ 14 800 emplois directs consolidés ;
- ✓ L'accroissement de l'offre de formation de services financiers et non financiers en milieu rural ;
- ✓ L'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula de formation des centres d'incubation ;
- ✓ L'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.

Ces résultats devront entrainer en termes d'impacts : l'augmentation de l'accumulation de biens chez les jeunes entrepreneurs ciblés ; la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans et ; la réduction du pourcentage du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.

1.2 Rappel de la structuration du Programme

Le Programme PEA-Jeunes est mis en œuvre à travers trois composantes techniques et une composante de gestion à savoir :

i) Développement d'entreprises agropastorales viables ;
ii) Accès aux services financiers ;
iii) Amélioration du cadre politique, institutionnel et législatif ;
iv) Coordination, gestion, Suivi évaluation, gestion des connaissances.

Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Cette composante vise à soutenir le développement d'initiatives économiques locales de jeunes, dans le secteur agro pastoral, à travers l'amélioration de l'offre de services non financiers fournie par des prestataires de proximité ou *structures d'incubation*. Elle comprend trois sous-composantes.

La sous-composante A.1. Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises consiste en des activités visant à : i) améliorer la connaissance des bassins ; ii) informer et sensibiliser les populations cibles ; iii) identifier et orienter les porteurs d'idées d'entreprises et ; iv) valider les dossiers.

La sous-composante A.2. Appui à la création et développement d'entreprises agro-pastorales des jeunes consiste à orienter les jeunes porteurs de projets viables vers une structure d'incubation où ils suivront un parcours type et un accompagnement spécifique.

La sous-composante A.3. Emergence et renforcement des structures d'incubation porte sur des activités : (i) mettre en place le dispositif d'incubation du programme (structures d'incubation locales et régionales, structure d'incubation de référence et les référents), (ii) renforcer les capacités des structures d'incubation, (iii) développer les répertoires et la cartographie des acteurs et (iv) assurer le contrôle de qualité et l'évaluation continue de l'offre de services d'incubation.

Composante B : Accès aux services financiers

L'objectif visé ici est de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs agropastoraux ruraux à faibles revenus à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle est structurée en deux sous-composantes notamment : (i) l'appui au financement des entreprises et (ii) l'amélioration de la qualité des services financiers.

La sous-composante B.1. « Appui au financement des entreprises » se met en œuvre à travers les instruments de financement ci-après : (1) la subvention partielle d'incitation consentie par le Programme dans le cadre du soutien à la création et au développement de l'entreprise agropastorale ; (2) le crédit productif octroyé par les institutions financières rurales (IFR), dans le cadre d'une relation d'affaires adossée à des projets rentables.

La sous-composante B.2. « Amélioration de la qualité des services financiers » a pour objectif d'appuyer l'offre et la demande de services financiers selon les standards et les meilleures pratiques afin d'augmenter et de pérenniser l'accès des entrepreneurs ruraux, en particulier des jeunes, au financement adapté à leurs activités.

Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Il s'agit de créer un environnement favorable au développement des entreprises agro pastorales, ce qui implique d'une part la mise en place et le renforcement des capacités des structures et organes concernés et d'autre part la formulation de politiques adéquates y compris l'accès à la terre et la sécurisation foncière. La composante C comprend deux sous-composantes.

La sous-composante C.1. Mise en place d'un cadre organisationnel propice consiste à mettre en place des réseaux de jeunes entrepreneurs agropastoraux et ceux d'entrepreneurs référents.

La sous composante C.2. Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral, vise à favoriser la participation du public cible et des différentes parties prenantes du programme, notamment les structures d'incubation et prestataires dans le dialogue politique avec le Gouvernement pour la création d'un cadre politique et législatif qui favorise le développement de l'entreprenariat des jeunes au Cameroun.

Composante D : Coordination, Gestion, Suivi-évaluation, Gestion des connaissances

La composante D a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des outils, approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer le processus de suivi et d'évaluation.

La composante a également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agropastoral y compris l'entreprenariat des jeunes.

1.3 Rappel des objectifs du PTBA 2020

Le PTBA 2020 du PEA-Jeunes était inscrit dans la continuité de ceux de 2019, 2018, 2017, 2016 et 2015 et de manière générale aligné aux objectifs du Programme. Il a reçu la non objection du FIDA le 10 mars 2020.

Le PTBA 2020 s'était assigné comme objectifs, (1) en termes d'indicateurs globaux, la création de 700 Entreprises agropastorales (dont 650 créateurs et 50 autres en développement), la création de 2 800 emplois et (2) en termes de bénéficiaires, la sensibilisation de 2 500 jeunes et l'orientation de 1540 autres vers les structures d'incubation, l'incubation de 1 250 jeunes porteurs d'initiatives économiques, puis l'octroi des kits d'incitation à 7 00 jeunes et 350 crédits productifs.

Les principaux résultats attendus étaient les suivants : 2 500 jeunes sensibilisés, 1 250 PIE incubés dont 1 360 en catégorie C1, 340 en C2 et 110 en C3, puis 1 700 PIE en parcours créateur et 110 en parcours développeur ; 700 PIE bénéficiaires de kits parmi lesquels 3 de la cohorte 1, 20 de la cohorte 2, 20 de la cohorte 3 ; 60 de la cohorte 4 ; 477 de la cohorte 5, 320 de la cohorte 6, 328 de la cohorte 7 et 152 de la cohorte 8, et 475 crédits productifs.

Le coût total du PTBA 2020 est de 8 547 020 980 F CFA cofinancés par le FIDA à 88,52% (7 566 467 573 F CFA dont 166 946 819 (1,95%) du Prêt N°758 et 7 399 520 754 (86,57%) du Prêt N°1964), le Gouvernement à concurrence de 7,79% (666 136 740 F CFA dont de 252 655 912 F CFA FCP et taxes de 413 480 828 F CFA) et les bénéficiaires à savoir les jeunes porteurs d'initiatives économiques pour 209 166 667 F CFA (2,45%%) et les Institutions de Financement Rural pour 105 250 000 FCFA (soit 1,23% %).

Pour atteindre ces résultats escomptés 68 activités techniques sont planifiées et évaluées pour un budget de 8 547 020 980 F CFA cofinancées par le FIDA

Pour atteindre ces résultats escomptés, 68 activités techniques sont planifiées suivant les 04 composantes du Programme.

Pour ce qui est de la composante A, il est envisagé 23 activités techniques qui nécessiteront un budget de 3 794 917 398 F CFA pour sa mise en œuvre, soit 44,40% du budget total ;

La composante B compte 13 activités techniques pour un coût de 3 236 480 719 F CFA, soit 37,87% du budget total ;

La composante C est déclinée en 10 activités techniques pour un budget de 293 285 859 F CFA, soit 3,43% du budget total ;

Enfin, concernant la composante D, 22 activités techniques sont envisagées pour un coût total de 1 222 337 004 F CFA, soit 14,30% de l'enveloppe du PTBA.

Le présent rapport d'activités présente l'état d'avancement du Programme sur la période allant de ***janvier à mi-novembre 2020***, notamment :

- l'état d'exécution des activités prévues ;
- l'exécution du plan de passation des marchés ;
- l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 02 au 13 décembre 2019 et celle du 15 au 26 juin 2020 ;
- l'état d'exécution financière du budget prévu et du programme,
- la situation du personnel, les difficultés rencontrées, les leçons apprises dans la mise en œuvre :
- la conclusion.

II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31 DECEMBRE 2020, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du programme au 31/12/2020 est de 79,15% avec une performance financière de 76,17% (sans engagement au 31/12/2020). Au 31/12/2020, la performance financière par rapport à la 1ère tranche du prêt FIDA (200000758) est de 99,96% et est de 45,15% sur le prêt additionnel (1964-CM), soit une performance du prêt FIDA de 68,42% . La performance financière par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards de F CFA) est de 54,11%.

La décomposition par composante du taux d'exécution du PTBA 2020 est la suivante :

COMPOSANTES	Taux de réalisations techniques (31/12/ 2020)	Taux de réalisations financières (31 /12/2020)
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	*76,00%*	*55,38%*
Composante B : Accès aux services financiers	*62,16%*	*92,23%*
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	*71,00%*	*91,20%*
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	*90,17%*	*94,57%*
Taux d'exécution du PTBA	**79,15%**	**76,17%**

Le tableau montre que les taux d'exécution technique et d'exécution financière sont proches.

2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31 DECEMBRE 2020

2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Avec un taux de réalisations physiques de 76,00% les principales réalisations de la composante A sont les suivantes :

PRINCIPALES REALISATIONS
• 20 facilitateurs des 4 ONG formés en 2019 sur l'utilisation des supports de facilitation de l'émergence d'idées de projet, soit un cumul de 56 facilitateurs déjà formés ; •13 facilitateurs recrutés, soit un cumul de 26 facilitateurs des ONG pour la facilitation des idées de projets ; •**3 516** personnes sensibilisées au 31/12/2020, soit un cumul de **26 744 personnes déjà sensibilisées** et retraçables par le système de S&E du Programme ; (8 678 jeunes avaient été sensibilisées en 2018, 4 875 en 2017 ; 1065 en 2016 et 326 en 2015). •Signature de 14 contrats avec 14 structures d'incubation ; •1 533 PIE incubés en 2019, soit un cumul de **3 121** déjà sortis des incubateurs depuis 2015 •**777 jeunes PIE dotés de kits d'installation en 2020 à hauteur de 931 014 596 F CFA, soit un cumul de 2 101 PIE depuis 2015 pour 2 375 382 707 F CFA** ; • 54 business coachs (conseillers d'entreprises de suivi-accompagnement) des PIE recrutés et en place au sein des structures d'incubation, soit un cumul de 89 depuis 2015 ; •20 Conseillers de suivi-accompagnement des SIE formés sur les outils TRIE- CREE du BIT; •59 Conseillers de suivi-accompagnement / Busines coachs des SIE formés sur l'outil GERME du BIT ; •20 Conseillers d'entreprises PEA-Jeunes et des SIE formés sur les outils TRIE- CREE du BIT; • 01 stratégie de ciblage genre en cours de mise en oeuvre ; • 01 stratégie de communication élaborée et en cours de mise en oeuvre

Effet escompté I : L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré

Cette composante visait les objectifs suivants : (i) mettre en œuvre le plan directeur de l'étude de caractérisation des bassins ; (i) Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre ; sensibiliser et informer 2 500 jeunes et en orienter 1 540 par les CRV vers les structures d'incubation ; conventionner les structures d'incubation ; assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation (1 250 PIE) et Assurer le suivi-accompagnement des PIE en post-incubation; (iii) Renforcer les capacités de 10 structures d'incubation et de 17 nouveaux conseillers ; (iv) octroyer 700 kits d'installation aux PIE en parcours créateur ; (v) octroyer 350 crédits productifs aux PIE ; (vi) contractualiser avec 02 nouvelles SIE et (vii) assurer leur renforcement matériel, logistique et infrastructurel.

2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de cette sous-composante A1 repose sur (i) l'information et sensibilisation, (ii) les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande et (iii) la validation des requêtes et orientation.

L'information/sensibilisation consistait à (1) Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation et (2) mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre.

Les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande visaient à (3) former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et (4) assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers.

La validation des requêtes et orientation consistait à (5) organiser des sessions de sélection/validation des idées de projets dans les régions.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Réaliser l'étude de caractérisation des bassins et des filières

L'exercice de révision et d'appropriation des études de bassins qui était prévu au quatrième trimestre 2020 a été renvoyée en 2021 à la suite du réajustement budgétaire et de la révision du plan de travail.

2. Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation

Le programme a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de communication. Le plan d'actions 2020 a été non objecté par le FIDA le 26 mai 2020. Les activités de communication au premier semestre de l'année ont été focalisées dans la sensibilisation relative à la COVID-19.

Outre la communication sur la COVID-19, le Programme a poursuivi l'alimentation et l'animation quotidienne de ses différents supports de communication, notamment le site Web, les pages des réseaux sociaux (Facebook, Twitter). La fréquence des publications est devenue plus dynamique, soit minimum, 03 publications par jour.

Du fait de cette dynamique créée dans les différentes plateformes numériques, le FIDA relaie désormais certaines de ces informations dans ses pages de Réseaux sociaux à l'instar de Twitter et de Facebook.

La production du magazine semestriel a été faite au 1er semestre de l'année et la diffusion tant du support numérique qu'imprimé a été largement assurée.
https://pea-jeunes.org/face-a-la-crise-covid19-le-pea-jeunes-a-donne-la-priorite-a-la-protection-et-au-renforcement-de-la-resilience-des-jeunes-entrepreneurs-agropastoraux/

Le programme a également saisi les opportunités de visibilité qu'offrent les supports de la tutelle et du FIDA. De nombreux articles sont publiés dans le MINADER Infos, la newsletter du FIDA, ainsi que le monthly highlight des Nations Unies : https://pea-jeunes.org/guides-et-supports/

Un voyage de presse a été organisé par le Programme dans le but d'amener les journalistes à échanger avec les bénéficiaires et à produire des articles sur les effets de l'accompagnement du programme dans leurs différents supports de communication. A cet effet, Cameroon Tribune, Cameroon Business Today, Le quotidien de l'Economie, Le Quotidien, Anagsama International ont consacré des doubles pages suivant différents angles d'analyse qui leur sont propres.
https://pea-jeunes.org/alfred-bela-tomo-pres-de-la-moitie-des-jeunes-entrepreneurs-ont-ete-negativement-affectee/

Le programme a assuré la couverture médiatique de l'ensemble des activités d'envergure. Les médias invités à ces diverses activités ont largement relayé les informations tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle et parfois en prime time : https://www.youtube.com/channel/UCl76_aO1OQeeMqdg2F5iHPA/videos

L'activité est réalisée à 100 %.

3. *Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre*

Le programme a poursuivi la dynamique de la mise en œuvre de la stratégie genre. A cet effet, Le PEA-Jeunes a amené les différents acteurs des 04 régions d'intervention à élaborer leurs plans d'actions genre. Lesdits plans d'actions genre ont obtenu la non objection du FIDA le 07 juin 2020.

Le programme en 2020 a contractualisé avec les facilitateurs spécifiquement dédiés aux activités genre dans la région du Sud et dans les autres régions, les plans d'actions genre ont été intégrés dans les contrats avec les ONG de facilitation.

Les facilitateurs ont organisé des séances de sensibilisation spécifiques (époux, personnes handicapées, peuples autochtones, déplacés internes) ;

Les structures d'incubation ont également élaboré les plans d'action genre en préparation de l'entrée en incubation. Des modalités d'incubation spécifiques pour les jeunes filles mères, les projets de couples, les handicapés ont été prises dans le cadre des contrats d'incubation.

Le programme a entamé une collaboration avec ONU Femmes afin qu'il puisse bénéficier d'une assistance technique dans les thématiques telles que : la Promotion de l'entrepreneuriat et appui à l'émergence d'entreprises agropastorales portées par des femmes et des jeunes ruraux pauvres, le e-learning et le leadership féminin. Un plan d'actions y relatif a été élaboré. La convention devant encadrer cette collaboration est en cours de signature.

En cette année 2020, les CRV ont examiné 2 470 idées de projets portées par 1 394 hommes et 1 076 femmes (43,56%).

L'activité est réalisée à 100%.

4. *Elaborer et mettre en œuvre le plan de riposte Covid-19*

Dès l'annonce par le Gouvernement, le 17 mars 2020 des treize (13) mesures barrières pour éviter la propagation du Coronavirus, le PEA-Jeunes a élaboré un plan d'action de riposte contre la COVID-19 en adéquation avec la stratégie globale de riposte de la COVID-19 du Gouvernement et de manière générale à celle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et du Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA).

Ledit plan d'actions a donné une place importante à la campagne de communication de proximité. Des supports de communication spécifiques à la cible agropastorale ont été conçus et diffusés dans divers canaux de communication, principalement, le poste national, les radios communautaires existantes dans les bassins de production et les plateformes numériques (Facebook, Twitter, WhatsApp). Aussi, un « guide de conduite COVID-19 pour le Jeune Entrepreneur Agropastoral » a été conçu et tiré en 3000 exemplaires. A ce kit d'information s'ajoutent, 5000 flyers, 3000 affiches A2 et un spot audiovisuel bilingue traduit en langues locales des régions bénéficiaires (Ewondo, Douala, Bulu, Bassa).

Aussi, le programme a lancé une campagne de sensibilisation digitale à travers ses différentes plateformes numériques (Facebook et Twitter). Cette sensibilisation dont l'objectif était de mobiliser les jeunes à être des « Ambassadeurs de la lutte contre la COVID-19 », plus de 15 000 personnes ont été sensibilisées.
Les supports conçus peuvent être consultés dans le lien ci-après : https://pea-jeunes.org/riposte-au-covid-19-supports-de-sensibilisation-du-pea-jeunes/
Une cérémonie de remise officielle présidée par la Ministre Déléguée auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a été organisée à la CNCG en présence du FIDA, les représentants des agences des Nations Unies, les autres acteurs de développement et les bénéficiaires.

L'activité est réalisée à 100%.

5. Former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers

En prélude au démarrage des activités de facilitation de l'année 2020, le Programme a procédé du 22 au 28 janvier 2020 à l'évaluation des contrats de facilitation de l'année 2019.Un atelier regroupant les 04 structures de facilitation du 12 et 13 février 2020 a permis de partager et de discuter les constats et grandes recommandations de l'évaluation avec les participants et le rapport d'évaluation a été adopté. Il ressort globalement une campagne 2019 satisfaisante mais les performances de certaines structures sont restées en deçà des attentes.

Parallèlement, les participants ont échangé sur le vivier des jeunes en attente de leur entrée en incubation. Sur le plan quantitatif, de l'effectif de 2 172 PIE dont les idées de projets ont été acceptées par les CRV et encore en attente d'incubation entre 2016-2019, il est ressorti qu'environ 971 pourraient effectivement être mobilisés. Au regard des orientations de la supervision de 2019, les objectifs de la facilitation 2020 ont été assignés à chaque URAC et les éléments pour l'élaboration du barème des coûts produits.

Ces éléments de base ont servi de fondements pour la préparation des contrats de consultants et à l'ONG SIRDEP, AGROPME et SAILD, lesquels ont reçu l'ANO du FIDA.

En 2020, **3 516 personnes ont été sensibilisées** parmi lesquelles **2 105 hommes et 1 411 femmes (40,13%).** La distribution par région est donnée dans le tableau ci-après. Cette distribution montre que l'essentiel des jeunes sensibilisées proviennent des régions du Littoral et du Sud, avec respectivement 40 et 33% environ des effectifs.

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2020

Régions	*Effectif sensibilisation février à octobre 2020*			
	H	*F*	*T*	*%*
Centre	**446**	**360**	**806**	*22,92%*
Sud	**700**	**464**	**1 164**	*33,11%*
Littoral	**869**	**527**	**1 396**	*39,70%*
Nord-Ouest	**90**	**60**	**150**	*4,27%*
Total général	**2 105**	**1 411**	**3 516**	***100%***

Dans chaque région, la distribution par bassin de production se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2020 par bassin

Personnes sensibilisées en 2020	**Effectif sensibilisation en 2020**		
	H	F	T
Mfou – Sos Edzendouang	120	79	199
Ntui – Bangassina	23	13	36
Obala – Monatélé - Elig Mfomo – Batchenga Mbandjock Saa	89	92	181
Ombessa – Bokito – Bafia	35	29	64
Periphérique Yaoundé 6 & 7	145	130	275
Awae	34	17	51
Sous/Total Centre	**446**	**360**	**806**
Ambam	94	28	122
Kribi	186	197	383
Ngoulemakong – Mvangan Ebolowa	420	239	659
Sous/Total Sud	**700**	**464**	**1 164**
Ndom	141	44	185
Njombé – Penja – Loum – Manjo – Nkongsamba Melong	142	166	308
Periphérique Douala (Dibombari)	548	288	836
Pouma	38	29	67
Sous/Total Littoral	**869**	**527**	**1 396**
Batibo – Bwengwi	0	0	0
Santa – Bamenda	90	60	150
Mentchum valley	0	0	150
Sous/Total Nord-Ouest	**90**	**60**	**150**
Total général	**2 105**	**1 411**	**3 516**

Au terme de la facilitation 2020, 2 768 idées de projets portées par 1 611 hommes et 1 187 femmes, ont été transmis à l'URAC pour examen de conformité, avec notamment 834 idées dans le Centre (463 hommes et 371 femmes) ; 666 idées de projets dans le Sud (399 hommes et 267 femmes) ; 1 139 idées dans le Littoral (690 hommes et 449 femmes) ; 159 idées de projet dans le Nord-Ouest (59 hommes et 100 femmes).

Pendant le processus de facilitation au PEA-Jeunes, un jeune est successivement sensibilisé, participe à l'atelier à manifestation d'idée de projet (AMI), diagnostiqué et son dossier transmis à l'URAC pour suite de la procédure d'incubation. Le tableau ci-après présente les effectifs 2020 suivant chaque statut du jeune à la facilitation :

Tableau 3: Effectif des jeunes suivant le statut de facilitation 2020

Statuts jeunes en facilitation	**H**	**F**	**TOTAL**
identifié	1 772	1 262	3 034
AMI de projet	1 696	1 225	2 921
diagnostiqués	1 596	1 171	2 767
Total transmis aux URAC	**1 611**	**1 187**	**2 798**

Par ailleurs, après analyses préliminaires par les URAC sur la base de la conformité aux critères d'éligibilité des porteurs d'idées de projet, 2 655 idées de projets (portées par 1 523 hommes et 1 132

femmes) ont été transmises aux sessions de CRV pour sélection, correspondantes à 831 idées dans le Centre (461 hommes et 370 femmes) ; 542 idées de projets dans le Sud (320 hommes et 222 femmes) ; 1139 idées dans le Littoral (690 hommes et 449 femmes) ; 143 idées dans le Nord-Ouest (52 hommes et 91 femmes).

En somme pour un objectif de 2 500 personnes à sensibiliser en 2020, **3 516** personnes ont effectivement été sensibilisées, soit une performance de réalisation de l'activité de 140,64%.

L'activité du PTBA est réalisée à 100%.

Depuis le début du programme (période 2015- 2020), **26 744 personnes ont été sensibilisées** dont 9 **162** (**34,26%)** femmes et **17 582** (65,74%) hommes. ***Par rapport à l'objectif en fin de projet (25 200), cela correspond à une performance de 106,13%.*** La distribution annuelle est détaillée comme suit :

Tableau 4 : Personnes sensibilisées de 2015-2020

Années	Personnes sensibilisées 2015-2020		
	H	F	T
2015	264	76	**340**
2016	700	365	**1 065**
2017	3 270	1 618	**4 888**
2018	5 904	2 774	**8 678**
2019	**5 339**	**2 918**	**8 257**
2020 (oct.)	2 105	1 411	3 516
Total général	**17 582**	**9 162**	**26 744**

6. Organiser la session de sélection/validation des idées de projets par région

Quatre (04) sessions de sélection/validation des idées de projets (sur 04 prévues) ont été organisées en 2020 à travers les 04 Comités Régionaux de Validation (CRV) des 04 régions d'intervention du Programme. Le taux de réalisation de l'activité selon la session est de 100%.

Les CRV ont examiné 2 470 idées de projets portées par 1 394 hommes et 1 076 femmes (43,56%). Ces chiffres se déclinent ainsi qu'il suit par région : 831 idées de projets au Centre (portées par 461 hommes et 370 femmes) ; 542 idées de projets au Sud (portées par 320 hommes et 222 femmes); 954 idées de projets au Littoral (portées par 561 hommes et 393 femmes) et 143 idées de projets au Nord-Ouest (portées par 52 hommes et 91 femmes).

Sur la période 2015-2020, 8640 idées de projets de jeunes ont été transmises aux Comité Régionaux de Validation (CRV) pour examen, comprenant 41,05% de femmes. La situation par année est la suivante :

Tableau 5 : Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2020

Années	Effectif transmis aux CRV en sélection des idées de projets (2015-2020)		
	H	F	T
2015	74	255	**329**
2016	321	180	**501**
2017	842	629	**1 471**
2018	1 132	635	**1 767**
2019	1 330	772	**2 102**
2020 (oct.)	1 394	1 076	**2 470**
Total général	**5 093**	**3 547**	**8 640**

Au terme des différentes sessions de CRV en région, 2 238 idées de projets (portées par 1 256 hommes et 982 femmes (soit 43,87%) ont été sélectionnées et pour une éventuelle entrée des jeunes porteurs d'initiatives économiques en incubation. Cet effectif se décline par région comme suit : 805 idées de projets dans la région du Centre (portées par 444 hommes et 361femmes) ; 349 idées de projets au Sud (203 hommes et 146 femmes) ; 954 idées de projets au Littoral (portées par 561 hommes et 393 femmes (soit 41,19%) et 130 idées de projets au Nord-Ouest (portées par 48 hommes et 82 femmes).

Sur la période 2015-2020, 6 959 idées de projets ont été sélectionnées par les CRV, comprenant 2 662 idées portées par les femmes (soit 38,25%). La situation par années est la suivante.

Tableau 6 : Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2020

Années	Idées de projets sélectionnées par les CRV (2015-2020)		
	H	F	T
2015	58	25	**83**
2016	277	107	**384**
2017	499	312	**811**
2018	946	534	**1 480**
2019	1 261	702	**1 963**
2020 (oct.)	1 256	982	**2 238**
Total général	**4 297**	**2 662**	**6 959**

Taux d'exécution physique

La sous-composante A1 a enregistré un taux d'exécution physique de 92,00% au 31 décembre 2020.

2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A2 repose sur (i) Identification et conventionnement des prestataires de services non financiers ; (ii) les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2, (iii) la validation des requêtes de financement, (iv) la mise en place des kits d'installation.

En ce qui concerne l'identification et conventionnement des prestataires de services non financiers, il était prévu de (1) contractualiser avec quinze (15) structures d'incubation opérationnelles pour l'incubation des jeunes. Les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2 prévoyaient de (2) assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et ainsi que le business coaching des PIE des cohortes 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 et, (3) organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation des leçons apprises.

Dans le cadre de la validation des requêtes de financement, il était prévu de (4) organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes et des missions de suivi des PIE par les CRV. La mise en place des kits consistait à (5) mettre en place 650 kits d'installation/et 50 kits de renforcement. Enfin, le programme avait prévu 6 d'organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Conventionner avec des nouvelles structures d'incubation

En 2020, il était prévu de consolider ces conventions et de faciliter l'établissement des partenariats entre ces structures d'incubation conventionnées et des entités spécifiques en vue d'assurer l'incubation des groupes spéciaux. Douze (12) contrats d'incubation ont été signés pour le renforcement des capacités entrepreneuriales. Huit (8) contrats de business coaching ont été signés avec les SIE pour le coaching des jeunes. L'activité est réalisée à 100%.

2. Assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et Assurer le suivi-accompagnement des PIE en post-incubation

La contrainte Covid-19 et l'assujettissement aux mesures de distanciation physique prescrites par le Gouvernement ont fortement influencé le lancement du renforcement des capacités entrepreneuriales en incubation. Le FIDA ayant donné le 22 avril 2020 l'avis de non objection sur 12 projets de contrats avec les SIE (IAO, EPAB, KMC, ISSAER, CFPEEAR, ETA-Dibombari, ETA-Dibombari-IG-Poivre Penja, Nazareth Center, CDSTS-Santa, CRA-ETA-EFSC-Ebolowa, ETA-CODAS-Caritas, COOP-AIO).

Y faisant suite, le Programme a organisé entre le 10 et le 24 septembre, la préparation des structures d'incubation au démarrage du renforcement des capacités de la cohorte 8. Les JEA ont été sélectionnés et orientés par les CRV, la liste définitive des jeunes envoyés en incubation a été produite et les activités de préparation de l'entrée en incubation ont été effectuées et les contrats d'incubation signés pour un effectif de 815 JEA orientés dans 12 structures d'incubation. Cette activité a effectivement été lancée le 15 novembre 2020 sur les sites d'incubation.

Pour ce qui est du business coaching, il s'agit d'une nouvelle stratégie mise sur pied pour assurer un accompagnement post incubation efficace. Cette stratégie a été validée par le FIDA en fin février 2020. De nouveaux opérateurs dénommés « Business coachs » prennent le relais des conseillers formateurs pour assurer le suivi post formation. Chaque coach s'est vu attribuer une moyenne de 35 jeunes avec une possible extension jusqu'à 40 en fonction des spéculations et de la répartition spatiale.

Le PEA-Jeunes a organisé du 30 avril au 1er mai 2020 les réunions d'imprégnation des coachs avec les coachs principaux et les responsables de 15 structures d'incubation, et a contractualisé avec ces SIE qui ont à leur tour contractualisé avec les business coachs (du 02-05 mai). Ces derniers ont démarré le coaching des entrepreneurs le 02 mai 2020 avec pour résultats préalables (1) le diagnostic du portefeuille des jeunes à accompagner et (2) l'élaboration du plan d'accompagnement

En effet, la structure d'incubation met en œuvre un ensemble d'activités de conseil sur une durée maximale de 18 mois visant à :

- Planifier et suivre l'implantation effective de l'unité de production en assurant la bonne gestion du financement ;
- Assurer le suivi technique et l'appui à la production des jeunes ;
- Assurer la formalisation des entreprises des jeunes créées ;
- Assurer l'appui à la mise en place d'un système de gestion de l'entreprise Agropastorale ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action de développement personnel ;
- Assurer le rapportage des données pour alimenter le système de suivi-évaluation du PEA-Jeunes.

Le PEA-Jeunes a organisé du 26 au 28 mai un atelier de validation de la procédure de mobilisation des experts techniques spécialisés intervenant à travers les URAC dans le business coaching, à l'effet d'harmoniser la compréhension des services relavant de l'expertise technique spécialisée, de mieux appréhender la synthèse des besoins en expertise spécialisée, approfondir la connaissance et enrichir les contenus liés à la procédure et les outils de mobilisation de l'expertise spécialisée.

Une évaluation des contrats effectuée au cours du mois de septembre a permis de relever des manquements et ressortir une dizaine de constats parmi lesquels les plus importants sont :

- La faible maîtrise et appropriation des contrats et cahiers de charges du Business Coaching par les acteurs ;
- La faible stabilité du portefeuille des jeunes accompagnés par structure d'incubation dans certaines régions dont principalement la région du Centre ;
- La faible maîtrise de la méthodologie et des outils de travail par les coachs et les coachs principaux ;
- La faible capacité de reporting par les acteurs de la chaîne d'accompagnement ;

Ces constats ont donné lieu à des recommandations qui ont abouti à la mise en œuvre d'une stratégie d'amélioration du business coaching.

De janvier à décembre 2020, 1 050 jeunes ont été effectivement accompagnés (639 hommes et 411 femmes). Ces interventions ont permis d'améliorer significativement le taux d'accès au crédit démarrage et au crédit productif par les jeunes, ainsi que la propension à la formalisation des entreprises créées.

L'activité est avancée de 65%.

1. Organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation

L'atelier d'induction et de démarrage de l'année 2020 a été organisée à Nkolandom du 15 au 18 janvier 2020 avec la participation de tout le personnel du PEA-Jeunes. Les constats, les orientations de la supervision de décembre 2019 ont été partagés. Les performances 2019 du Programme ont été présentées.

Une analyse des points forces et faibles de l'exécution du PEA-Jeunes en 2019 a été effectuée avec des discussions en plénière, ce qui a permis de tirer des leçons pour une bonne projection de l'année 2020. Cette projection s'est aussi appuyée sur les recommandations de la supervision et celles du Comité de pilotage, ce qui a permis de finaliser le PTBA 2020 au 17 janvier.

Le programme a par ailleurs saisi l'opportunité de cet atelier pour décliner le PTBA 2020 et les recommandations de la supervision en plan opération, assortie d'un chronogramme des activités pour le 1er trimestre 2020. Une visibilité pour l'exécution des activités guide le personnel de la coordination et des unités régionales et facilite leur intervention et programmation. L'activité est réalisée à 100%.

2. ***Organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes par région***

Au 31/12/2020, une (01) session de validation des plans d'affaires a été organisée le 12 mai à l'effet d'examiner les plans d'affaires qui avaient été recalés, et qui ont été finalisés à la SIE de Lablé. Cette session a examiné 38 plans d'affaires.

L'activité est avancée de 70%.

3. ***Mettre en place des kits d'installation et de renforcement.***

Il était question de mettre en place 700 kits d'installation. De janvier au 31 décembre 2020, 777 kits ont été octroyés, soit une performance de 111,00%. Le détail par région se présente comme suit :

Tableau 7 : Bénéficiaires de kits d'installation de en 2020

Régions	Financement en Kits d'installation en 2020		
	H	***F***	***T***
Centre	164	123	287
Sud	82	59	141
Littoral	175	78	253
Nord-Ouest	49	47	96
Total	***470***	***307***	***777***

Depuis le début du programme (période 2015-2020), **2 101 porteurs d'initiatives économiques** ont été financés par le programme en kits d'installation (démarrage).

Tableau 8 : Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2020

Années	Financement en Kits d'installation (2015-2020)			Cumul
	H	F	T	
2015	0	0	**0**	**0**
2016	***28***	***16***	***44***	**44**
2017	***178***	***108***	***286***	**330**
2018	***231***	***155***	***386***	**716**
2019	***373***	***235***	***608***	**1 324**
2020	***470***	***307***	***777***	**2 101**
Total général	**1 280**	**821**	**2 101**	

S'agissant des kits de renforcement, le Programme avait appuyé 04 jeunes en kits de développement, sur la période 2015-2019. Cette situation n'a pas évolué en 2020.

Tableau 9 : Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2020

Années	Financement en kits de développement (2015-2020)			Cumul
	H	F	T	
2015	0	0	**0**	**0**
2016	2	1	**3**	**3**
2017	0	0	**0**	**3**
2018	1	0	**1**	**4**
2019	0	0	**0**	**4**
2020 (avril)	0	0	**0**	**4**
Total général	**3**	**1**	**4**	

De janvier à décembre 2020, 777 jeunes PIE ont reçu des appuis en Kits (d'installation et renforcement), pour un montant de 919 401 017 F CFA. L'apport personnel en numéraire au 31 décembre 2020 est de 147 358 282 F CFA. Ces PIE ont obtenu des crédits productifs à la même date pour un volume de 73 916 520 F CFA.

Un total cumulé de 2 105 PIE sont déjà financés en kits à hauteur de 2 378 671 686 F CFA depuis le démarrage du projet. Ces jeunes PIE ont mobilisé un apport personnel de 371 559 564 F CFA et mettent en place leurs entreprises. La contribution des IFR est de 225 837 224 F CFA sous forme de crédits productifs à 493 PIE (dont 05 en 2016, 35 en 2017, 70 en 2018, 148 en 2019 et 233 en 2020) pour 488 en parcours créateurs et 05 PIE en développement. Le total des financements aux projets des jeunes en 2018 était de 616 118 255 F CFA. La situation en 2019 était de 1 836 711 895 F CFA et est de 1 140 675 819 F CFA en octobre 2020.

Un montant de 2 976 068 474 F CFA a déjà été engagé pour le financement des entreprises des jeunes sur la période 2015-2020.

Tableau 10 : Répartition des crédits démarrage (kits octroyés) par région et filière de 2015-2020

Régions	Filière	Effectif		
		F	H	T
Littoral	Animale	88	165	253
	Métiers connexe	11	11	22
	Production	68	175	243
	Total	167	351	518
Sud	Animale	87	145	232
	Métiers connexe	27	14	41
	Végétale	42	96	138
	Total	156	255	411
Centre	Animale	237	303	540
	Métiers connexe	17	22	39
	Végétale	95	153	248
	Total	349	478	827
Nord-Ouest	Animale	82	114	196
	Métiers connexe	43	26	69
	Végétale	34	50	84
	Total	159	190	349
Grand Total		831	1274	2105

Tableau 11 : Répartition des crédits démarrage (kits octroyés) par région et filière en 2020

Régions	Filière	Effectif		
		F	H	T
Littoral	Animale	44	86	130
	Métiers connexe	2	1	3
	Végétale	30	90	120
	Total	76	177	253
Sud	Animale	32	49	81
	Métiers connexe	12	7	19
	Végétale	15	26	41
	Total	59	82	141
Centre	Animale	73	92	165
	Métiers connexe	7	10	17
	Végétale	39	66	105
	Total	119	168	287
Nord-Ouest	Animale	21	38	59
	Métiers connexe	15	6	21
	Végétale	8	8	16
	Total	44	52	96
Grand Total		298	479	777

Tableau 12 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 suivant les spéculations

Spéculations de filières Animales	Effectif		
	F	H	T
Porc	142	283	425
Pondeuse	15	34	49
Poulet de chair - Chauffage/brooding	46	63	109
Poulet de chair - Engraissement/fattening	263	302	565
Autre aviculture	6	3	9
Chèvre	2	4	6
Mouton	0	2	2
Lapin	12	27	39
Aulacode(hérisson)	1	0	1
Autre élevage non conventionnel	7	9	16
Grand Total	**494**	**727**	**1 221**

Spéculations de filières Végétales	Effectif		
	F	H	T
Ananas	33	59	92
Maïs	45	61	106
Maraîchage	54	147	201
Banane plantain	47	118	165
Manioc	52	57	109
Poivre	8	32	40
Grand Total	**239**	**474**	**713**

Spéculations de Métiers connexes	Effectif		
	F	H	T
Transformation, Restauration, etc.	98	73	171
Grand Total	**98**	**73**	**171**

Tableau 13 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 suivant les spéculations

Spéculations de filières Animales	Effectif		
	F	H	T
Porc	47	101	148
Pondeuse	7	14	21
Poulet de chair - Chauffage/brooding	21	32	53
Poulet de chair - Engraissement/fattening	84	94	178
Autre aviculture	2	1	3
Chèvre	0	0	0
Mouton	0	1	1
Lapin	5	16	21
Aulacode(hérisson)	0	0	0
Autre élevage non conventionnel	4	6	10
Grand Total	**170**	**265**	**435**

Spéculations de filières Végétales	Effectif		
	F	H	T
Ananas	13	25	38
Maïs	15	19	34
Maraîchage	25	67	92
Banane plantain	17	42	59
Manioc	17	19	36
Poivre	5	18	23
Grand Total	**92**	**190**	**282**

Spéculations de Métiers connexes	Effectif		
	F	H	T
Transformation, Restauration, etc.	36	24	60
Grand Total	**36**	**24**	**60**

Tableau 14 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région et par spéculation animale

Spéculations de filières Animales	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Porc	31	60	91	22	65	87	57	102	159	32	56	88	142	283	425
Pondeuse	3	12	15	5	9	14	5	4	9	2	9	11	15	34	49
Poulet de chair - Chauffage/brooding	16	25	41	8	12	20	11	18	29	11	8	19	46	63	109
Poulet de chair - Engraissement/fattening	35	57	92	47	52	99	150	159	309	31	34	65	263	302	565
Autre aviculture	0	1	1	4	1	5	1	1	2	1	0	1	6	3	9
Chèvre			0		0	0	2	4	6	0	0	0	2	4	6
Mouton	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	2	2
Lapin	1	8	9	0	2	2	9	13	22	2	4	6	12	27	39
Aulacode (hérisson)		0	0		0	0	1	0	1			0	1	0	1
Autre élevage non conventionnel	2	2	4	1	4	5	1	0	1	3	3	6	7	9	16
Grand Total	88	165	253	87	145	232	237	303	540	82	114	196	494	727	1221

Tableau 15 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région et par spéculation végétale

Spéculations de filières Végétales	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ananas	6	18	24	0	4	4	27	37	64	0	0	0	33	59	92
Maïs	3	5	8	3	9	12	21	35	56	15	12	27	42	61	103
Maraîchage	13	41	54	4	8	12	19	60	79	18	38	56	54	147	201
Banane plantain	24	64	88	20	45	65	3	9	12	0	0	0	47	118	165
Manioc	15	15	30	12	30	42	5	25	12	0	0	0	32	70	84
Poivre	7	32	39		0	0		0	0	1	0	1	8	32	40
Grand Total	68	175	243	39	96	135	75	166	241	34	50	84	**216**	**487**	**703**

Tableau 16 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2015-2020 par région en Métiers connexes

Métiers connexes	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Transformation, Restauration, etc.	11	11	22	27	14	41	17	22	39	43	26	69	98	73	171
Grand Total	**11**	**11**	**22**	**27**	**14**	**41**	**17**	**22**	**39**	**43**	**26**	**69**	**98**	**73**	**171**

Tableau 17 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et par spéculations animales

Spéculations de filières Animales	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Porc	15	32	47	4	16	20	16	32	48	12	21	33	47	101	148
Pondeuse	3	7	10	3	6	9	1	0	1	0	1	1	7	14	21
Poulet de chair - Chauffage/brooding	12	18	30	1	2	3	7	12	19	1	0	1	21	32	53
Poulet de chair - Engraissement/fattening	11	19	30	23	21	44	45	41	86	5	13	18	84	94	178
Autre aviculture	0	1	1	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2	1	3
Chèvre			0		0	0		0	0			0	0	0	0
Mouton	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
Lapin	1	7	8	0	2	2	3	6	9	1	1	2	5	16	21
Aulacode (hérisson)		0	0		0	0	0	0	0			0	0	0	0
Autre élevage non conventionnel	2	2	4	0	2	2	0	0	0	2	2	4	4	6	10
Grand Total	44	86	130	32	49	81	73	92	165	21	38	59	170	265	435

Tableau 18 :Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et par spéculations végétales

Spéculations de filières Végétales	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ananas	2	10	12	0	4	4	11	11	22	0	0	0	13	25	38
Maïs	3	3	6	3	3	6	7	10	17	2	3	5	15	19	34
Maraîchage	4	19	23	1	2	3	15	41	56	5	5	10	25	67	92
Banane plantain	9	31	40	7	10	17	1	1	2	0	0	0	17	42	59
Manioc	8	9	17	4	7	11	5	3	8	0	0	0	17	19	36
Poivre	4	18	22		0	0		0	0	1	0	1	5	18	23
Grand Total	**30**	**90**	**120**	**15**	**26**	**41**	**39**	**66**	**105**	**8**	**8**	**16**	**92**	**190**	**282**

Tableau 19 : Répartition des bénéficiaires de crédits démarrage 2020 par région et Métier Connexes

Spéculations de filières Animales	Littoral			Sud			Centre			Nord-Ouest			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ananas	2	1	3	12	7	19	7	10	17	15	6	21	36	24	60
Grand Total	**2**	**1**	**3**	**12**	**7**	**19**	**7**	**10**	**17**	**15**	**6**	**21**	**36**	**24**	**60**

Tableau 20 : **Bénéficiaires des kits-PEA-Jeunes (théoriques) par secteur et par sexe 2015-2020**

Secteur	Animale			Métiers connexes			Végétale			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T
Effectif bénéficiaire	494	727	1 221	98	73	171	239	474	**713**	831	1 274	**2 105**
Coût projet	1 372 616 114	2 081 956 795	3 454 572 909	307 321 605	213 268 424	520 590 029	625 208 063	1 265 631 879	**1 890 839 942**	2 305 145 782	3 560 857 098	**5 866 002 880**
Apport PIE	143 950 940	229 707 494	373 658 434	33 431 966	22 899 700	56 331 666	63 852 680	135 338 475	**199 191 155**	241 235 586	387 945 669	**629 181 255**
Crédit démarrage	538 169 153	817 579 469	1 355 748 622	120 228 262	82 723 234	202 951 496	248 791 095	502 473 379	**751 264 474**	907 188 510	1 402 776 082	**2 309 964 592**
Crédit productif	697 046 465	1 029 836 474	1 726 882 939	153 635 763	106 600 268	260 236 031	312 494 766	633 542 194	**946 036 960**	1 163 176 994	1 769 978 936	**2 933 155 930**

Tableau 21 : **Synthèse des valeurs théoriques des Kits 2015-2020 par Sexe**

Libellé	Sexe		TOTAL
	F	H	
Effectif Total	831	1 274	2 105
Somme coût projet	2 305 145 782	3 560 857 098	5 866 002 880
Somme d'apport PIE	241 235 586	387 945 669	629 181 255
Somme kits du projet	907 188 510	1 402 776 082	2 309 964 592
Somme crédit productif	1 163 176 994	1 769 978 936	2 933 155 930

4. Organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires

L'activité est prévue en ce mois de novembre 2020 dans le cadre du partage d'expériences entre les 23 jeunes champions de la filière maraîchage.

L'activité est avancée de 15%.

5. Mettre en œuvre la convention avec Port Autonome de Kribi (PAK)

Dans le cadre de ses responsabilités sociales, le Port Autonome de Kribi envisage d'appuyer la jeunesse riveraine de son implantation dans les activités agropastorales. Cette mission rencontre celle du MINADER qui envisage mettre une ceinture agricole autour de la ville de Kribi.

L'approche du PEA-Jeunes a été retenue pour accompagner la création d'entreprises agropastorales ciblant les jeunes. Et dans ce cadre, des échanges commencés en 2019 ont abouti le 7 août 2020 à la signature d'une convention entre les deux entités.

Dans ce partenariat, le ministère entend mobiliser l'expertise du PEA-Jeunes pour l'opérationnalisation d'un dispositif « spécialisé » à Mbebe sur une approche d'incubation intégrée dans le bassin de l'Océan assurant un accompagnement spécifique des jeunes positionnés le long des chaînes de valeur des produits maraîchers, pour une durée d'un (01) an, renouvelable.

En effet, le PAK prendra en charge l'incubation des 03 cohortes de 100 jeunes, et un concept note a été produite et partagée avec le PAK en octobre par le PEA-Jeunes à cet effet pour baliser l'approche proposée. Celle-ci pourra permettre au PAK de provisionner des ressources pour la mise en œuvre effective des activités en 2021.

L'activité est exécutée à 70%.

6. Mettre en œuvre les partenariats avec les ministères sectoriels (MINEFOP, MINMEESA, MINAS, MINJEC, etc.)

Le partenariat à formaliser avec le MINPMEESA vise à faciliter le processus d'homologation des structures d'incubation partenaires du programme, la certification des parcours et des référentiels de formation y relatifs et à lever les contraintes d'accès aux crédits.

Des synergies d'actions sont également envisagées avec les programmes en cours de ce ministère qui interviennent en aval de la filière de production et notamment le programme TRANSFAGRI et le programme d'accompagnement et de développement des entreprises (PACD).

Des échange sont en cours avec les responsables du MINPMEESA pour l'élaboration du draft de la convention qui pourra intégrer (i) la prise en compte des acquis du PEA jeunes pour la préparation des décrets d'application de la loi de janvier 2020 pour la mise en place et le fonctionnement des incubateurs d'entreprises dans le secteur agropastoral au Cameroun; (ii) la participation du PEA-Jeunes au comité de validation desdits décrets et de définition des cahiers de charges desdits incubateurs d'entreprises compte tenu de son expérience , (iii) la contribution du Programme dans la diffusion du plan de réformes du climat des affaires dans le secteur agropastoral, et du document de stratégie nationale sur l'entreprenariat au Cameroun.

Ce partenariat examinera également la possibilité de mobiliser le MINPMESSA en vue d'une collaboration avec PEA-jeunes et la Banque camerounaise des PME sur le volet financement des jeunes entrepreneurs agropastoraux pour lever les contraintes d'accès aux crédit adaptés.

Pour ce qui est du partenariat avec le MINEFOP, des axes de synergie ont été identifiés, il s'agit de :

- L'homologation et la certification des parcours et des référentiels de formation utilisés par le PEA-Jeunes dans le cadre de l'incubation des entrepreneurs ;
- La validation des parcours et des référentiels utilisés par le PEA-Jeunes pour la formation des intervenants dans les structures d'incubation (managers des structures d'incubation, points focaux incubation, business coach, personnes ressources fiduciaires…) ;
- L'établissement des passerelles entre les instruments opérationnels (FNE, PIAASI, PADER, PEA-Jeunes…) ouvrant notamment la possibilité pour le PEA-Jeunes de s'appuyer sur le vivier des jeunes formés ou financés par le FNE et le PIAASI pour améliorer la qualité du portefeuille des entreprises accompagnées.

Une réunion prévue au cours du mois de novembre devra se pencher sur le draft de la convention à soumettre aux deux ministres.

Enfin, s'agissant du MINJEC un partenariat existe déjà entre le MINADER et le MINJEC pour l'encadrement des jeunes dans le secteur agricole. Actuellement le PEA-Jeunes a déjà identifié des possibilités de partenariat spécifique avec le PARIJEDI pour faciliter l'installation durable des jeunes migrants revenus au pays. Ce partenariat spécifique n'a pas pu se formaliser à cause des retards causés par la pandémie covid-19.

Le taux d'exécution est de 40%.

7. *Taux d'exécution physique*

Au 31 décembre 2020, le taux d'exécution physique de la sous-composante A2 est de 62,73%.

2.1.1.3. Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A3 repose sur le Renforcement des capacités des structures d'incubation.

Plus précisément, le renforcement des capacités des structures d'incubation consistait à : (1) assurer l'assistance technique avec le BIT, (2) assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation et ; (3) réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique.

- *Activités réalisées et résultats atteints*

1. *Assurer l'assistance technique avec le BIT*

Dans le cadre de la convention avec le BIT, il s'agissait de mettre en œuvre diverses activités de renforcement des capacités des prestataires de services non financiers (structures de facilitation et d'incubation) et du réseau des jeunes entrepreneurs suivant le chronogramme et le budget annexés à la convention.

Un plan de renforcement de capacités a été élaboré en 2017 à cet effet. Le partenariat devrait normalement prendre fin en mars 2019. Mais des négociations entre les deux entités ont permis de prolonger les activités jusqu'en décembre 2019 afin d'épuiser une partie du budget restant sur la base de l'ANO du FIDA du 23/04/2019.

Toutefois, à l'issue de cette période d'intervention, il ressort que *le PEA-Jeunes dans son deuxième cycle de financement a pu bénéficier de la prorogation de l'appui du BIT sur une période de 12 mois.* En effet, les interventions ont été orientées vers les principales activités suivantes dans les deux sous composantes.

Pour la sous composante A3, il s'agit de :

- ✓ *Organiser une session de formation en technique de business coaching.* Cette session de formation n'a pas pu se tenir à cause des retards et des restrictions de voyage dues à la Covid-19 ;
- ✓ *Organiser deux sessions de formation et trois sessions de coaching des business coachs à l'utilisation de l'outil Germe*. Des échanges avec le BIT ont permis d'organiser les trois sessions pour la formation de 58 business coachs, car la nouvelle stratégie du business coaching requiert un effectif de coachs compétents plus importants ;
- ✓ *Adapter l'outil Germe au secteur agropastoral*. Le BIT a lancé un appel pour le recrutement d'un cabinet chargé de l'adaptation des manuels et cette activité commence effectivement en fin novembre pour aboutir en début 2021 ;
- ✓ *Adapter le mécanisme du suivi des performances des bénéficiaires à la stratégie du business coaching.* Un rapport a été élaboré avec des indicateurs précis et une procédure

L'assistance technique de BIT a permis la réalisation des activités dont le bilan est le suivant :

2. *Assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation*

Les formations prévues ont été annulées à cause de la Covid-19.

3. Réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique

Suite à la mission de supervision conjointe Gouv/FIDA de décembre 2017, un consultant avait été recruté et a accompagné le Programme dans l'élaboration d'une note conceptuelle assortie d'une feuille de route devant permettre la finalisation puis la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités (RC) des SIE.

Cette feuille de route prévoyait des démarches spécifiques pour les activités économiques telles que la transformation agroalimentaire et des spéculations particulières à l'instar du Poivre et Maraîchage qui nécessitent une ingénierie et un dispositif permettant l'encadrement performant des porteurs d'initiatives économiques dont les SIE n'en disposent pas en l'état actuel.

Dans cette logique, un plan de renforcement prioritaire portant sur les filières dites "classiques" et les activités de production et concernant les structures d'incubation du dispositif pilote a été soumis à l'appréciation du FIDA en juillet 2018. Cette version du document a été soumise à la revue-à-mi-parcours (RMP) qui a également formulé des recommandations pour améliorer ce plan et en optimiser la démarche de mise en œuvre.

En 2019, conformément aux orientations issues de la RMP, le plan de renforcement des capacités des SIE pilote a été complété par des devis détaillés pour les investissements et appuis infrastructurels, et a de nouveau été transmis au FIDA pour avis préalable en Juillet 2019.

En outre, un diagnostic pour le plan d'appui à la filière poivre a été élaboré et sera prochainement transmis au FIDA dans le cadre du plan complémentaire de renforcement des capacités.

En parallèle, un consensus a été établi entre le FIDA et le PEA-Jeunes pour accompagner dans le cadre du plan de Renforcement des Capacités, les structures d'incubation du dispositif pilote à élaborer ou actualiser leurs documents de cadrage et de planification stratégique. C'est ainsi que des consultants ont été recrutés et les plans stratégiques de 04 sites d'incubation produits sur les 07 concernés. Les SIE ont par ailleurs bénéficié de dotations en matériel roulant et en ordinateur.

La validation de ce plan a induit la mise en œuvre des activités prévues. Dans ce sens :

- ✓ *Acquisition de 46 motos pour les business coach auprès de UNOPS :* A la suite de l'actualisation de la commande, le contrat avec UNOPS a été signé le 28 janvier 2020. UNOPS a été payé et les motos embarquées en juin 2020 se trouvent au port de Douala depuis septembre 2020. Au 31/12/2020, il reste l'obtention de la prise en charge des droits de douane par le MINEPAT pour sortir les motos qui se trouvent sous douane.
- ✓ *Acquisition des ordinateurs* : 93 ordinateurs ont été réceptionnés à la CNCG le 07 mai 2020 à travers un avenant au contrat du prestataire INTEK et le fournisseur payé en septembre 2020.
- ✓ *Acquisition de 2 PICK UP et 1 véhicule STATION WAGON auprès de UNOPS :* A la suite de l'obtention de l'autorisation de gré à gré du MINMAP, la procédure a été lancée et a abouti à la signature d'un contrat pour la fourniture de 2 pick-up et 1 station wagon le 13/07/2020. Une autre procédure a conduit à la signature d'un contrat pour la fourniture d'un véhicule station wagon le 11 novembre 2020. A date, seule une station wagon est livrée. La livraison des autres véhicules est en cours. L'avance pour l'acquisition des 02 pick-up n'a pu être payée qu'en octobre 2020

Taux d'exécution physique

Au 31/12/2020, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante A3 est de *83,33%%.*

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante A au 31/12/2020 est de 7*6,00%* détaillé comme suit :

Tableau 22 : Détail du taux d'exécution physique de la composante A

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	*92,00%*
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	*62,73%*
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	*83,33%*
Taux d'exécution Composante A	***76,00%***

2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31 décembre 2020

Produit 1.1 : Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt

Tableau 23 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2020 du produit 1.1

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2020	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
Nombre de cohortes de jeunes sorties annuellement des incubateurs	02	L'incubation est en cours avec 800 jeunes
La stratégie de ciblage genre est opérationnelle	oui	RAS
La stratégie d'information et de communication est opérationnelle		
Nombre de jeunes sensibilisés, informés, et orientés par les CRV	2 500/1540	3 516 personnes ont été sensibilisées parmi lesquelles 2 105 hommes et 1 411 femmes (40,13)
Nombre PIE incubées	1 250	Incubation en cours de démarrage.
Nombre de structures d'incubation fonctionnelles	/	Au 30 novembre 2020, 15 structures sont fonctionnelles.
Nombre de kits administrés	700	777 kits ont été octroyés de janvier-déc. 2020 (111,0%)
Nombre de crédits productifs octroyés	350	233 crédits productifs ont été octroyés (44,38%)
Plan de renforcement des capacités des structures d'incubation opérationnel	Oui	01 Plan de renforcement des capacités des SIE a été élaboré et adopté au terme d'un diagnostic. Sa mise en œuvre a démarré avec 21 motos et 115 ordinateurs (2017 et 2019). 93 motos sont acquises en 2020 et ont été mises à la disposition des structures d'incubation (Business coachs pour l'encadrement des jeunes entrepreneurs.
Nombre de structures d'incubation et conseillers renforcés	15/50	RAS. 76 business coachs sont en service depuis le 1er mai 2020
Nouvelles SIE contractualisées	0	• Aucune nouvelle structure d'incubation n'a été contractualisé comme prévu. • 15 SIE ont été contractualisés pour assurer le coaching des jeunes promues par le PEA-Jeunes
Nombre SIE dont les capacités sont diagnostiquées	0	/

Le niveau de réalisation des résultats 2020, met en évidence le faible progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 24 : Analyse des indicateurs du produit 1.1

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
04 cohortes de jeunes promoteurs sortent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	***Globalement, 07 cohortes sur les 15 prévus (2015-2019) avaient pu sortir des incubateurs depuis le début du Programme, ce qui fait une performance de 46,67%.*** Au 31 décembre 2020, la cohorte 8 est en cours. En 2019, 01 cohortes de promoteurs est sortie des incubateurs avec un plan d'affaire bancable, soit 1/3 (33,33%) de la performance

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	**Résultats atteints au 31/12/2020**
	recherchée. En 2015, 2016, 2017 et 2018 ; 01, 01, 02 et 02 cohortes respectivement avaient pu sortir des incubateurs. ***De manière détaillée :*** - 01 cohorte de 80 PIE de la phase pilote de 2015 était sortie des incubateurs - 01 cohorte de 281 jeunes PIE sont sorties en 2016 des incubateurs avec un plan d'affaire. - 02 cohortes de 568 PIE sont sorties des incubateurs avec un plan d'affaire en 2017 ; - 02 cohortes de 658 PIE sont sorties des incubateurs au 31 déc. 2018 - 02 cohorte de 1 506 PIE est sortie des incubateurs en 2019.
Au moins 3 700 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Globalement, un total de **3 121 jeunes (1 945 hommes et 1 176 femmes-soit 37,68%)** sont formés et accompagnés ; ce qui donne une performance de 84,35% sur l'effectif de 3 750 jeunes et 105,94% sur la proposition de femmes (1 125). Dans les détails : - 80 PIE ont été formées dans le cadre du dispositif pilote de 2015 (54 hommes et 26 femmes), soit 32,5% de femmes - 281 PIE (198 hommes et 92 femmes) ont été formées et accompagnés en 2016, soit 32,74% de femmes ; - En 2017, 569 jeunes (353 hommes et 216 femmes) ont été incubés, soit 37,96% de femmes. - En 2018, 658 jeunes (386 hommes et 272 femmes) sont incubés, soit 41,33% de femmes. - En 2019, 1 533 jeunes (963 hommes et 570 femmes) sont incubés, soit 37,18% de femmes. De janvier au 15 novembre 2020, aucun jeune n'a pu été formé, à cause de la contrainte Covid-19. -

Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises

Tableau 25 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2020 du produit 1.2

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2020	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/ 2020
Nombre de structures d'incubation fonctionnelles	/	Au 31 décembre 2020, 15 structures sont fonctionnelles et ont contractualisé avec le PEA-Jeunes pour le renforcement des capacités des jeunes PIE. • 10 contrats ont été signés entre les SIE et des structures satellites et PEA-Jeunes en 2020. • 01 plan de renforcement des capacités est élaboré et attend la mise en œuvre • 21 motos et 115 ordinateurs donnés par le programme aux structures d'incubation en 2018
Plan de renforcement des capacités des structures d'incubation opérationnel	Oui	• 01 Plan de renforcement des capacités des SIE a été élaboré et adopté au terme d'un diagnostic.
Les capacités de de 15 structures d'incubation et des conseillers (Business coachs) sont renforcées	15	• La mise en œuvre du plan de renforcement des capacités a démarré a mise en œuvre a démarré avec 21 motos et 115 ordinateurs (2017 et 2019). • 93 ordinateurs ont acquis le 07 mai 2020 et ont été mis à la disposition des structures d'incubation qui les ont cédés aux Business coachs pour l'encadrement des jeunes entrepreneurs. Les séquences de renforcement de leur capacité et d'imprégnation sur l'approche du PEA-Jeunes sont prévues.
Nombre de kits administrés	700	777 kits ont été octroyés de janvier-décembre 2020 (111,%)

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2020	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/ 2020
Nombre de crédits productifs octroyés	350	233 crédits productifs ont été octroyés (44,38%)
Les membres des 4 CRV participent aux missions conjointes de suivi des activités des PIE		RAS
Nouvelles SIE contractualisées	0	• Aucune nouvelle structure d'incubation n'a été contractualisé comme prévu. • 15 SIE ont été contractualisés pour assurer le coaching des jeunes promues par le PEA-Jeunes

Le niveau de réalisation des résultats intermédiaires 2020, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.2, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 26 : Analyse des indicateurs du produit 1.2

Indicateurs de produit 1.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31 décembre 2020
Au moins 12 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui-accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	-10 contrats sont signés avec les structures d'incubation. - Cinq (05) structures d'incubation ont été contractées en 2016. Les contrats sont renouvelés en 2017 et 2018. - 05 structures d'incubation antérieurement dites satellites ont été contractualisées et ont accompagné les jeunes ; - 03 structures évoluent comme satellites ont accompagné les PIE en incubation ; - Le renforcement en 2016 de ces structures a consisté en une dotation en moto (10) et ordinateurs portables (10) pour les conseillers - Les dotations de renforcement en 2017 ont été de 10 motos. - Pour 2018, 115 ordinateurs complets et 21 motos été acquis et mis à disposition.
1 structure d'incubation de référence est promue	Les Sites sont identifiés et étaient en cours de sécurisation en 2016 notamment : BALAMBA (***3 268 hectares 03 ares 38 ca***) et GOUGAN I (***45 hectares 17 ares 91 ca***). Un cabinet avait été sélectionné en février 2017 pour mener les études de faisabilité. Le contrat a été sursis et n'a pu être signé, à la demande de la Présidence de la République. Les mésententes et revendications des populations plombent l'avancement de la mise en place de la SIR. Pas d'avancement en 2018.

Au regard de l'analyse des indicateurs des progrès vers l'atteinte des produit 1.1 et produit 1.2 qui précèdent, l'effet escompté I est amorcé. L'analyse de ce progrès est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 27 : Analyse des indicateurs d'effet escompté I

Indicateurs d'effet (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31 décembre 2020
Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leurs curricula et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt	Les 15 structures d'incubation ayant contractualisé avec le PEA-Jeunes assurent la formation des jeunes suivant une démarche entrepreneuriale, soit 15 SIE. Les 15 structures ont adopté avec l'appui du Programme un ruban pédagogique de 08 modules intégrant des modules en entreprenariat à savoir : - Entreprenariat - Education financière - Education à la citoyenneté - Initiation aux TIC - Leadership - Techniques agropastorales - Accompagnement à l'élaboration des plans d'affaires - Séjour du PIE chez le référent. - Quinze (15) SIE sur 10 (soit 150%) ont intégré l'entreprenariat dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt. L'enquête de satisfaction permettra d'apprécier les changements observés dans ces SIE.
80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées	Tous les entrepreneurs agropastoraux promus par le programme sont instruits lors de l'incubation. Ils sont conseillés lors de l'implémentation

	de leurs projets. Le degré d'adoption des technologies enseignées sera mesuré lors de l'étude des effets du programme.
80% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entreprenariat	Des jeunes formés ont accès à l'appui conseil à l'entreprenariat, notamment dans le décaissement des kits auprès des IFR, l'acquisition des matériels, les dépenses de fonds de roulement, etc. Tous les 2 105 jeunes ayants eu des Kits et les 233 ayant reçu les crédits productifs bénéficient des services d'appui conseil du dispositif mis en place par le projet. Ces jeunes reçoivent des conseils à l'entrepreneuriat pendant le suivi-accompagnement par les conseillers.

Les services d'appui conseil à l'entreprenariat montrent suivant le suivi des performances économiques, que **les entreprises ont rapporté un chiffre d'affaires de F CFA 2 767 029 102 au 31 décembre 2020, avec notamment:**

- ***1 089 733 144 F CFA pour les filières des productions animales ;***
- ***168 100 650 F CFA pour les filières des productions végétales ;***
- ***359 232 204 pour les métiers connexes (restaurant, transformations, etc.).***

Le détail par secteur et/spéculation est donné dans le tableau qui suit :

Tableau 28 : Chiffre d'affaires des entreprises en 2020 par secteur et spéculations

Secteur	Spéculation	Nombre JEA	Production		Commercialisation		
			Unité de mesure	Quantité produite	Quantité vendue	Prix unitaire moyen	Recettes d'exploitation
ANIMAL	Chèvre	3	tête	68	49	36 327	1 780 000
	Lapin	11	tête	624	375	7 091	2 659 000
	Pondeuse	13	Alvéole	5 158	5 081	1 749	8 886 000
	Porc	239	kg	2 506 578	1 897 423	112	213 305 035
		1	Porcelet	25	16	25 000	400 000
	Poulet de chair - Chauffage/brooding	22	tête	26 082	23 473	2 364	55 480 600
	Poulet de chair - Engraissement/fattening	372	kg	1 013 936	908 859	1 410	1 281 303 720
Total Production Animale		**661**					**1 563 814 355**
VEGETAL	Ananas	23	tête Ananas cal. A	763 500	561 642	109	61 196 300
	Banane plantain	15	plant_Pifs	21 400	21 000	201	4 226 000
		118	régime	46 530	5 170	2 164	11 185 510
	Maïs	14	kg	425	420	40 616	17 069 850
		2	tonne	6	6	150 667	904 000
	Manioc	1	bâton	2 700	2 700	55	148 500
		27	tonne	278	264	49 409	13 041 500
	Maraîchage						
	Tomate	1	cajo_grand	1 230	1 230	3 317	4 080 000
		16	cajo_petit	6 139	5 655	703	3 975 504
		1	kg	975	975	5 600	5 460 000
	Pastèques	12	tête_pastèque cal. 1	28 097	22 620	300	6 777 500
		12	tête_pastèque cal. 2	5 528	5 328	827	4 406 500
	carrot	3	sac_100kg	115	109	6 312	688 000
	Morelle noire	1	pièce	150	110	205	22 500
	Piment et Tomate	3	sac_50kg	366	355	2 493	885 000
	Piment	3	filet50_75kg	244	244	15 212	3 704 200
	Poivre	28	kg	3 675	3 473	1 717	5 962 500
		29	plant_Pifs	40 050	18 318	77	1 418 118
Total Production Végétale		**109**					**145 151 482**
METIERS CONN	bouillie de maïs	4	plat	990	986	1 132	1 116 000
	chip de plantain	1	kg	4 563	4 500	304	1 368 900

Secteur	Spéculation	Nombre JEA	Production		Commercialisation		
			Unité de mesure	Quantité produite	Quantité vendue	Prix unitaire moyen	Recettes d'exploitation
	commercialisation Vivre frais	13	Chiffre d'affaires	5 031	5 021	1 660	8 332 534
	Distribution des œufs frais	13	Alvéole	5 618	5 572	1 766	9 840 000
	farine de manioc	3	kg	91 944	92 244	155	14 252 000
	Jus de fruit naturel	20	bouteille_33cl	292 511	288 707	591	170 741 055
	phytosanitaires	8	Chiffre d'affaires	15 340	13 704	802	10 994 865
	Provenderie	30	sac de provende 50kg	77 364	76 143	9 938	756 733 262
	RESTAURATION	19	plat	37 822	36 804	1 160	42 680 244
	Rotisserie-porc	1	plat	642	630	1 500	945 000
	Rotisserie-poulet	14	plat	24 623	22 800	1 653	37 699 405
	transport de produits agropastoraux	2	Chiffre d'affaires	0	140	24 000	3 360 000
Total Métiers connexes		**128**					**1 058 063 265**
Total secteurs		**898**					**2 767 029 102**

NB : Poids moyen poulet chair : 1,8 kg ; Cageot tomate : 10 Kg ; conditionnement en provende rie : 50 Kg ; Poids moyen pastèque : 3,5 kg ; 1 Alvéole d'œuf = 30 Œufs ; 1 régime banane plantain = 15kg (moy.)

<u>Tableau 29 :</u> Typologie d'entreprises formalisées au PEA-Jeunes

Type d'entreprise	Effectif
Artisanat	450
Etablissement (ETS)	46
Groupement d'Intérêt Economique (GIE)	1
SARL	3
SA Unipersonnel	40
Total	**540**

<u>Tableau 30 :</u> Typologie d'entreprises formalisées au PEA-Jeunes par région

Régions	Type d'entreprise	Effectif
Littoral	Artisanat	194
	Etablissement (ETS)	17
	Groupement d'Intérêt Economique (GIE)	1
	SARL	2
Total entreprise formalisée LT		**214**
Sud	Artisanat	73
	Entreprise artisanale	1
	Etablissement (ETS)	2
Total entreprise formalisée SU		**76**
Centre	Artisanat	181
	Etablissement (ETS)	27
	SARL Unipersonnel	1
Total entreprise formalisée CE		**209**
Nord-Ouest	Artisanat	1
	SA Unipersonnel	40
Total entreprise formalisée NW		**41**
Total National		**540**

Le programme accompagne les Jeunes entrepreneurs agropastoraux à la sécurisation des terres utilisée. Le tableau suivant montre que 568 jeunes ont eu accès à la terre de manière sécurisée.

Tableau 31 : Effectifs de jeunes ayant accès sécurisé à la terre

Nature du titre de sureté	Effectif
Possession de droits coutumiers	**312**
contrat de location	**213**
Titre foncier	**43**
Total	**568**

Il ressort du tableau que la propriété est concédée par :

- ✓ la possession de droits coutumiers ;
- ✓ le titre foncier ;
- ✓ le contrat de location.

Le tableau suivant montre par région et par type de sureté les effectifs des jeunes ayant accès à la terre.

Tableau 32 : Effectifs de jeunes par type de sureté à la terre et par région

Régions	Nature du titre sureté	Effectif
Littoral	Possession de droits coutumiers	135
	contrat de location	89
	droits coutumiers	1
	Titre foncier	10
Total		**235**
Sud	Possession de droits coutumiers	37
	contrat de location	8
	Titre foncier	6
Total		**51**
Centre	Possession de droits coutumiers	137
	contrat de location	92
	Titre foncier	27
Total		**256**
Nord-Ouest	Possession de droits coutumiers	2
	contrat de location	24
Total		**26**
Total jeunes ayant un titre de sureté		**568**

2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers

Les objectifs pour l'exercice 2020 sont : (i) Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel, (ii) Donner l'accès à 350 jeunes au financement/crédits productifs, (iii) Sensibiliser/former 1 250 PIE en éducation financière.

Avec un taux de réalisations physiques de ***62,16%*** les principales réalisations de la composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS
• Pas de jeunes PIE sensibilisés sur les meilleures pratiques des relations d'affaires avec les IFR (incubation démarré en novembre 2020), soit un cumul de 3 121 de 2015-2020; •44 personnes des IFR sensibilisées sur les procédures, mécanismes et outils de gestion de partenariat et de financement du PEA-Jeunes ; •Signature de 11 conventions de partenariat avec les IFR •777 kits de demarrage octroyés en 2020, soit un cumul de 2 105 kits de 2015-2020; • 233 crédits productifs octroyés en 2020, soit un cumul de 493 crédits de 2015-2020 ; •***un volume de* 1 140 675 819 *F CFA est accordé aux jeunes entrepreneuneurs en 2020, soit un cumul de* 2 976 068 474 F CFA accordé entre *2015-2020;*** •40 personnes formées sur la gestion des risques (20 des IFR, 4 de DID,10 conseillers de suivi et 6 de PEA-Jeunes) •Mobilisation de l'assistance technique de DID en 2019 (1er trimestre), en 2018, 2017 et 2016 puis accompagnement d'un pool de consultant ben 2020.

Effet escompté II : L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré

2.1.2.1. Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante B1 repose sur le Crédit productif. Pour la mise en place du crédit, il était prévu de : (1) Couvrir les frais de Gestion des IFR et (2) financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement.

b) Activités réalisées et résultats atteints

En 2020, le Programme a continué les actions de sensibilisation et de consolidation des acquis auprès des IFR conventionnées. Les dernières IFR (MC2 de Ndom, Bafia, Bangassina, Obala, etc.) ont été sensibilisées sur les procédures du PEA-Jeunes.

1. *Couvrir les frais de Gestion des IFR*

Ces frais de gestion représentent 1,5 % des volumes de crédits de démarrage virés aux IFR. L'état des frais couvrant les charges des IFR a été évalué du 1er avril 2019 à mars 2020. Cet état s'élève à 11 446 438 F CFA. Un montant de 11 446 438 F CFA a été viré en Avril 2020. Il était prévu autre paiement d'ici fin 2020. Ce second virement de 9 242 205 FCFA sera effectué ce mois. L'activité est réalisée à 90%.

2. *Financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement*

Au 31/12/2021, 233 crédits productifs (134 hommes et 99 femmes) ont été accordés pour **F CFA 7 844 250 F CFA.** Depuis le début du Programme, un cumul **de 493 crédits productifs d'une valeur de de 435 989 477 F CFA** a effectivement été octroyé par les IFR aux entrepreneurs agropastoraux.

En rappel, en 2016, 5 crédits (2 hommes et 3 femmes) étaient octroyés. En 2017, le Programme a eu à refinancer 37 crédits productifs (25 hommes et 12 femmes), ce qui portait à 42 le nombre de crédits (27 hommes et 15 femmes) déjà octroyés. En 2018, 70 crédits productifs (44 hommes et 26 femmes) crédits ont été accordés. En 2019, 144 crédits productifs (134 hommes et 99 femmes) ont été accordés.

Tableau 33 : Entreprises financées par les IFR par année de 2016-2020

Année	Bénéficiaires de crédits			Cumul
	H	F	Total	
2016	2	3	**5**	**5**
2017	25	12	**37**	**42**
2018	44	26	**70**	**112**
2019	91	57	**148**	**260**
2020	134	99	**233**	**493**
Total	**296**	**197**	**493**	

La répartition des crédits dans les 04 URAC se présente comme suit :

Tableau 34 : Entreprises financées par les IFR par régions

URAC	Bénéficiaires de crédits			Cumul
	H	F	Total	
Centre	121	77	**198**	**198**
Sud	55	42	**97**	**295**
Littoral	75	37	**112**	**407**
Nord-Ouest	45	41	**86**	**493**
Total	**296**	**197**	**493**	

Parmi, les 493 crédits, nous avons 488 aux entreprises en démarrage, et 05 en renforcement. La répartition est donnée comme suit sur la période 2015-2020.

Tableau 35 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en démarrage (2015-2020)			Cumul
	H	F	T	
2015	0	0	0	**0**
2016	*2*	*3*	*5*	**5**
2017	*23*	*12*	*35*	**40**
2018	*43*	*26*	*69*	**109**
2019	*90*	*57*	*147*	**256**
2020	*133*	*99*	*232*	**488**
Grand Total	**291**	**197**	**488**	

Cinq (05) crédits en développement ont été octroyés sur la période 2015-2020.

Tableau 36 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en développement (2015-2020)			Cumul
	H	F	T	
2015	0	0	**0**	0
2016	0	0	**0**	0
2017	2	0	2	2
2018	1	0	1	3
2019	1	0	1	4
2020	1	0	1	**5**
Grand Total	**5**	**0**	**5**	

La situation cumulée des financements (apports personnels, kits et crédits productifs) est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 37 : Tableau synoptique des financements effectifs des PIE au 31/12/2020 par région

REGIONS	APPORT PROMOTEUR	KIT DE DEMARRAGE	CREDIT PRODUCTIF	TOTAL
CENTRE	59 135 030	353 187 521	26 794 061	439 116 612
SUD	34 140 151	182 325 118	12 190 029	228 655 298
LITTORAL	36 233 903	263 720 913	6 339 000	306 293 816
NORD-OUEST	17 849 198	120 167 465	28 593 430	166 610 093
TOTAL	**147 358 282**	**919 401 017**	**73 916 520**	**1 140 675 819**

Tableau 38 : Tableau synoptique des financements cumulés des PIE (2017-2020)

REGIONS	APPORT PROMOTEUR	KIT DE DEMARRAGE	CREDIT PRODUCTIF	TOTAL CUMULE
CENTRE	158 382 438	950 989 981	74 997 604	1 184 370 023
SUD	73 129 275	492 197 600	58 922 119	624 248 994
LITTORAL	78 348 419	541 309 843	41 408 769	661 067 031
NORD-OUEST	61 699 432	394 174 262	50 508 732	506 382 426
TOTAL	**371 559 564**	**2 378 671 686**	**225 837 224**	**2 976 068 474**

L'objectif 2020 était de financer 350 PIE en crédits productifs. 233 crédits ont effectivement été octroyés rendu au 31/12/2020, ce qui correspond à une performance de 67% d'atteinte de l'objectif 2020. Par rapport à la cible visée en 2021 (2 300), 493 crédits cumulés donnent une performance du programme de 21,43% au 31 décembre 2020.

Cependant, il est important de signaler que ces faibles taux enregistrés dans l'octroi des crédits productifs sont en partie liés à la non institutionnalisation du Fonds de facilitation jusqu'à date, ce qui constituait le principal dispositif de refinancement des jeunes à travers les IFR. Face à cette difficulté, un mécanisme de refinancement alternatif des IFR est en cours d'implémentation avec l'accompagnement du FIDA via la Société Générale de banque. L'opérationnalisation de ce mécanisme a démarré en novembre 2019 avec les premiers refinancements octroyés à 02 IFR. En 2020, 05 IFR y ont eu accès. Le paiement direct du FIDA à cette banque en 2020 a commencé à accélérer l'accès aux crédits productifs auprès des IFR (47% des crédits ont été octroyés en 2020, soit près de la moitié des crédits).

Le taux de réalisation de l'activité est de 66,57%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31 décembre 2021, le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante B1 est de 78,29%.

2.1.2.2. Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services

L'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande constituent la stratégie de la sous-composante B2.

a) Activités prévues

Pour ce qui est de l'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, il était prévu de (1) mettre en place un mécanisme de refinancement alternatif, (2) solliciter l'expertise technique d'un pool de consultants (2) Expertise technique pool des consultants au financement.

Le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation visaient à (3) former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes, (4) mettre en place d'agents spécialisés en crédit rural, (5) apporter un appui conseil en situation professionnelle aux agents de crédit.

Le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques visait à (6) organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE, et (7) former le personnel des IFR sur la gestion des risques.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. *Mettre en place un mécanisme de refinancement alternatif*

Au 15 novembre 2020, une demande de paiement direct de 2,750 milliards (soit 2,55 milliards pour le fonds de placement et 200 millions pour le fonds de partage des risques) a été effectué au profit de la Société Générale, pour le refinancement des IFR qui a leur tour financeront les jeunes entrepreneurs promus. L'évaluation de l'utilisation montre que les IFR ont accédé au refinancement de la Société Générale à hauteur de 566 millions F CFA.

L'activité est exécutée à 100%.

2. *Expertises techniques pool de consultants financement*

Des consultants ont été reversés de DID au PEA-Jeunes. Ils apportent leurs expertises à la continuité de l'offre des services en financement rural aux jeunes PIE à travers la surveillance de la qualité des plans d'affaires dans les incubateurs et dans l'acceptation ou non de ceux-ci par les IFR. Tous les consultants prévus sont en activité. Activité réalisée à 100%.

3. *Former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes*

Quatre (04) rencontres avec les IFR partenaires ont été organisées pour discuter des outils de gestion du partenariat, pour rappeler le mécanisme d'accès au fonds de refinancement et pour évaluer l'évolution de l'accès des jeunes aux financements. Deux (02) autres rencontres sont prévues en décembre 2020.

L'activité est exécutée à 50%.

4. Mettre en place les agents spécialisés en crédit rural

Une note technique a été élaborée et discutée avec les IFR partenaires. Elle sera soumise pour validation à la prochaine mission de supervision.

L'activité est exécutée à 15%.

5. Organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE

Les activités de promotion et de sensibilisation en direction des PIE sont organisées au sein des structures d'incubation existantes pendant le renforcement des capacités entrepreneurial. L'incubation a démarré en décembre et le module n'a pas pu démarrer à date. L'activité est exécutée à 15%.

6. Former le personnel des IFR sur la gestion des risques

Le personnel des IFR a suivi des formations en ligne sur la gestion des risques spécifiques au secteur agricole. Des termes de référence pour une autre formation sur les risque sont disponible. L'atelier de formation est prévu en décembre. L'activité est exécutée à 70%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2020, le taux de réalisation physique des activités techniques de la sous-composante B2 est de 58,13%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante B au 31/12/2020 est de 62,16% détaillé comme suit :

Tableau 39 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises	78,29%
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services	*58,13%*
Composante B : Accès aux services financiers	***62,16%***

Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés II au 31 décembre 2020

Le produit de la composante B s'intitule :

Produit 2.1 : Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place

Le niveau de réalisation des résultats, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 2.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 40 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel En 2020 : complété par le dispositif de partages des risques	-conventions avec les IFRS -un guichet de financement des kits est fonctionnel ; -un guichet pour le refinancement est fonctionnel	**En 2020 :** - Mise à disposition de la Société Générale de 2,750 milliards (soit 2,55 milliards pour le fonds de placement) et 200 millions pour le fonds de partage des risques (effectivement fonctionnel comme prévu en 2020), pour faire fonctionner ce mécanisme de refinancement alternatif des IFR (convention signée, contrat annuel de performance signé, contrats de refinancement avec les IFR signés en 2019)

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
		- Au 31 décembre 2020, les IFR ont accédé au refinancement de la Société Générale à hauteur de 566 millions F CFA. **En 2019 :** - Le mécanisme de refinancement alternatif des IFR en collaboration avec la Société Générale a été mis en place (convention signée, contrat annuel de performance signé, contrats de refinancement avec les IFR signés) - Des refinancements accordés à 02 IFR au 15 novembre 2019. **En 2018 :** - 03 IFR du modèle MC² ont intégré le dispositif de financement ; 09 IFR participaient déjà au dispositif, ce qui fit un total de 12 IFR en partenariat avec le PEA-Jeunes ; - Des réflexions sont en cours pour refinancer les IFR via une banque privée de notoriété. Ce mécanisme de refinancement des crédits productifs a été discuté au CPMT/FIDA siège et a reçu l'accord de principe pour sa mise en œuvre. **En 2017 :** - les IFR ont été sensibilisés sur le mécanisme de financement du PEA-Jeunes et 09 IFR opérationnels avec le PEA-Jeunes (ACEP, CAP Finance, CECAW, CEPI, La Régionale, People Finance, RENAPROV, RIC et UNICS ; - Les jeunes sont sensibilisés/formés en éducation financière et sont mis en relation d'affaires avec les IFR ; - Des comptes des PIE sont ouverts auprès des IFR et reçoivent des kits du Programme via le guichet de transit ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; **En 2016 :** 11 IFR ont conventionné avec le PEA-Jeunes à travers le dispositif de financement avec le fonds de facilitation. Le guichet de financement des kits a été ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; Les PIE ont ouvert des comptes dans les IFR ; Toutefois, le guichet de refinancement des crédits n'est pas opérationnel et un mécanisme de refinancement alternatif est en voie de formalisation
Nombre d'IFR refinancé par PEA-Jeunes	03	- 05 IFR refinancés au 31/12/2020, un cumul de 8 IFR depuis 2019
Nombre de jeunes ayant accès au financement/crédits productifs	700 kits octroyés 350 crédits	- 777 kits de démarrage octroyés de janvier à décembre 2020, soit un cumul de 2 105 kits de démarrage (kits) depuis 2015 - 233 crédits productifs octroyés en 2020 sur 350 visés(67%), soit un cumul de 493 crédits productifs depuis 2015
Nombre PIE sensibilisés et formés en éducation financière	1 250 PIE sensibilisés Nombre de personnels des IFR formés	- **En 2020 :** L'incubation à cause du Covid-19 n'a pu démarrer qu'en fin novembre 2020, avec environ 800 PIE qui seront sensibilisés - Le personnel des IFR ont participé à 03 réunion d'information et de gestion du partenariat avec le PEA-Jeunes (65 personnes participantes). - **De janvier à juin 2019**, 1533 jeunes ont été sensibilisées en éducation financière, soit 84,69%.

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
		- **En 2018**, 658 jeunes ont été sensibilisées en éducation financière. - **En 2017** : 569 PIE ont été sensibilisés en éducation financière, soit un taux de réalisation de 113,80% ; - La formation en gestion des risques de 2017 a touché 30 participants. **En 2016**, 36 personnes (08 femmes et 25 hommes) ont été formées sur la gestion des risques, soit un une performance de 90% ; En 2016 ; 241 jeunes PIE (152 hommes et 89 femmes) ont été sensibilisés en éducation financière.
Nombre d'agents des IFR formés en financement agricole	64	- RAS
Nombre plan d'action de mise en place de services spécialisés en financement agricole dans les IF	8	- RAS
Etude disponible sur l'amélioration de l'offre de crédit de financement agricole et rural	1	- RAS

Le niveau de réalisation des résultats 2020, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 2.1 d'ici le terme du programme. Il ressort comme présente le tableau ci-après, que les progrès vers le produit 2.1 n'ont pas encore eu de résultats quantifiables.

Tableau 41 : Analyse des indicateurs du produit 2.1

Indicateurs de produit 2.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12//2020
04 (quatre) nouveaux produits sont développés	Il a été recommandé à la revue à mi-parcours du Programme en 2018, d'attendre la consolidation des entreprises créées, pour adresser leurs besoins s'ils diffèrent de ceux offerts par les produits offerts par les IFR. Les produits visés ont été sursis.
Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel (Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel)	- Un mécanisme de refinancement alternatif est mis en place auprès de la banque SGC, financé à hauteur de 2,750 milliards a financé 7 IFR à 556 millions de F CFA. - Le PEA-Jeunes avait participé au renforcement du Fonds et à son institutionnalisation, qui malheureusement n'a pas n'avancé. - .

En termes de progrès vers l'atteinte de l'effet escompté, le tableau ci-après montre que les résultats et produits 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 sont en progrès mais n'ont pas été significatifs pour faire progresser l'effet escompté II au niveau attendu au 31/12/2020.

Tableau 42 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II

Indicateurs d'effet escompté II (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes	03 réseaux d'IFR se sont approprié les segments de marchés ruraux, soit une performance de 50%. Les 11 EMF partenaires du PEA-Jeunes appartiennent à 02 réseaux
Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15%	La valeur de référence (en 2016) du taux de pénétration de la finance rurale est de **2, 41%** dans les zones d'intervention du PEA-Jeunes (estimation de l'enquête). Les statistiques officielles l'estimaient à 12% au plan national (COBAC, 2008).
56,75% des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	• De 2015-2020, 493 crédits productifs ont été accordés sur les 2 105 kits, soit un taux de 23,42% (ce qui est faible par rapport à l'objectif de 56,75%. • De janvier à décembre 2020, 233 crédits sont octroyés sur 777 kits données, soit 29,98%.

Indicateurs d'effet escompté II (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
	• De janvier à décembre 2019, 148 crédits sont octroyés sur 608 kits données, soit 24,34% • En 2018, 70 crédits productifs sont octroyés sur 387 kits mis en place, soit un taux de 18,09%, ce qui est faible par rapport à l'objectif de 56,75% visé en 2018. • En 2017, 37 PIE sur 286 appuyés ont obtenu des crédits d'IFR, **soit un taux de 12,94%,** ce qui est très faible par rapport à l'objectif de 70% • En 2016, 05 projet sur 47 appuyés avait obtenu un crédit productif, soit un taux de **10,64%.**

2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Les objectifs 2020 étaient : (i) opérationnaliser la convention avec le BIT opérationnelle, (ii) mettre en place le réseau des jeunes entrepreneurs au niveau régional , (iii) mettre en place le réseau des jeunes entrepreneurs au niveau national , (iv) consolider le réseau national des jeunes est renforcé/consolidé, (v) mettre en place les cadres de concertation pour le dialogue politique, institutionnel et pour la finalisation du document politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastorales sont opérationnels, (vi) opérationnaliser la Stratégie de prise en compte des aspects qualité d'accompagnement des jeunes (vii) opérationnaliser les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural sont opérationnels, (viii) finaliser le document de politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastoral, (ix) rendre opérationnel la plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes et des jeunes entrepreneurs (x) Signer les chartes garantissant la sécurisation foncière avec les propriétaires terriens , (xi) appuyer les activités du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) par le PEA-Jeunes

Avec un taux de réalisations physiques de ***71,00%***, les principales réalisations de cette composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS 2020 ET ANTERIEURES
•03 cartes des entreprises promues par le PEA-Jeunes sont élaborées et le personnel formé sur ses outils; •01 groupe de travail créé pour conduire le diagnostic de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral et porter la politique d'amélioration de l'environnement des affaires pour les TPE et PE dans l'agriculture et l'élevage ; •l'adaptation de la méthodologie EESE au secteur agro pastoral effectuée ; •les différentes études intermédiaires prévues par la méthodologie EESE ont été réalisées, le rapport final consolidé puis finalisé et adopté en mai 2019. Un plan de réformes adopté en octobre 2019 et une feuille de route élaborée pour transmission aux organes compétents et un avant-projet de loi d'orientation sur le secteur agropastoral au Cameroun est disponible; •un plan d'appui à la normalisation et qualité dans les filières végétales et animales promues par le PEA-Jeunes est élaboré et validé; •30 personnes (PEA-Jeunes, SIE, Structures de facilitation, etc.) formées sur la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun et thématiques à capitaliser

Effet escompté III : Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales

2.1.3.1. Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice

La stratégie de la sous composante C1 repose sur l'appui à l'émergence des réseaux des jeunes entrepreneurs.

a) Activités prévues

Il était prévu de (1) Accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs et renforcer les capacités du réseau et, (2) élaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa).

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs

Le processus de mise en place du réseau des jeunes entrepreneurs agropastoraux est conduit selon une démarche participative, dialoguée, de concertation, entièrement approprié par les jeunes entrepreneurs eux-mêmes qui sont dès le départ les promoteurs du projet.

Un comité restreint composé de 16 délégués désignés par les jeunes dont 1 par bassin a été créé pour porter principalement le projet de mise en place du REPA-Jeunes (Réseau des Jeunes Promoteurs Agropastoraux) est actuellement accompagné par un consultant dans cette dynamique.

Le comité a rendu sa copie avec des projets de texte de base du Réseau. On peut à cet effet citer les statuts, le règlement intérieur, le code éthique, et le draft de plan d'action triennal.
En 2020, des réunions ont été organisées dans tous les 16 bassins d'intervention et ont permis de désigner les représentants/délégués des jeunes à raison de 01 représentant par bassin et par filière active.
L'Assemblée Générale Constitutive du Réseau des jeunes entrepreneurs Agropastoraux (REPA-Jeunes) s'est tenue à Ebolowa du 15 au 16 octobre 2020, avec la participation de 66 délégué sur 71 (dont 48 hommes et 18 femmes), représentants les jeunes des 04 régions d'interventions du Programme.
Elle a permis la validation des textes de base et l'élection du Bureau Exécutif, composé de 8 membres dont 01 président, 03 vice-présidents (1 vice par région à l'exception de la région originaire du président), et 04 administrateurs (1 par région). Le Bureau exécutif élu le 16 octobre 2020 est conduit par une femme.
Les travaux de l'AGC se sont déroulés en présence de la Maîtrise conjointe représentée par 03 Directions techniques dont DOPA et DEPC du MINADER et DDPIA du MINEPIA.
Les dossiers pour la légalisation de l'association ont été composés puis déposés à la préfecture du Mfoundi à Yaoundé.
Une convention de partenariat en cours d'élaboration devra être signée entre le Réseau et le PEA-Jeunes.
L'activité est réalisée à 80%.

2. ***Elaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa)***

Le Programme a procédé en 2018 au recrutement d'un Cabinet d'informatique BAV (BRIDGE AFRICA VENTURE) en vue de la mise en place d'une plateforme de communication pour le PEA-Jeunes.

Le cabinet avait pour mission : l'élaboration de la plateforme de communication du PEA-Jeunes, la mise sur pied du curriculum de formation, la préparation et la gestion des contenus audiovisuels et des médias sociaux, la mobilisation et la formation des jeunes entrepreneurs ainsi que le contrôle de la plateforme.

Cette activité qui a démarré effectivement en 2019 a permis de construire une plateforme associée au site internet *Bridge Africa.com*. C'est un moyen assez facile pour créer des sites Web, accéder à des répertoires et créer des réseaux avec et sans Internet.

De plus, le cabinet BAV a procédé à la formation des conseillers de business coachs pour les capaciter à former et connecter les jeunes en les aidant à créer leurs propres sites. Ceux-ci ont réussi à connecter plus de 750 jeunes en 2020.

Des échanges avec Bridge Africa ont permis d'identifier les nouvelles fonctionnalités à intégrer dans la plateforme. Ces réaménagements ont permis de faire une proposition de projet pour un matching found avec GSMA (Global System for Mobile Communications Association). Pour un budget global de 112 millions, le PEA-Jeunes participera pour 15millions. Aussi, la collaboration avec Bridge Africa a permis de mettre sur pieds un programme télé avec le CRTV dénommé (Bizconnect show).

L'activité est exécutée à 70%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2020, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C1 est de 75,00%.

2.1.3.2. Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral

La Sous-composante C2 reposait sur la formulation, revue et mise en œuvre des politiques et programmes nationaux et sur la mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique.

a) Activités prévues

La formulation, revue et mise en œuvre des politiques visait à : (1) réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE (Approfondir l'étude).

La mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique prévoyait de : (2) participer aux activités stratégiques avec le bailleur et le Maîtrise d'Ouvrage, (3) mettre en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural ; (4) organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR, (5) Appuyer à l'amélioration de la formation professionnelle , (6) appuyer les activités du RGAE.

a) Activités réalisées et résultats atteints

1. ***Réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE (Approfondir)***

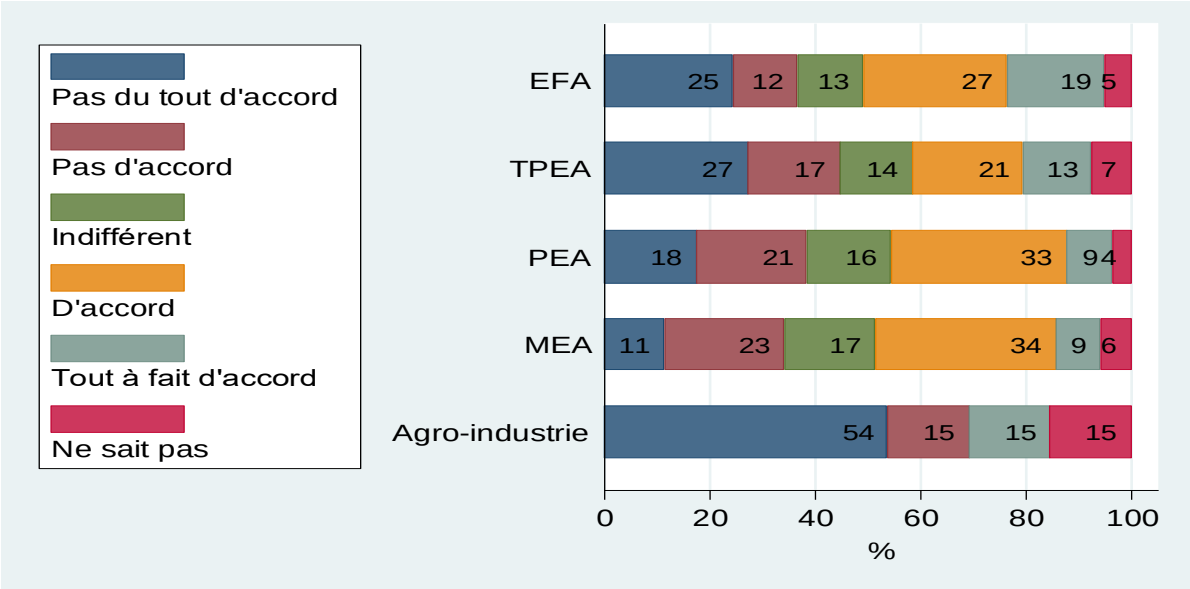
La méthodologie d'évaluation du diagnostic EESE (Enabling Environnement for Sustainable Entreprises) du BIT a été retenue pour affiner le diagnostic du climat des affaires dans le secteur agropastoral. Des consultants nationaux ont été recrutés pour assurer l'adaptation de la méthodologie au contexte camerounais, conduire l'étude et proposer un plan de réforme qui pourra nourrir des propositions de lois. Ce travail a été encadré par un groupe de travail technique mis en place par la tutelle conjointe du Programme. Les étapes parcourues étaient les suivantes :

- Création (février) et constatation (août) d'un Groupe de Travail Technique (GTT) par une double décision conjointe du MINADER et du MINEPIA (2018). **Objectifs du GTT**: Piloter le processus d'évaluation de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral du Cameroun, sur la base de la méthodologie EESE (Enabling Environment for Sustainable Enterprises) du BIT;
- **Adapatation de la méthodologie EESE au secteur agropastoral (4 piliers d'analyse: Politique, Economique, Social, Environnemental);**

- Collecte des données secondaires dans le secteur agropastoral dans quatre domaines: politique, économique, social et environnemental (2018);
- Enquête nationale (quantitative et qualitative) sur les données primaires (enquête auprès 905 exploitations agropastorales et 203 travailleurs) dans les régions de l'Adamaoua, du Centre, du Littoral, du Nord et de l'Ouest (2018);
- Production d'un rapport général d'analyse combinant les données secondaires et les données primaires (2019);
- Proposition des réformes spécifiques pour améliorer l'environnement des affaires et le climat des investissements dans le secteur assorti d'un plan d'actions (2019).

Les principaux obstacles au développement des entreprises agropastorales

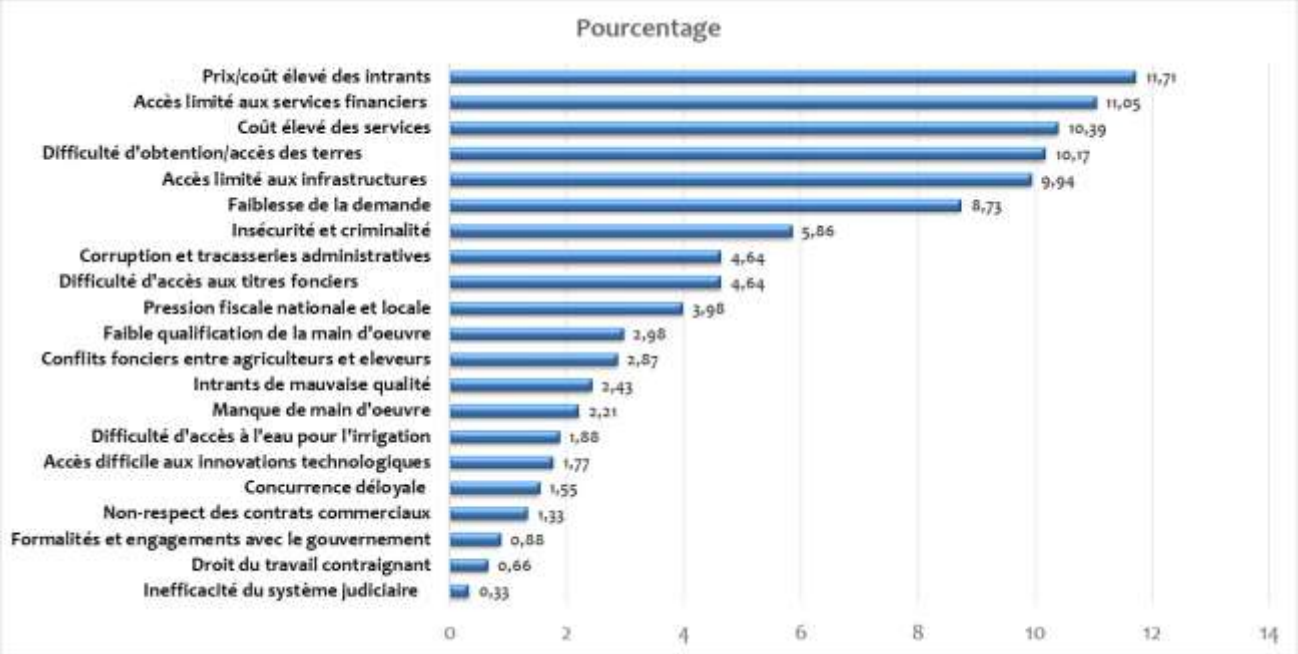
*Appréciation de la **situation politique** favorable au développements des activités agropastorales*



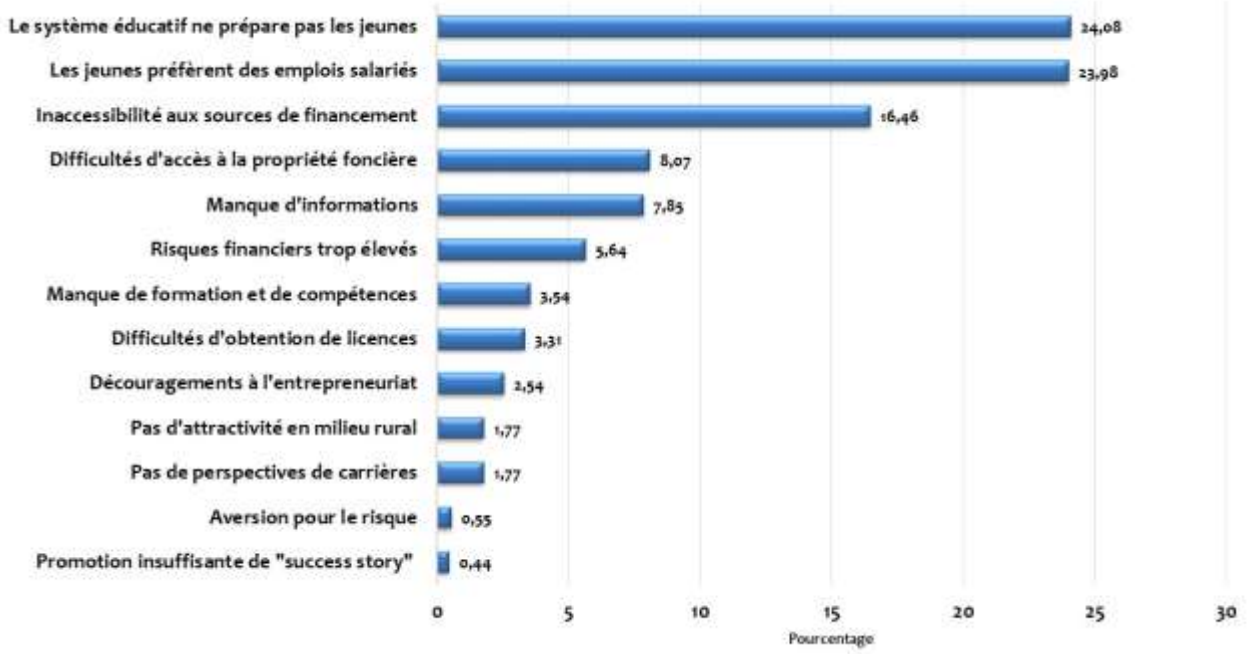
Sur le plan politique, l'environnement des affaires est affecté par:

- La paix et la stabilité politique
- La Gouvernance (La corruption, L'efficacité des politiques publiques, La participation citoyenne)
- Le dialogue social

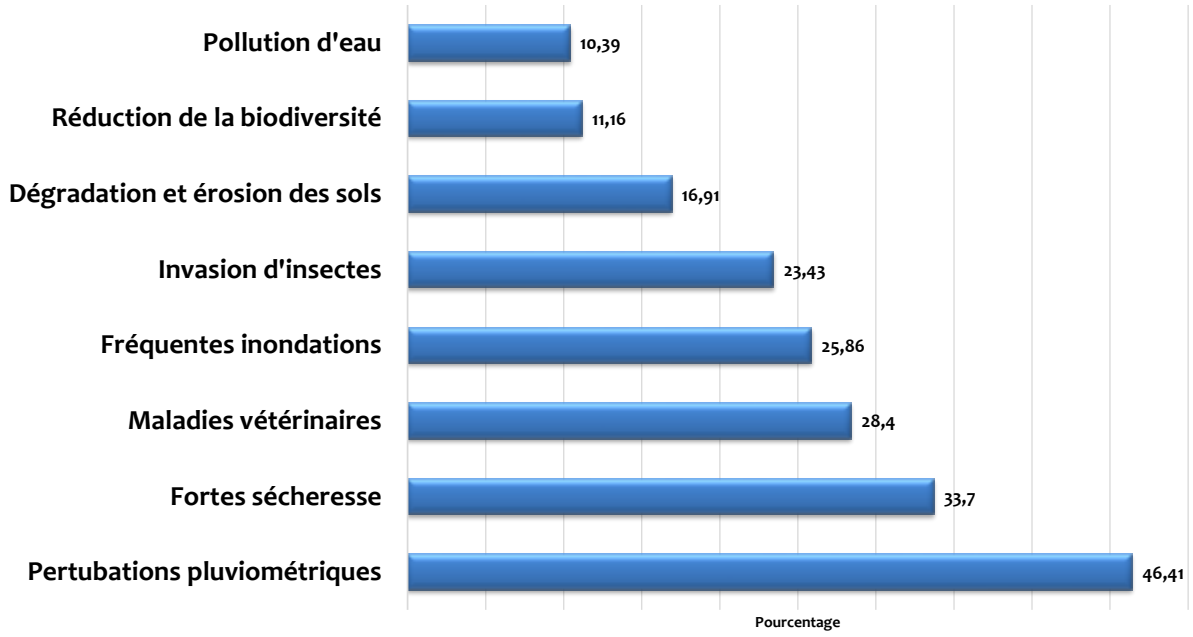
Les principaux problèmes rencontrés par les acteurs sur le plan économique



Les principaux obstacles Sur le plan social



Les principaux obstacles environnementaux



AXES ET REFORMES

Axe 1 (priorité haute): Amélioration du cadre législatif et règlementaire du secteur agropastoral

Réforme N° 1 : Adopter une loi d'orientation agropastorale (SDSR/PNIA 2030, A4.2)

- ➊ Le cadre réglementaire et institutionnel qui régit le secteur est harmonisé ;
- Les conditions d'investissement et d'activités dans le secteur sont améliorées ;
- Les rôles et les attributions de chaque acteur et parties prenantes sont clairement définis ;
- La coordination des interventions des acteurs est facilitée.

Réforme N° 2 : Accélérer la réforme foncière en cours en mettant l'accent sur l'accès au foncier des femmes et des jeunes agro-pastoraux (SDSR/PNIA 2030, A2.4)

- ➊ Les terres disponibles pour l'agriculture sont utilisées rationnellement ;
- La disponibilité des terres favorise l'intensification des activités agropastorales ;
- L'accès aux terres agropastorales et leur sécurisation sont rendus faciles pour les jeunes et les femmes ;
- La cohésion sociale est renforcée et les conflits agropastoraux sont résolus de façon consensuelle.

Axe 2 (priorité haute): Amélioration de la gouvernance et du cadre institutionnel dans le secteur

Réforme N°3 : Structurer les professions et les métiers dans le secteur agro-pastoral

- ➊ Une meilleure offre de formation selon les zones agro-écologiques ou bassins de production ;
- Une définition claire des conditions d'accès de carrière, de mobilité, d'exercice conditionnel ou libre de certains métiers agropastoraux ;
- Une meilleure définition des parcours de formation et une cohérence entre les différents itinéraires de formation.

Réforme N°4 : Renforcer les associations professionnelles, les syndicats et les chambres consulaires et organisations féminines

- ➊ Existence des OP, interprofessions bien organisées et structurées ;
- Accompagnement institutionnel effectif des Organisations Intermédiaires ;
- La prise de décision dans le secteur agropastoral est inclusive ;
- L'implication effective des OPA au niveau national et local dans le dialogue public-privé pour l'amélioration du climat des affaires.

Réforme N°5 : Renforcer le leadership des communes dans le développement des filières agropastorales

- ➊ Les CTD sont les principaux porteurs du développement du secteur agropastoral au niveau local ;
- Les projets de développement sont élaborés avec une forte implication des communes ;
- Les communes assurent la promotion des produits agropastoraux locaux (promotion des produits du terroir).

Axe 3 (priorité haute): Amélioration des services d'appui non-financiers

- Un SIM assurant une couverture nationale est installé et fonctionne sur une base durable ;
- Les informations sur les textes, les marchés et les programmes de développement sont disponibles, accessibles et compréhensibles pour tous

Réforme N°6 : Renforcer le système national de l'information de proximité sur les textes, les marchés et les programmes du secteur agropastoral

Réforme N°7 : Développer les PPP en matière de conseil agricole, vulgarisation et de recherche agropastoral

- Un dispositif de conseil agricole est installé et fonctionnel sur une base durable ;
- Tous les acteurs y compris les groupes vulnérables ont accès au conseil agricole de qualité et de proximité ;
- Les acteurs agro-pastoraux ont un meilleur accès à la mécanisation agricole.

- Existence des normes camerounaises pour les produits agropastoraux
- Existence de réglementation pour les produits agropastoraux ;
- Les produits agropastoraux camerounais sont certifiés ;
- Les produits agropastoraux disponibles dans les marchés camerounais sont normalisés;
- Le taux des importations des produits agropastoraux et dérivés est réduit significativement.

Réforme N°8 : Promouvoir les normes camerounaises sur les produits et services agropastoraux pour assurer la compétitivité, la santé de consommateurs la protection de marche national et promouvoir le "Made in Cameroon"

Axe 4 (priorité haute & moyenne): Amélioration des services d'appui financiers

Réforme N°9: Développer les partenariats et promouvoir le financement du secteur agropastoral par les établissements de microfinances et les banques

- Les services financiers de proximité sont offerts aux entrepreneurs agropastoraux à partir des institutions locales spécialisées ;
- Les acteurs du secteur agropastoral ont une maîtrise suffisante des services et produits de la finance agricole ;
- Des services et produits financiers adaptés aux besoins du secteur agropastoral disponibles localement.

Réforme N°10 : Mettre en place un mécanisme de financement endogène des appuis aux filières à partir des prélèvements directs

Toutes les filières importantes disposent d'un mécanisme de financement opérationnel basé sur les prélèvements directs.

Axe 5 (priorité haute & moyenne): Amélioration du travail décent dans le secteur agropastoral

Reforme N°11 : Développer une politique et les instruments de mise en place d'une assurance pour les acteurs informels agropastoraux	• Le service de santé universelle est assuré à tous les actifs agricoles et aux populations rurales.
Réforme N°12 : Améliorer le cadre des incitations à la formalisation des entreprises agropastorales	• Le taux de formalisation des entreprises agricoles est amélioré.
Réforme N°13 : Introduire des modules de formation agropastorale dans les programmes scolaires et promouvoir l'esprit d'initiative des jeunes	▪ Les jeunes sont bien imprégnés et s'intéressent de plus en plus au secteur agropastoral ; ▪ Les jeunes et les femmes ont plus d'opportunités pour se former dans les métiers agropastoraux.
Réforme N°14 : Promouvoir la ratification par le Cameroun des 3 conventions prioritaires dans l'agriculture (C129, C184, C110)	▪ La législation camerounaise intègre les conventions prioritaires C129, C184 et C110 ; ▪ Il existe une meilleure régulation des relations de travail dans le secteur agropastoral ; ▪ La protection des salariés agricoles est assurée.
Réforme N°15 : Promouvoir les activités d'intermédiation du travail dans le secteur agropastoral	▪ Un cadre réglementaire incitatif favorisant l'intermédiation du travail dans le secteur agropastoral est formalisé et opérationnel ; ▪ De nombreuses structures spécialisées de mise en lien entre l'offre et la demande de services et d'emploi adaptés au secteur agropastoral sont opérationnelles et desservent les principaux bassins agro-pastoraux du pays.

Axe : 6 (priorité haute): Accroissement des infrastructures dans le secteur agropastoral

Réforme N°16 : Renforcement des capacités nationales et le cadre règlementaires pour le développement des infrastructures dans les bassins agro-pastoraux

Tous les principaux bassins de production sont désenclavés et desservis par les routes praticables en toute saison et équipés des autres réseaux communs.

Réforme N°17 : Moderniser les outils de production, de transformation et de conditionnement et d'outil de recherche des produits agropastoraux

Les infrastructures structurantes (entrepôts frigorifiques, magasins de stockage, abattoirs etc..) sont installées et fonctionnelles dans les grands bassins de production et facilitent l'accès au marché.

CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI

Le plan de réforme sera mis en œuvre par les administrations sectorielles dans le cadre de la SDSR/PNIA 2030 guidée par:

- La faisabilité stratégique, opérationnelle et la soutenabilité financière ;
- La mise en évidence des synergies
- Un plan opérationnel sur 5 ans pour un coût de **19,217 milliard de F CFA.**
- Un projet pilote sur 18 mois pour un coût de **1,730 milliard de F CFA**.

Le suivi de la mise en œuvre est assuré par un groupe de travail spécialisé rattaché au Secrétariat Technique de la SDSR (à créer).

En 2020, les réalisations suivantes rentraient déjà dans le cadre de l'opérationnalisation du plan :

- Elaboration de l'avant-projet de loi d'orientation agropastorale, un consultant a été commis (Mars) pour réaliser un état des lieux diagnostic du cadre juridique et règlementaire du secteur agropastoral au Cameroun;
- Remise du rapport du consultant en Avril 2020 qui a été validé par les membres du Groupe Technique de Travail EESE le 20 août 2020 à Yaoundé. Les TDR du processus d'élaboration de la loi sont disponibles.
- Compte tenu de ce que cette activité est retenue dans la SDSR/PNIA 2021-2030 un plaidoyer est actuellement fait pour que le processus soit porté par le MINADER et le MINEPIA pour garantir sa survie au Programme. Des séances de travail ont été organisées avec les responsables des Cellules juridiques du MINADER et du MINEPIA à cet effet

Cette activité est réalisée à 100%.

2. Participer aux activités stratégiques avec le bailleur et le Maîtrise d'Ouvrage

Le plan de riposte contre la pandémie Covid-19 ainsi que le plan de riposte additionnel ont été les principales activités menées dans ce cadre.

Un projet de plan a été élaboré et a reçu l'ANO du FIDA le 15 avril 2020 à hauteur de 66 787 500 F CFA. Ce plan repose sur 04 axes clés à savoir (1) Sensibilisation en permanence les jeunes en activité sur le Covid-19 ; (2) impulsion des actions de sensibilisation à l'intention du personnel du programme, les partenaires et prestataires de service ; (3) Acquisition des kits de protection et de prévention contre le COVID-19 à la CNCG et dans les URAC et (4) Solutions numériques professionnelles adéquates pour le travail à distance.

Le Programme a acquis (1) des kits sanitaires (installation des distributeurs de gel avec ses accessoires dans chaque bureau , les guerites, les couloirs et dans les salles de conférences ; les gants, les cache-nez ; les seaux robinets à installer dans les lieux d'accès au public notamment la guerite ; les thermomètres testo à utiliser par les vigiles, etc.), des (2) kits pour les jeunes entrepreneurs en activité, (3) kits (76 business coachs et 21 coachs principaux, des supports de sensibilisation à la COVID-19, (4) des kits de protection et de prévention contre la COVID-19 à la CNCG et dans les URAC, etc.

Le Gouvernement (MINADER et MINEPIA), le FIDA, le PEA-Jeunes, les bénéficiaires (business coachs, jeunes entrepreneurs) ont organisé le 8 mai 2020, une cérémonie officielle de lancement du plan de riposte du Programme face à la covid-19, en présence des partenaires au développement et bien d'autres catégories de personnes. Le matériel acquis a ainsi été remis solennellement aux bénéficiaires, ainsi que les ordinateurs devant appuyer les accompagnateurs d'entreprises des jeunes.

Outre cette activité, un plan additionnel au plan de riposte est en cours d'élaboration et vise à soutenir les activités entrepreneuriales des jeunes en proie aux difficultés liées à la Covid-19. Dans ce sens, un questionnaire a été élaboré et après validation interne, la formation des enquêteurs a été organisée le 12 mai à Obala. Les enquêtes de terrain se sont déroulées jusqu'au 20 mai. L'apurement des données a permis d'obtenir une base de données qui a été analysée. Un rapport d'impacts de la Covid-19 sur les activités des Jeunes entrepreneurs agropastoraux est disponible et sert d'orientations stratégiques au plan de riposte additionnel en cours de finalisation.

Par ailleurs, le PEA-Jeunes en collaboration avec le FIDA a initié le dossier de préparation de la demande de prorogation de la durée d'exécution du PEA-Jeunes, compte tenu des retards dans la mise à disposition du financement additionnel. Cette demande est prévue s'adosser sur une estimation de la durée basée sur un aménagement du COSTAB. Le consultant devant évaluer les coûts de ce COSTAB et la durée probable de prorogation est en cours de recrutement.

L'activité est réalisée à 100%.

3. Mettre en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural

Le programme s'appuie sur le BIT pour la mise en place des cadres de concertation.

Deux thématiques principales ont été retenues : l'accès à la terre et le financement rural.

Pour l'accès à la terre, il est question de faciliter aux jeunes et aux femmes, l'accès à la terre et la sécurité foncière pour un meilleur ancrage de leur investissement dans le domaine agropastoral.

Il s'agit de façon spécifique :

De réaliser un diagnostic rapide des contraintes liées à l'accès aux terres agropastorales et à la sécurité foncière des jeunes hommes et femmes dans la zone d'intervention du PEA-Jeunes ;

De caractériser les besoins fonciers pour la mise en œuvre des projets agropastoraux pour les jeunes, en fonction du type d'activité à mettre en œuvre ;

De recenser et documenter les bonnes pratiques qui facilitent l'accès à la terre au Cameroun (soit par les acteurs nationaux soit par des acteurs internationaux comme ILC (International Land Coalition) ;

De réaliser 4 consultations multipartites régionales auprès des acteurs pour construire des approches pratiques et feuilles de routes, à même de garantir un accès sécurisé et durable des jeunes hommes et femmes aux terres pour des activités agro-pastorales dans les régions du Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest dans le cadre du PEA-Jeunes ;

D'identifier des solutions qui peuvent être mise en œuvre dans le cadre des activités du PEA-Jeunes ;

D'organiser un atelier de validation d'un cadre opérationnel et/ou d'une feuille de routes pour garantir un accès sécurisé aux terres agropastorales aux entrepreneurs dans le cadre du PEA-Jeunes.

Pour le financement rural, il s'agissait d'évaluer le dispositif de financement actuel des activités agropastorales dans le secteur rural, dans son organisation, son fonctionnement, en prenant également en compte les éléments du contexte règlementaire, afin de pouvoir élaborer des propositions permettant de faciliter l'accès des JEA aux financements de leurs activités.

Des concertations spécifiques auront permis de :

Documenter et vulgariser l'expérience (pilote) de financement agropastoral par le financement bancaire du PEA-Jeunes ;

Faire une analyse de l'offre des services financiers dans les zones d'intervention du PEA-Jeunes dans le sens de relever les produits et services financiers développés par les EMFs qui sont adaptés au secteur agropastoral;

Proposer un plan d'action, en vue de corriger les blocages éventuels identifies et capitaliser les acquis afin de faciliter la mise en œuvre de l'axe du plan de réformes consacré à l'amélioration des services d'appuis financiers.

Des sessions de concertations régionales sur ces thématiques se sont déroulées dans les régions d'intervention du PEA-Jeunes. Celles-ci se sont achevées le 27 novembre 2020 et un atelier national de validation des documents de plaidoyers est prévue le mois de décembre 2020 à Yaoundé.

L'activité est exécutée à 80%.

4. ***Organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR***

L'objectif 2020 était de disposer des donner devant servir à la capitalisation. PROCASUR a animé un atelier sur la capitalisation, organisé à Kribi dun13 au 14 novembre 2020. L'atelier a permis la construction de la ligne du temps du dispositif d'incubation du Programme. L'atelier a évalué les forces et faiblesses ainsi que les opportunités et contraintes de ce processus. Des leçons apprises et défis du PEA-Jeunes ont été identifiées. Il est prévu après cette collecte de données de procéder en 2020 à la capitalisation proprement dite des expériences du Programme. L'activité est réalisée à 60%.

5. *Appui à l'amélioration de la formation professionnelle*

Cette activité n'a pas encore démarré.

d) Taux d'exécution physiques

Au 31/12/2021, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C2 est de 70,00%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante C au 31/12/2020 est de *71,00%*, détaillé comme suit :

Tableau 43 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice	*75,00%*
Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral	*70,00%*
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	***71,00%***

Produit 3.1 : Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entreprenariat agro pastoral est établi

Les résultats de ce produit apparaissent progressivement.

Tableau 44 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
Convention avec BIT opérationnelle	Les produits obtenus de la convention	L'extension de la durée de mise en œuvre de la convention est effective jusqu'au 31 mars 2021. La convention est opérationnelle. Des produits de mise en œuvre sont enregistrés progressivement.
Nombre de réseau des jeunes entrepreneurs mis en place au niveau régional	4 réseaux régionaux	4 réseaux mis en place dans les régions
Nombre de réseau des jeunes entrepreneurs mis en place au niveau national	1 réseau national mis en place	1 réseau national existe depuis le 16 octobre 2020
Le réseau national des jeunes est renforcé/consolidé	/	Un plan d'action avec les éléments de renforcement est disponible et sera exécuté en 2020
Les cadres de concertation pour le dialogue politique, institutionnel et pour la finalisation du document politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastorales sont opérationnels	/	• 01 groupe de travail créé par décision conjointe N00543/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 09 août 2018 pour l'encadrement du travail. • Etudes menées selon la méthodologie EESE (Enabling Environnement for Sustainable Entreprise, adoptée au secteur agropastoral. • 01 plan de réformes du rapport de l'étude est en cours de finalisation et va permettre d'aboutir à une déclaration de politiques et à un avant-projet de loi d'orientation sur le secteur agropastoral au Cameroun.
Stratégie de prise en compte des aspects qualité d'accompagnement des jeunes opérationnelles	01	• RAS
Les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural sont opérationnels		• Instances de dialogues identifiée dans les différents bassins de production
Le document de politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastoral finalisé		Le document a été finalisé et adopté par le Gouvernement (MINADER et MINEPIAT le 16 septembre 2020
La plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes et des jeunes entrepreneurs opérationnelle	/	La plateforme informatique dynamique de communication et de marketing des jeunes promus par le PEA-Jeunes est construite et opérationnelle. En 2020, les coachs ont été formés sur la démarche d'accompagnement des jeunes pour la création des site web. Au 31/12/2020, 700 jeunes ont été accompagnés à créer des sites dans la plateforme. Plus de 2 000 contenus sont déjà diffusés.

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
Des chartes garantissant la sécurisation foncière sont signées avec les propriétaires terriens	/	• RAS
Le PEA-Jeunes appuie les activités du RGAE	convention	Une convention a été signée en 2020 avec le PEA-Jeunes 01 Plan de travail 2020 a été élaboré La convention n'est pas opérationnelle du fait du plafonnement des décaissements au niveau du FIDA en 2020 (rareté des ressources).

Il découle de ce qui précède que les progrès vers la réalisation du produit 3.1. commence à être visible, comme présente le tableau suivant :

Tableau 45 : Analyse des indicateurs de produits 3.1

Indicateurs de produit 3.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
1 réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Le réseau est créé est en cours de formalisation à la préfecture du Mfoundi
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Le processus d'inscription des jeunes a commencé et sera apprécié à partir de janvier 2021.

Produit 3.2 : Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré

Tableau 46 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020

Résultats intermédiaires 2020	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2020
Un rapport d'étude diagnostique sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE est disponible ;	Nbre de rapport d'étude élaboré	- Rapport disponible - Plan de réforme en cours de production
Des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural sont mis en place.	Nbre de cadre de concertation mis en place	Cadres de concertation identifiés dans chaque bassin de production mais pas encore opérationnels
Le document de politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastoral est finalisé	1	RAS
La stratégie de prise en compte des aspects qualité d'accompagnement des jeunes est opérationnelle		- RAS
Les expériences en entreprenariat rural jeunes sont capitalisées et un forum international jeune organisé	Nbre d'expériences capitalisées	**En 2020 :** un atelier avec PROCASUR a permis la collecte de données nécessaire à la démarche de capitalisation. Les thématiques à capitaliser sont identifiées. La capitalisation de l'approche par incubation est en cours. **En 2019** : Forum organisé en février 2019 avec la participation de 600 jeunes venant de 05 continents ; Expérience entrepreneuriale de l'IAO capitalisée et éditée dans un manuel mis au grand public ; - Personnel du PEA-Jeunes formé sur la capitalisation.
Le PEA-Jeunes appuie les activités du RGAE		- RAS
Des chartes foncières sont signées avec les propriétaires fonciers	5	- RAS

Aucun résultat ultime n'est encore atteint au 31/12/2020, au regard de l'examen d'indicateurs correspondants.

Tableau 47 : Analyse des indicateurs du produit 3.2

Indicateurs de produit 3.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée (BIT)	RAS
L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promoteurs	RAS

Nous déduisons de l'analyse qui précède qu'il n'est pas encore possible d'apprécier les progrès réalisés au 31 décembre 2020 pour la réalisation de l'effet escompté III, comme montre le tableau suivant.

Tableau 48 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III en 2020

Indicateurs d'effet III (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2020
Au moins 50% des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	RAS

2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances

La composante D avait comme objectifs: (i) le système de Suivi–évaluation est fonctionnel; (ii) la gestion financière est saine et produit des rapports adéquats ; (iii) les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt ; (v) la coordination de la CNCG et des URAC est assurée ; (vi) une étude sur les effets du programme est réalisée ; (vii) les CRV sont opérationnels; (viii) les Audits internes et externes sont réalisés ; (ix) la stratégie de communication (gadgets de communication) est opérationnelle ; (xi) la capitalisation et diffusion des bonnes pratiques et success stories est effective ; (xii) un système d'Information de Gestion (SIG) développé (cartographie des entreprises).
Avec un ***taux d'exécution physique de 90,17%, les principales réalisations de la composante D sont*** :

PRINCIPALES REALISATIONS 2020 ET ANTERIEURES
•**En 2020** •05 Asistants de suivi evaluation (ASE) recrutés (1 par région et 1 à la CNCG) et formés sur les outils de S&E et de géo-référencement •89 personnels du projet et des business coachs des jeunes PIE formés sur les outils de S&E et de géo-référencement ; •La base de Données SGBD est opérationnelle et a été mignée et est accessible à distance (en ligne); •Application de Suivi-Evaluation opérationnelle, mise à jour et qui assure la planification, le suivi-évaluation et du management response des recommandations des missions de supervision: SGBD, application numérique à accès web, états de sortie à jour, traçabilité de tous les bénéficiaires du processus d'incubation; •Reporting permanent et effectif dans les délais mandataires ; •**En 2019:** •Opérationnalisation du système de gestion de des bases de données (SGBD) et personnel programme et partenaires de mise en oeuvre formés sur ses outils d'alimentation et sur son utilisation ; •tracabilité des jeunes dans le processus d'incubation en 2019, 2018, 2017, 2016 et 2015 assurée et données apurées (exception du suivi-accompagnement) ; •16 cadres du Programme et 28 business coachsformés sur un module de géoreférencement (prise de coordonnées GPS) en vue de la cartographie des entreprises ; •02 Cartographies des entreprises sont élaborée ; •Plan de S&E élaboré et en cours de mis en oeuvre •stratégie de communication, stratégie de gestion des savoirs, stratégie genre et leurs plans d'action élaborés et opérationnels. •**En 2018** •Re-paramétrage de l'application Ruche de S&E (mai 2018) et données mises à jour ; •Outils de suivi-évaluation révisés pour prendre en compte les dimensions genre du Programme , finalisés et acteurs de la chaîne formés sur leur utilisation ; •Révision du manuel de procédures administratives, financières et comptables ; •Réalisation de l'audit des comptes 2017 ; •11 DRF/DPD produits, acceptés et payés •**En 2015, 2016 et 2017 :** •URAC et CRV crées, fonctionnels et opérationnels ; •Elaboration des différents manuels: procédures administratives comptables et financières, suivi-évaluation, plan de suivi-évaluation 2015-2021. •élaboration d'une application dynamique de S&E à accès en ligne ; •études de référence: SYGRI, socio-économiques et définition des valeurs de références de tous les indicateurs; •outils de S&E élabobés, validés et personnels formés sur son utilisation ; •Personnel et acteurs de la chaîne de S&E formés sur l'utilisation de l'application informatique de S&E ; •Réalisation de l'audit des comptes 2016 et 2015.

2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante D1 reposait sur la rénovation des locaux, la dotation en équipements et matériels, l'orientation et Pilotage du Programme, les études/Formations, les missions et voyages d'échanges, les salaires et Indemnités de la CNCG et enfin le fonctionnement de la CNCG.

Pour ce qui est de la rénovation, il était prévu de (1) rénover les locaux du programme en prélude à l'organisation des évènements de communication.

Pour la dotation en équipements et matériel, il était prévu de (2) acquérir des ordinateurs et (3) acquérir la version web Tom^{2}Pro.

L'orientation et Pilotage du Programme visait à (4) organiser les sessions du Comité du Pilotage, (5) appui institutionnel, (6) tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires, (7) organiser l'atelier de planification du PTBA et (8) Elaborer et finaliser la stratégie de sortie du Programme.

Les études/Formations prévoyaient de (9) renforcer les capacités du personnel du Programme ,(10) mener les missions de suivi FIDA/Gouvernement, (11) mettre en place un Système d'Information Géographique (SIG), (11) réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers 2019 du Programme; (12) mener les activités de suivi-évaluation, (13) assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO, (14) recruter le personnel (assistant et chauffeur), (15)mettre en œuvre de la stratégie de gestion des savoirs, (16) mener l'étude des effets du Programme sur ses bénéficiaires, (17) organiser l'évaluation/revue des partenariats avec le PEA-Jeunes, (18) Réaliser un audit interne du PEA-Jeunes ; (19) souscription d'une police d'assurance maladie à tout le personnel du Programme, (20) renforcer les capacités du personnel du Programme,

Les missions et voyages d'échanges portaient sur (21) réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle.

Les activités de salaires et Indemnités de la CNCG consistaient au traitement salarial du personnel. Le Fonctionnement CNCG portait sur (22) participer aux événements majeurs, (23) organiser la revue du portefeuille Cameroun FIDA, (24) les frais de traduction des documents ; (25) mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication), et (26) acquérir les véhicules doubles cabine 4x4, (27) Réunion régionale de planification du PTBA URAC Centre (29) tenir les réunions techniques au niveau URAC.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Rénover les locaux du programme

Les locaux de la CNCG ont été rénovés, à l'occasion de l'organisation de la cérémonie officielle de lancement du plan de riposte contre la covid-19.
L'activité est menée à 100%.

2. Acquérir des ordinateurs et acquérir d'autres matériels et équipements

Le Programme a acquis 02 ordinateurs fixes et neuf (09) ordinateurs portables pour personnel assistant nouvellement recruté et pour remplacer ceux défectueux afin de faciliter le travail du personnel d'encadrement aussi bien à la CNCG qu'au niveau des URAC. Un serveur, et 01 desktop ainsi que des accessoires informatiques sont acquis pour la continuité des activités du Programme. etc.

Différents matériels et équipements ont été acquis, notamment : 03 vidéos projecteurs, 01 serveur, 01 appareil photo pour le fonctionnement des URACS, des modems internet, du logiciel Tom2pro multi site version web. Des disques durs externes pour personnels sont également acquis. L'activité est exécutée à 100%.

3. Acquérir version web Tom^{2}Pro

En 2020, la version Tom^{2}Pro a été acquise, installée et le personnel fiduciaire formé.

L'activité est réalisée à 100%.

4. Organiser les sessions du Comité de Pilotage

La session 2020 s'est tenue le 18 décembre. Elle a apprécié les résultats engrangés par le Programme à date, puis a approuvé le rapport d'exécution des activités 2020 ainsi que le projet de plan de travail et de budget annuel pour l'année 2021.

5. Appui institutionnel

Des appuis ont été effectifs en 2020, dans le cadre de l'appui au MINADER pour l'organisation des rencontres en vue de mettre en œuvre le partenariat entre le MINADER et le Port Autonome de Kribi, l'appui en équipement de kits sanitaires Covid-19 au MINADER et MINEPIA. Le PEA-Jeunes a également accompagné le déploiement de certaines activités du MINEPIA sur le terrain.

L'activité est réalisée à 80%.

6. Tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires

Il était prévu 02 réunions rotatives dans les zones d'intervention du projet. La première réunion trimestrielle de l'année 2020 s'est tenue à l'URAC Ebolowa du 14 au 15 mai. Elle a permis de faire le bilan de mise en œuvre des activités sous la période sous revue, d'évaluer les objectifs assignés aux personnels URAC et de procéder à une programmation de ceux du trimestre suivant, puis de préparer l'arrivée de la

mission de revue partielle. Au regard des tensions de trésorerie, la seconde réunion trimestrielle a été couplée à la réunion de bilan de mise en œuvre, organisée du 09 au 10 novembre 2020.
L'activité est réalisée à 100%.

7. Atelier de planification des activités pour l'année 2021

L'atelier de planification des activités du Programme pour l'année 2021 s'est déroulée du 11 au 12 novembre 2020. Il a fait suite au bilan annuel de mise en œuvre en 2020 et propositions au niveau régional. Suite à cet atelier, le projet de PTBA 2021 a été amorcé et sa finalisation est en cours en vue de sa soumission au FIDA.

L'activité est exécutée à 100%.

8. Renforcer les capacités du personnel du Programme

En 2020, le personnel assistant en S&E (05 personnes) nouvellement recruté a été renforcé dans l'utilisation des outils de suivi-évaluation en cours au programme. Ce personnel a participé en octobre au niveau régional aux formations sur le géo-référencement et sur la gestion de la base de données (SGBD) sous Access. Lors de l'atelier bilan de mise en œuvre et de planification pour 2021, les 05 assistants et les 08 chefs de composantes ont été renforcés sur l'utilisation de l'application Ruche et l'utilisation de l'interface SGBD pour des fins de statistiques.

En outre, le personnel fiduciaire (08 personnes-6 femmes et 02 hommes) a été renforcé par le cabinet Tomsoft sur l'utilisation de la version web de l'application Tom^{2}Pro, en octobre 2020.

L'activité est réalisée à 100%.

9. Organiser une mission de suivi FIDA/Gouvernement

Une mission de supervision partielle a été effective du 08 au 20 juin 2020. La mission de supervision totale s'est déroulée du 23 novembre au 04 décembre 2020.
L'activité est réalisée à 100%

10. Mettre en place un Système d'Information Géographique (SIG)

Suite au recrutement des assistants S&E chargé de la supervision de la collecte des données au niveau régional, il était question de procéder à la formation des business coachs devant collecter les données de base nécessaire à l'élaboration de la cartographie.

Pour cela, il fallait renforcer les capacités des business coachs à l'utilisation des outils de collecte des données cartographiques. Ainsi, 89 coachs et business coachs principaux ont été formés aussi bien sur le géo-référencement (KoboToolBox) que sur les outils de collecte de données des entreprises des jeunes qu'ils accompagnent. La collecte des données/coordonnées des entreprises a démarré le 19 octobre 2020. La validation des 1ères données est en cours pour près de 1200 entrepreneurs. Les cartes seront élaborées dès la disponibilité des premières données approuvées. Toutefois, les tensions de trésorerie dont a fait face le Programme ont fortement retardé la réalisation de cette activité.
Le niveau d'avancement est de 85%.

En 2019,

- 01 Cartographie des entreprises était élaborée, soit 03 depuis 2018.
- 19 personnes formées (04 femmes et 15 hommes et cartographie
- 53 personnels du projet et des conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE étaient formés en géo-référencement en 2018.

11. Réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers du Programme

L'audit des comptes 2019 du Programme a eu lieu et a été conduit par un cabinet indépendant. Le rapport sera transmis au FIDA dans les délais mandataires (avant 30 juin 2020). L'activité est réalisée à 100%.

12. Réaliser l'audit interne du PEA-Jeunes

Dans le cadre des recommandations issues de l'évaluation du portefeuille FIDA au Cameroun, le FIDA et le Gouvernement ont convenu de loger l'audit interne du PEA-Jeunes à la cellule des audits du MINEPAT. C'est ainsi que le PEA-Jeunes a sollicité ce ministère qui a mandaté 02 cadres qui ont procédé en 2019 à l'audit interne des comptes du PEA-Jeunes. Toutefois, la qualité du rapport d'audit a amené le FIDA à aller au-delà de la vérification des comptes par le MINEPAT, en recrutant un cabinet indépendant pour compléter l'audit interne du MINEPAT. L'objectif 2020 était de recruter ce cabinet.

Les termes de référence de cet audit interne ont été élaborés avec un avis favorable du FIDA (FMD). La demande de proposition a également été élaborée et a obtenu l'avis de non objection du FIDA le 10 novembre 2020. La procédure de recrutement du cabinet d'audit est en cours. La lettre d'invitation à soumissionner a été signée le 10 novembre 2020. L'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 10/12/2020.Il est prévu des audits semestriels. L'activité est réalisée à 75%.

13. Mener les activités de suivi-évaluation

Démarrage des activités : Un atelier d'induction et de démarrage des activités de l'année 2020 a été organisé du 15 au 18 janvier 2020 avec la participation de tout le personnel du PEA-Jeunes. Il a permis de partager les résultats 2019 du Programme, de s'assurer une compréhension commune de l'Aide-Mémoire et des recommandations de la mission de supervision du 02 au 13 décembre 2019, de procéder à un réajustement du PTBA 2020 et de fixer les objectifs opérationnels par conseillers dans chaque URAC.

D'un point de vue planification, la finalisation du PTBA 2020 a été conduite sous le lead de l'Unité Suivi-Evaluation, en collaboration avec tous les chefs de composantes, avec des rencontres et orientations du Coordonnateur du PEA-Jeunes et le CPO/FIDA. Plusieurs versions améliorées du PTBA ont conduit à l'obtention de l'ANO du FIDA le 10/03/2020. La revue du plan opérationnel a immédiatement suivi et toutes les activités ont été programmées dans l'application RUCHE de S&E. La révision du PTBA 2020 a été conduite sous le lead de l'unité Suivi-Evaluation, en juillet 2020 et l'ANO obtenu le 05/08/2020 et les modifications apportées dans l'application de S&E. Suite au plafonnement des décaissements au FIDA en conséquence à l'effet de la pandémie Covid-19, le Programme a procédé à une revue des activités du PTBA (déjà révisé) pour ne retenir que celles contribuant directement à ses objectifs et en reportant en 2021 les autres activités. Cette revue a fait objet d'une correspondance le 27 octobre 2020 en lieu et place d'une DNO du 16 octobre 2020 objectée par le FIDA.

Un atelier bilan de mise du Programme en 2020 s'est déroulé le 09 et 10 novembre et a permis de faire le point afin de disposer des données pour une analyse prospective et faire des orientations pour 2021. La consolidation du PTBA 2021 a démarré avec un atelier du 11 et 12 novembre. Son élaboration est en court et il sera déposé au FIDA avant le 30 novembre.

Pour ce qui est de la Conception et mise en place du système**,** la construction de la base de données (amorcée en 2017) s'est poursuivie, notamment avec la révision comme souhaitée par la supervision de décembre 2019 des outils de la base de données sur la rentabilité comparative des entreprises. Les outils de suivi-évaluation de l'étape Business coaching ont été à actualisés pour prendre en compte les besoins d'analyses économiques des entreprises et leur productivité.
Suite au recrutement des business coachs et coachs principaux, l'unité suivi-évaluation et le spécialiste en développement d'entreprise ont entrepris la formation des business coachs et leurs coachs principaux, sur la démarche et sur les outils de collecte lors de l'accompagnement des jeunes entrepreneurs. Ainsi 89 coachs/coachs principaux dont (66 hommes et 23 femmes) ont été formés sur les outils de suivi-évaluation. Suivant les régions, il ressort que dans la région du Centre, 42 coachs/coachs principaux dont 42 hommes et 12 femmes ont été formés. Dans la région du Sud, 14 coachs/coachs principaux dont 13 hommes et 01 femmes ont été formés. Dans la région du Littoral/Nord-Ouest, 33 coachs/coachs principaux dont 23 hommes et 10 femmes ont été formés. Ces outils ont été mis à la disposition de l'équipe régionale et business coachs et sert de collecte de données. La maintenance évolutive de l'application de S&E a permis des ajustements pour besoins d'informations sollicitées par les chefs de composantes, puis d'automatiser les opérations : rapports, portée du projet et autres besoins à suivre.

Le développement de la version web du système de gestion de la base de données s'est déroulée tout au long de l'année. Elle est envisagée afin d'éliminer la dépendance entre étapes consécutives. A date, la version web est disponible. Les données y ont été migrées et le test de fonctionnement effectué. Il reste comme prévu la formation du personnel à l'utilisation de l'interface du SGBD en ligne, et des acteurs à la base le remplissage de données par les acteurs de terrain (business coachs).

La mise à jour du manuel de S&E a eu lieu pour la prise en compte de la situation actuelle du SGBD qui n'était pas envisagée par la conception de l'application. Ce travail n'est pas encore arrivé à son terme.

S'agissant du SIG et cartographie : le Responsable S&E a formé le personnel de collecte de données (Business coachs et assistants S&E) sur les outils de géo-référencement (KoboToolBox). Ces acteurs ont également été formés sur les outils de gestion de la base de données et de collecte des données sur les entreprises qu'ils coachent. Ils ont entrepris dès le 22 octobre la collecte des données

géographiques des jeunes. Ces données serviront à terme à démontrer les impacts du Programme, la valeur ajoutée des entreprises créées et l'analyse économique du PEA-Jeunes. C'est un défi important que l'équipe PEA-Jeunes doit porter au quotidien.

Suite à la formation, la collecte des données géographiques des entreprises a démarré en octobre 2020. Environ 1 200 entreprises sont géo référencées, sur 1900 envisagées. Le traitement de ces données permettra de cartographier d'ici décembre 2020 les entreprises promues par le PEA-Jeunes. D'autres produits cartographiques sont attendus ainsi que le Wemapping des réalisations du Programme.

Concernant le renforcement de l'unité S&E en ressources humaines : Le processus initié en février 2020, a abouti au 04 septembre à la prise de service de 05 assistants en S&E dont 01 par région et 01 au niveau national, chargé de la gestion de la base de données. Ce personnel a été imprégné et formé dès la prise de fonction, sur la démarche de suivi-évaluation, les outils de collecte de données et du SGBD sous Access, avant leur déploiement dans les régions. L'accompagnement des AS&E est en cours en vue de la prise en main de cette fonction au niveau régional.

Animation du dispositif de S&E : La mise à jour des données d'incubation au 31/12/2019 s'est poursuivie jusqu'à obtention de la situation réelle des jeunes y compris l'actualisation des coûts des plans d'affaires. L'animation de la base de données sous Access a contribué pour à la mise à jour des données de 2020 au 31 octobre 2020, notamment pour ce qui est de l'accès au financement, lesquelles affichent un équilibre entre les opérations bancaires et les statistiques du SGBD. Quatre (04) réunions d'encadrement ont eu lieu dans les 04 d'intervention et ont abouti à la vérification et validation des données effectives du processus. L'unité S&E a apporté des appuis spécifiques aux chefs de composantes aussi bien à la coordination que lors des ateliers et réunion de coordination pour la prise en compte de la dimension S&E dans chaque activité mise en œuvre.

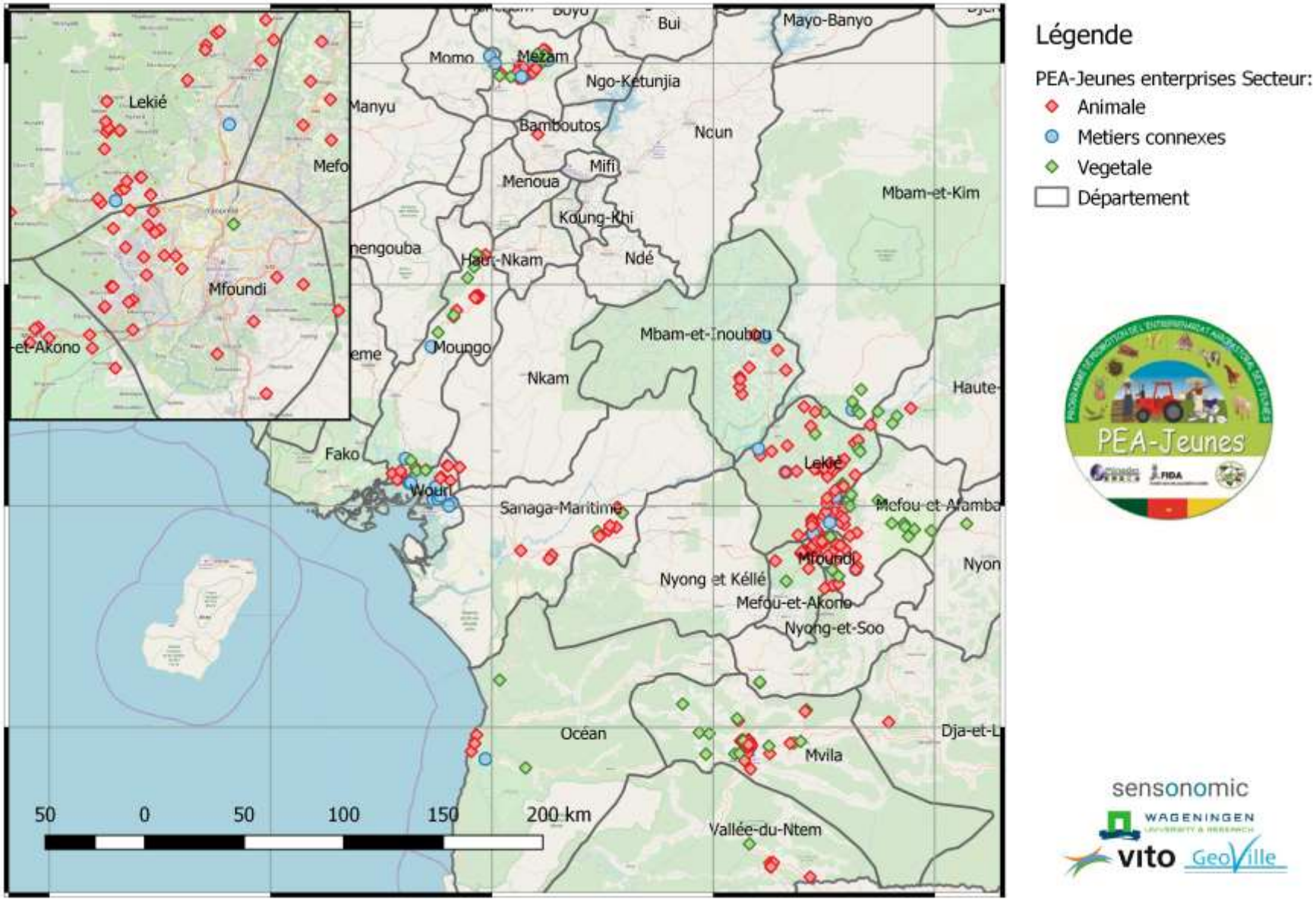
Collecte des données : Le SGBD développé sous Access permet la traçabilité des données dans le processus d'implémentation du Programme. Toutes les données de facilitation, de l'URAC, du CRV, de l'Incubation, de financement et des IFR ont été mises à jour de 2015 à 2020, avec l'appui des assistants en suivi-évaluation qui ont été recrutés**.** Toutes ces données sont fiables et permettent la mesure de chaque indicateur quantitatif via l'application de suivi-évaluation (Ruche).

Pilotage : Le programme avait tenu son comité de pilotage en fin décembre 2019 et envisage une session ordinaire vers le 16 décembre 2020. Ces sessions sont animées par l'unité S&E qui prépare dans son exhaustivité toute la documentation nécessaire.
L'Unité S&E a facilité la tenue de 27 réunions de coordination et 02 réunions trimestrielles de janvier à novembre 2020. Des réunions ont également été organisées aussi bien au niveau des URAC qu'au niveau de la coordination, avec les partenaires techniques de mise en œuvre. Le PEA-Jeunes a préparé avec le FIDA et autres parties prenantes la revue du Portefeuille des projets FIDA au Cameroun qui s'est tenue du 02 au 05 novembre 2020. La dernière revue avait eu lieu en 2017. De même, le Programme a facilité la tenue de la supervision partielle de juin 2020 et prépare celle qui aura lieu en novembre. Le pilotage est adossé sur les indicateurs de processus eux-mêmes qui s'appuient sur les données du SGBD sous Access.

Reporting : Le reporting est effectif au Programme avec la soumission régulière des rapports mandataires, notamment le rapport annuel 2019, le rapport SYGRI, le cadre de résultats au 31 décembre 2019 (février 2020), le rapport semestriel 2020, ainsi vue la production de tous les compte-rendu des réunions et rencontre avec le FIDA (réunion de suivi-mensuel, réunion diverses au FIDA).

Le taux d'avancement est de 90%.

Figure 1 : Cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes au 31 octobre 2020



14. Assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO

Le prestataire accompagnant le PEA-Jeunes dans l'utilisation du logiciel Tom^{2}Pro a soumis une offre technique et financière qui a été approuvée par le programme. La signature du contrat de service a eu lieu et la maintenance du logiciel Tom^{2}Pro s'est déroulée tout au long de l'année 2020.

L'activité est réalisée à 100%.

15. Mettre en œuvre la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme

Le programme a élaboré en 2019 sa stratégie de gestion des savoirs. Sa mise en œuvre est en cours. Il avait été recommandé à l'occasion de la mission de supervision de faire d'abord valider par le FIDA le plan d'actions communication 2020. Ledit plan élaboré a été envoyé en avis préalable et sera posté dans NOTUS la semaine du 11 mars 2020.

Sous réserve des orientations de l'Avis de Non Objection, les termes de référence proposant les termes de la collaboration avec PROCASSUR, partenaire identifié pour nous accompagner dans le processus de capitalisation ont été élaborés et sont en étude auprès de ladite ONG.

D'autres termes de référence relatifs à la capitalisation des thématiques précises notamment celles identifiées par la mission de supervision ont été élaborés et sont en partage avec les chefs de composante.

L'activité est exécutée à 90%.

16. Recruter le personnel

Il était prévu le recrutement de 05 assistants en Suivi-évaluation, 01 assistant comptable et 05 chauffeurs.

a) Assistants en Suivi-Evaluation:

Les TdR et l'Appel à manifestation d'intérêt ont été élaborés et ont obtenu l'avis de non-objection du FIDA. La grille d'évaluation des candidats a également reçu l'avis de non-objection du FIDA au 11 avril 2020. L'AMI a été publié le 14 avril 2020 et les dépôts de candidature ont pris fin le 29 avril. Le comité mis en place a procédé aux premiers tris des candidatures et l'examen de conformité réalisé. Le rapport de pré-qualification des candidats et les projets d'épreuve écrite ont été postés dans Notus le 14 juin 2020 et ont reçu l'ANO du FIDA le même jour, avec la recommandation de faire examiner l'ensemble du processus et des épreuves écrites par la mission de supervision. La mission n'a pas eu d'objection et le PEA-Jeunes a reçu quitus du FIDA le 18 juillet 2020 pour la poursuite du processus de recrutement.

Les test écrits et pratiques ont eu lieu les 28 et 29 juillet 2020. L'entretien des candidats a eu lieu le 30 juillet et le 1er août 2020.

Le rapport final du recrutement a été soumis en DNO du FIDA le 20 août, qui a donné l'avis de non objection le 31 août 2020. Les Assistants en Suivi-Evaluation ont été recrutés et ont pris service le 04 septembre 2020.

b) Assistant comptable

Une assistante comptable a été recrutée suivant la même démarche de concurrence ci-dessus, avec avis de non objection du FIDA donné le 19 mai 2020. L'assistante comptable a pris service le 19 mai 2020 et est en service.

c) Chauffeurs.

Quatre 04 chauffeurs ont été recrutés après un processus compétitif et sont en service.

Globalement, le PEA-Jeunes a procédé au recrutement de 10 personnels dont 05 assistants S&E, 01 Assistante comptable et 04 chauffeurs.

L'activité est exécutée est exécutée à 100%.

17. Mener l'étude des effets du Programme sur ses bénéficiaires

Il était prévu de conduire jusqu'à son terme cette étude puis d'organiser sur la base des résultats obtenus, une auto-évaluation et réflexions critiques et partages des acquis du système de S&E. Le dossier d'étude des effets du PEA-Jeunes a été revu, actualisé et soumis au FIDA le 24 février 2020. Le 23 mars 2020, de nouvelles observations ont été formulées par le FIDA, notamment entre autres sur les termes de références, le budget de l'étude et sur les contrats des consultants. Une nouvelle soumission au FIDA du 30 avril 2020 en tenant compte des contraintes liées à la Covid-19, a été examinée et a abouti à l'avis de

non objection du FIDA le 25 mai 2020. Le Programme a contractualisé avec le consultant international chargé de l'encadrement méthodologique.

Toutefois, suite au positionnement du MINADER/DESA en lieu et place des consultants nationaux, la collaboration avec cette direction connaît des difficultés et sans solution à date, malgré la réunion Zoom d'apaisement des parties (DESA, PEA-Jeunes) du 06 octobre sous l'égide du Directeur du FIDA. Le FIDA a saisi officiellement le Ministre de l'Agriculture pour sa diligence. La mission de supervision du 23 novembre au 03 décembre 2020 a recommandé de recruter un consultant national indépendant pour accompagner au niveau local la réalisation de l'étude en harmonie avec le consultant international.

Toutefois, pour des contraintes diverses (tension de trésorerie, pandémie à Covid-19, non collaboration de la DESA/MINADER, plafonnement des ressources), plusieurs activités prévues dans ce chapitre n'ont pas encore démarré.

Le niveau d'avancement est de 25%.

18. Evaluation/revue des partenariats avec le PEA-Jeunes

L'évaluation des partenariats stratégiques et opérationnels du PEA-Jeunes prévoyait les ONG de facilitation et les structures d'incubation (cohorte 7). L'évaluation des ONG a été conduite dans le cadre dans la perspective de mettre en œuvre les nouvelles orientations de la facilitations (consultants individuels en général). L'évaluation des contrats des SIE pour la cohorte 7 a permis de clore l'incubation 2019 et d'envisager la cohorte 8 qui aura lieu en 2020.

L'activité est exécutée à 100%.

19. Elaborer et finaliser la stratégie de sortie du Programme

Les acquis du Programme et les options actuelles en réflexion au sein de l'équipe de mise en œuvre visent à assurer une sortie douce du projet. En effet, au troisième trimestre, le Programme a élaboré une stratégie de sortie qui sera soumise à la non objection du FIDA afin que les actions visant le désengagement puissent être majoritairement pris en compte dès janvier 2021.

Il s'agit pour l'essentiel d'assurer (i) la durabilité des activités et des mécanismes promus; (i) le choix argumenté des options de rattachement post projet des mécanismes d'accompagnement des jeunes ; (iv) la définition des rôles des PME structurantes dans la construction des chaines d'approvisionnement ; (v) le choix des fonctions à transférer au réseau des jeunes en cours de construction ; (vi) la définition de services rentables pour les entreprises de jeunes pouvant faire l'objet de transaction sur des bases marchandes ; (v) les options pour la pérennisation des business coach et des fonds d'accès au financement. La mise en œuvre de ces différentes orientations se fera en fonction des principales fonctions du Programme. On aura ainsi :

- La fonction de facilitation de l'émergence de l'idée de projet ;
- La fonction de renforcement des capacités et préparation des projets des jeunes ;
- La fonction de financement ;
- La fonction d'accompagnement (le business coaching)
- Les fonctions transversales (Management, Monitory & Evaluation, Knowledge Management, …)

L'activité est réalisée 70%.

20. Réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle

La mission de suivi du Programme par la Maîtrise d'ouvrage conjointe et étendue au MINEPAT s'est effectuée au courant du second semestre 2020. Elle a permis aux responsables du MINEPIA, MINADER et du MINEPAT d'apprécier le niveau de réalisation du PEA-Jeunes et de toucher de doigts les entreprises promues.

L'activité est réalisée à 100%.

21. Réaliser les missions du personnel, chauffeurs et achat de carburant

Des missions du personnel et en particulier du service financier sont menées dans les URAC et dans les différentes structures d'incubation ou de facilitation pour évaluer, analyser les pièces justificatives, assurer un renforcement des capacités pour une amélioration dans la remontée des liasses de justificatifs.

Les chauffeurs facilitent le déploient du personnel dans l'accomplissement de leur mission sur le terrain.

Le carburant est régulièrement acquis pour les activités du Programme. Un suivi rigoureux y est accordé, notamment pour ce qui est des pièces justificatives des achats de carburant et de son utilisation. Toutefois, l'exécution des activités et surtout celles impliquant des déplacements est fortement freinée par la contrainte de la Covid-19.

22. Souscription d'une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme

Le personnel du PEA-Jeunes dispose d'une couverture sociale qui expire en décembre 2020.
La procédure de contractualisation d'une société d'assurance pour l'assurance maladie du personnel et ayants-droits du Programme pour les années 2021 et 2022 a abouti à l'attribution à la société NSIA Assurance avec l'ANO du FIDA sur le projet de contrat donnée le 22 novembre 2020. Toutefois à date, le contrat n'est pas encore signé. Il le sera dès lors que le Programme sera effectivement prorogé.
L'activité est exécutée à 85%.

23. Appuyer le fonctionnement de la Commission Spéciale de Passation des marchés

Les sessions de la Commission se sont tenues de manière régulière en 2020 et se poursuivent. Elles ont participé à la régularité de la passation des marchés. Le PEA-Jeunes a pris des dispositions pour appuyer son fonctionnement tout au long de l'année. L'activité est réalisée à 85%.

24. Participer aux évènements majeurs

Le programme a été sollicité pour prendre part à plusieurs évènements organisés majoritairement par les institutions étatiques (SENAT, MINADER, MINEPIA, etc.). Le programme a pris part en collaboration avec le MINADER et le MINEPIA à l'ensemble des activités organisées, notamment la célébration de la Journée Internationale de la Femme, la Participation aux activités du 11 février, etc. l'activité est réalisée à 30%.

***Cé*lébration de la Journée Internationale de la Femme** : Les jeunes filles bénéficiaires ont profité des plateformes des rencontres pour présenter leur savoir-faire dans le secteur de l'entrepreneuriat agropastoral.

Participation aux activités du 11 février. Sur Instruction du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et du Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, le programme a fait participer les jeunes et les cadres à toutes les étapes de l'activité. Ces derniers ont pris part dans les régions d'intervention aux activités de réflexion, notamment les débats, les activités de promotion à l'instar des foires exposition et le défilé du 11 février au boulevard du 20 mai. Dans ces diverses activités, le PEA-Jeunes y a pris avec les supports de communication adaptés aux circonstances.

La participation s'est faite aussi bien au niveau central qu'au niveau régional.

Ces rencontres publiques constituent une opportunité de visibilité pour le programme, mais davantage d'information et de sensibilisation de tous les acteurs intéressés par les appuis du programme.

L'activité est réalisée à 75%.

25. Revue du portefeuille Cameroun FIDA

L'atelier de Revue du Portefeuille FIDA a été organisé du 02 au 05 novembre 2020 à Douala et a permis (1) d'évaluer les progrès réalisés par les différents projets (PEA-Jeunes, PADFA II, INBAR, PPEA, MINEPDEP) et (2) de renforcer les capacités des participants en Gestion axée sur les résultats (GAR), et d'informer davantage les participants sur la Covid-19.

Des recommandations ont été formulées pour lever des difficultés que rencontrent les projets, notamment celles relatives à la mobilisation des ressources de contre parties en volume et dans les délais en vue de l'amélioration de la performance du portefeuille, les réflexions à mener en vue de la stabilité du personnel des projets, etc.

Le programme PEA-Jeunes y étaient représenté par 10 personnes.

L'activité est exécutée à 100%.

26. Traduire les documents

Des documents du processus de mise en œuvre du programme ont été traduits du français à l'anglais, de même que les différentes productions à diffuser dans les régions d'expression anglaise. Le plan de riposte

covid-19 du PEA-Jeunes a été également l'occasion de traduire du français à l'anglais tous les documents de sensibilisation à l'intention des jeunes entrepreneurs agropastoraux.

27. Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme

Le programme a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de Gestion des Savoirs. Le plan d'actions non objecté le 26 mai 2020 n'a pas été entièrement exécuté du fait des contraintes relatives à la COVID et au plafonnement du budget.

Toutefois, la collaboration avec PROCASUR a évolué pour la capitalisation de l'approche par incubation. La non objection y relative a été donnée le 27 octobre 2020 en vue de la contractualisation par entente directe avec l'ONG PROCASUR. L'atelier de démarrage de ce processus de capitalisation a eu lieu les 13 et 14 novembre et le produit final est attendu en fin décembre 2020.

La promotion des champions locaux se fait régulièrement dans les différents supports de communication : https://pea-jeunes.org/histoire-de-terrain/ . Le programme est entrain de produire des capsules vidéo de 03 à 05mn sur les champions locaux. Les Termes de référence y relatifs ont été signés en octobre. Lesdits TDR prévoient la production de 15 champions locaux accompagnés d'une communication appropriée.

L'activité est réalisée à 65%.

28. Mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication)

Le programme a produit les gadgets de communication tout au long de l'année suivant les objectifs de communication à atteindre.

Les jeunes ont été dotés des T-shirt, combinaisons, bottes, plaques, banderoles etc. contribuant fortement la visibilité du programme aux différents évènements majeurs. Le programme a acquis des équipements de sports pour l'ensemble du personnel.

Les entreprises des jeunes ont régulièrement bénéficié de l'implantation des signalétiques pour la visibilité de leurs entreprises.

Les supports de communication à l'instar des calendriers, agendas, blocs notes, et autres sont en production.

L'activité est réalisée à 90%.

d) Taux d'exécution physique

Le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante D1 est de 90%.

2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination

a) Activités prévues en 2020

La stratégie de la sous-composante D2 repose sur (i) la rénovation des locaux ; (ii) l'acquisition des équipements et matériels ; (iii) le paiement des Salaires et Indemnités des URAC et (iv) le fonctionnement des URAC.

La rénovation des locaux consistait à (1) rénover les locaux pour les URAC. L'équipement et matériel était relatif à (2) acquérir les véhicules double cabines 4X4, (3) acquérir autres équipements et matériels. Enfin, (3) il fallait tenir les réunions avec les partenaires techniques opérationnels et (5) participer à la régionale de planification du PTBA.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Rénover les locaux des URAC

Les locaux des URAC sont rénovés. Les charges locatives des locaux de 03 URAC sont à jour. Suite au recrutement des Assistants en S&E, le Programme envisage de rénover et équiper de nouveaux bureaux.

2. Acquérir les véhicules doubles cabine 4x4

A la suite de l'actualisation de la commande en 2020, le contrat avec UNOPS a été signé le 28 janvier 2020. UNOPS a été payé. 02 véhicules ont été embarqués du Japon en juillet et sont arrivés au port de Douala en septembre. Deux (02) autres ont été embarqués de Gilbratar en octobre et sont arrivés à Douala le 02 novembre 2020. A date, il reste l'obtention de la prise en charge des droits de douane par le MINEPAT pour sortir les véhicules qui se trouvent sous douane.

L'activité est réalisée à 100%.

3. *Acquérir autres équipements et matériels*

Le personnel assistant recruté au niveau régional a été doté d'équipement informatique. Le petit matériel de bureau est également en cours d'acquisition. L'activité est exécutée à 70%.

4. *Tenir les réunions techniques URAC/réunion régionale de planification*

Au 31 octobre 2020, les réunions techniques avec les partenaires opérationnels à l'échelle des bassins ou dans la région (SIE, IFR, coachs principaux) se sont tenues régulièrement. Par souci d'économie et pour plus de cohérence, les réunions régionales de planification du PTBA ont été couplées au niveau national à la planification du PTBA 2021.
L'activité réalisée à 95%.

c) *Taux d'exécution physique*

Le taux d'exécution physique des activités techniques de la sous-composante D2 est de 91,25% au 31 décembre 2020.

Globalement, le taux d'exécution physique des activités techniques de la composante D est de 90,17%.

Tableau 49 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	*90,00%*
Sous-Composante 2 : Cellules Régionales de Coordination	*91,25%*
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	***90,17%***

2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2020

Produit 4.1 La coordination et le suivi des activités est effective

Tableau 50 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
Nombre de personnels du Programme et de la maitrise d'ouvrage renforcés dans leurs capacités	Au moins 10	13 personnes ont été formées (05 assistants en S&E et 08 personnes de l'équipe fiduciaire sur Tom²Pro
Système de suivi-évaluation opérationnel	Oui	• Système de S&E opérationnel (SGBD, application numérique à accès web, états de sortie à jour, reporting permanent et effectif dans les délais mandataires) • Plan de S&E élaboré et mis en œuvre • Existence d'une base de données opérationnelle (SGBD sous Access) à accès à distance ; • Etats de sortie à mesure d'être générés : programmation, suivi du PTBA, indicateurs et chaînes de résultats, suivi des recommandations, rapport d'exécution du PTBA, • En 2019, le Système de Gestion de la Base de données développé sur Access, complémentaire à l'application de S&E RUCHE, est fonctionnel et les statistiques générées sont conformes aux attentes. Il permet de compléter la mise à jour des données dans l'application de S&E RUCHE. • Bonne articulation entre l'application de S&E et Tom²Pro permettant un rapprochement entre le suivi technique et le suivi financier du PTBA • Différents rapports mandataires produits et soumis dans les délais (SYGRI, Annuels, semestriels) ; • 03 cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes déjà élaborées (en 2018, 2019 et 2020 ; • Manuel de S&E en cours de révision pour prendre en compte la dimension SGBD Antérieurement, les résultats suivants ont été atteints.

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2020	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2020
		- Manuel de suivi-évaluation disponible ; - Outils de suivi-évaluation élaborés, finalisés et personnel du Programme formé ; - Personnels formés sur les outils de suivi-évaluation et sur leurs rôles ; • Personnel formé sur l'utilisation de l'application informatique et sa prise en main;
Nombre réunions de coordination tenues par la CNCG et tenues par les URAC	20 réunions de coordination tenues par la CNCG 40 réunions tenues par les URAC	• 27 réunions de coordination ont été tenues par la CNCG de janvier à décembre 2020, ce qui fait 135% de l'objectif annuel ; • Au 31/12/2019, un cumul de 133 réunions de coordination avaient eu lieu depuis le démarrage du programme 02 réunions trimestrielle ont eu lieu en 2020 • Des réunions techniques se sont tenues avec les partenaires techniques (BIT, World veg., ANOR, PAM, ONU Women, MINMEESA, MINJEC, MINEFOP, etc.) et au niveau régional (SIE, IFR, et.) • Les réunions techniques avec les partenaires se sont tenues de manière régulière (environ 20 en 2020).
Les rapports de suivi financier sont produits	12	• 12 rapports mensuels de suivi financier sont disponibles
Nombre de DRF/DPD acceptés	8	- Au 31/12/2020, 17 DRF/DPD acceptés (8 et 9 respectivement) - 31 DRF et 30 DPD ont déjà été produits de 2015 à 2020
Taux de décaissement progressif	Sup. à 75%	Au 31/12/2020, le taux de décaissement du PTBA est de 76,17%, soit plus de 100% d'atteinte de l'objectif annuel
Audits externes réalisés	1	01 rapport d'audit 2019 est élaboré et approuvé
Audits internes réalisés	2	NON. Le cabinet est en cours de recrutement
Rapport financier annuel déposé avant 30 juin	1	Le rapport financier a été déposé le 28 juin 2020
Les CRV sont opérationnels	8 sessions tenues ; 04 visites de terrain organisées	- 01 session de CRV d'approbation des plans d'affaires a été organisée - 04 sessions de sélection des idées de projets - Aucune visite de terrain organisée, du fait de la covid-19
Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques et success stories	Nbre success stories capitalisées	- 30 cas de bonnes pratiques sont capitalisés et diffusés via les réseaux sociaux
01 étude des effets du PEA-Jeunes est réalisée	Nbre d'étude	Processus de contractualisation en cours.
01 auto-évaluation, réflexions critiques et partage des leçons apprises du système de S&E est organisée	Nbre d'auto-évaluation	- Activité prévue à la suite de la réalisation de l'étude des effets.
Un système d'Information de Gestion (SIG) développé (cartographie des entreprises)		- 87 personnes formées en Géo-référencement - Données collectées pour 1100 jeunes et cartographie disponible
Stratégie de communication opérationnelle	Oui	- Un plan d'action 2020 de la stratégie de communication est en cours de mise en œuvre - Le plan d'action 2019 de la stratégie de communication a été mise en œuvre
La stratégie de gestion des savoirs est opérationnelle	Plan d'action mis en œuvre	- 01 plan d'action 2020 est élaboré et sera mis en œuvre au cours de l'année

Une analyse globale des résultats réalisés à la composante D, montre que les objectifs poursuivis [(i) *le système de Suivi–évaluation est fonctionnel; (ii) la gestion financière produit des rapports adéquats ; (iii) les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt ; (iv) les rapports de suivi financier sont produits ; (v) la coordination de la CNCG et des URAC sont*

assurées ; (vi) le plan d'action genre est mis en œuvre, (vii) *la stratégie de communication et de gestion des savoirs est disponible et opérationnelle]* sont en train d'être atteints, à l'exception des résultats portant sur *: 01 étude des effets du PEA-Jeunes est réalisée ; 01 auto-évaluation, réflexions critiques et partage des leçons apprises du système de S&E est organisée" et la gestion des savoirs*. Il en ressort une performance de réalisation de 77,78%.

Au 31 décembre 2020, la stratégie de coordination et de suivi des activités du Programme s'est améliorée considérablement. Les résultats prévus en 2020 sont atteints de manière acceptable (90%). C'est ce que montre le tableau d'appréciation des progrès des indicateurs du produit 4.1 ci-après.

Tableau 51 : Analyse des indicateurs de produits 4.1

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31 décembre 2020
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales sont établies et opérationnelles	-Une unité nationale d'appui conseil est établie et est fonctionnelle : l'Unité d'Appui Conseil est doté en personnel, matériel roulant et les bureaux ont été rénovés. -Les Unités Régionales d'Appui Conseil ont été créées, dotées de personnel d'appuis (chauffeurs, agents de sécurité, agent de surface) et sont fonctionnelles. -87 personnes chargées du business coaching dans les structures locales ont été recrutés ainsi que 16 facilitateurs et permettent de mieux coordonner l'intervention au niveau régional.
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	Le Système de suivi-évaluation s'est construit progressivement : plan de suivi-évaluation élaboré, manuel de suivi-évaluation disponible, application de suivi-évaluation développée, une base de données sous Access développée et fonctionnelle puis migrée avec un accès web. Toutes les études de référence du programme et l'étude SYGRI de référence sont réalisées ainsi qu'une étude complémentaire sur l'inclusion financière. En 2020 : - plan de suivi-évaluation élaboré et mis en œuvre, - 01 application de suivi-évaluation à jour, - une base de données sous Access développée et fonctionnelle puis a été migrée avec un accès web - manuel de suivi-évaluation en cours de révision ; - Outil de géo-référencement fonctionnel et 87 personnes formés ; - 05 assistants S&E recrutés et formés sur les outils et démarche de S&E ; - Planification, programmation et suivi-évaluation permanente des activités ; - Rapports mandataires produits et générés automatiquement En 2019 et 2018 : - Le système de gestion de la base de données de S&E assure la traçabilité de tous les processus du PEA-Jeunes : facilitation, URAC/CRV, Incubation, IFR/KITS et dans une moindre mesure le Suivi-Accompagnement. Les données collectées y ont été renseignées, apurées et l'application fonctionnelle (sauf au niveau du suivi-accompagnement qui demande plus de collaboration avec les conseillers sur le terrain et tous les acteurs de la chaîne) ; - Tous les acteurs sont formés sur les outils d'alimentation de la base de données ; - 01 rapport de S&E semestriel, 01 rapport annuel et les rapports d'avancement matériels et SYGRI sont produits. - 02 cartographies des entreprises promues par le PEA-Jeunes est élaborée et personnel aptes en géo-référencement et création des produits cartographiques sur QGIS et Gooble Earth. En 2017 : - Application de S&E (RUCHE) re-paramétré et davantage opérationnelle ; - un SGBD élaboré (Base de données). - Des outils/supports de collecte de données finalisés, validés et personnel du programme formé. - formation et prise en main de l'application de S&E par le personnel du programme ;

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31 décembre 2020
	- test de fonctionnalité du système effectué à 85% ; - 02 rapports de suivi-évaluation et les rapports d'avancement matériels sont produits. - Atelier d'appropriation et de validation des outils organisé à l'intention du personnel et partenaires.

Produit 4.2 La capitalisation des effets du programme est assurée

Les activités concourant à la réalisation de ce produit ont généré des extrants ci-après.

Tableau 52 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2020

Résultats intermédiaires 2020	Indicateurs	Résultats atteints au 31 décembre 2020
La stratégie de communication et gestion des savoirs est disponible et opérationnelle	Nbre de stratégie disponible	- 01 Stratégie élaborée avec un plan d'action. La mise en œuvre de ce plan d'action est effective, avec la déduction du plan 2020 en cours de réalisation ; - Une stratégie de gestion des savoirs a été élaborée en 2019.
La stratégie de ciblage genre et son plan d'action sont élaborés et opérationnels	Nbre de stratégie/plan d'action	- La stratégie genre existe. Sa mise en œuvre se fait aussi bien par le programme que par les acteurs opérationnels. - Les orientations de ce plan sont prises en compte dans la facilitation et les CRV. Le dispositif de S&E s'est ajusté pour prendre en compte les préoccupations genre y compris les critères liés à l'évolution de l'environnement politique national.

Il en découle un progrès de plus en plus significatif dans l'atteinte du produit 4.2, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 53 : Analyse des indicateurs de produits 4.2

Indicateurs de produit 4.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31 décembre 2020
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	- Stratégie de communication élaborée avec une mise en œuvre progressive depuis 2018. - Le Programme est également appuyé par l'ONG PROCASUR dans le cadre de la capitalisation des effets. Un plan de capitalisation existe à cet effet et sa mise en œuvre a aussi débuté avec la capitalisation de l'incubation par le cas de la structure d'incubation IAO. - Une plateforme permettant la gestion des savoirs a été élaborée et mise en œuvre - Un site web pour la communication avec le grand public est opérationnel et régulièrement actualisé - *En 2020, un plan d'action de capitalisation est disponible et en cours d'implémentation (organisation d'un atelier sur la collecte des données de capitalisation).*

De l'analyse de la mise en œuvre des activités techniques des composantes A, B, C et D, il se dégage globalement que le taux d'exécution physique du PTBA 2020 au 31/12/2020 est de 79,15%, et, est décomposé par composante comme ci-après :

Tableau 54 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2020

Libellé	Taux de réalisation au 31/12/2020
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	***76,00%***
Composante B : Accès aux services financiers	***62,16%***
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	***71,00%***
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	***90,17%***
Taux de Réalisation du PTBA 2020	**79,15%**

2.2. REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2020 AU 31 Décembre 2020

Au 31/12/2020, le montant de décaissement du PTBA 2020 s'élève à 6 510 292 112 FCFA, soit un taux de réalisation financière de 76,17% sans engagement sous réserve de la prise en compte des justificatifs en cours de traitement.

▪ ***Décaissement par source de financement***

SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET 2020	DECAISSE (31/12/2020)	POURCENTAGE
FIDA Accord de Prêt N°2000000758	166 946 819	244 963 441	146,73%
ETAT/Fonds de contrepartie	252 655 912	139 757 984	55,32%
ETAT/TAXES	413 480 837	153 348 056	37,09%
FIDA Prêt Additionnel N°2000001964	7 399 520 744	5 814 294 657	78,58%
PIE Bénéficiaires	209 166 666	140 786 105	67,31%
IFR_ Int. Financement Rural	105 250 000	17 141 869	16,29%
TOTAL	**8 547 020 978**	**6 510 292 112**	**76,17%**

Décaissement par composante

COMPOSANTES	BUDGET 2020 (F CFA)	DECAISSEMENT 31 octobre 2020 (FCFA)	POURCENTAGE
COMPOSANTE A	3 794 917 397	2 101 685 534	**55,38%**
COMPOSANTE B	3 236 480 718	2 985 121 713	**92,23%**
COMPOSANTE C	293 285 859	267 478 646	**91,20%**
COMPOSANTE D	1 222 337 004	1 156 006 220	**94,57%**
TOTAL	**8 547 020 978**	**6 510 292 112**	**76,17%**

Le pourcentage de décaissement ici est sans engagement et avec prise en compte des justificatifs effectifs au 31 décembre 2020. Il ressort de la mise en œuvre que la composante A a évolué moyennement.

▪ ***Décaissement par catégorie de dépenses***

N° CAT	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT	DECAISSEMENTS CUMULES AU 31/12/2020	SOLDE AU 31/12/2020	TAUX D'EXECUTION
0401	GENIE CIVIL/RURAL	250 000	26 267,07	223 733	10,51%
0602	CREDIT ET FONDS DE GARANTIE	6 820 000	7 424 118,44	-604 118	108,86%
0403	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	3 400 000	3 057 743,12	342 257	89,93%
0404	FORMATION	1 150 000	812 155,34	337 845	70,62%
0405	CONSULTANTS	840 000	829 468,63	10 531	98,75%
0406	COUTS DE FONCTIONNEMENT	1 220 000	1 184 997,02	35 003	97,13%
0407	SALAIRES ET INDEMNITES	1 120 000	1 279 106,95	-159 107	114,21%
270001	Montant autorisé	0	180 600,29	-180 600	0,00%
290001	Non alloué	0	-	0	
	Total	**14 800 000**	**14 794 456,86**	**5 543**	**99,96%**
	Prêt 1964-CM				
200008	Consultants	5 960 000	1 915 620,30	4 044 380	32,14%
200010	Crédit et Fonds de garantie	8 360 000	4 530 762,73	3 829 237	54,20%
200011	Equipements et matériels	890 000	331 358,66	558 641	37,23%
200016	Coûts de fonctionnement	500 000	356 787,66	143 212	71,36%
200018	Salaires et indemnités	650 000	282 138,43	367 862	43,41%
200019	Formation	1 710 000	171 502,71	1 538 497	10,03%
270001	Montant autorisé	0	1 468 456,33	-1 468 456	0,00%
290001	Non alloué	1 990 000	-	1 990 000	0,00%
	TOTAL	**20 060 000**	**9 056 626,82**	**11 003 373**	**45,15%**
	TOTAL GENERAL	**34 860 000**	**23 851 084**	**11 008 916**	**68,42%**

Globalement, le taux cumulé de réalisation financière du Prêt FIDA du PEA-Jeunes (2014-2020) est actuellement à **68,42%** au 31 décembre 2020, soit 99,96% sur le prêt 758-CM et 45,15% sur le prêt 1964-CM.

Notons qu'un paiement est en cours de préparation, notamment, le solde de la première tranche de financement d'un montant d'environ 149 millions Francs CFA soit 190 805.48 DTS.

Le paiement de cette DRF amènera le taux global de décaissement à environ 68,95%.

La catégorie génie civil a démarré timidement au 31 décembre 2020.

▪ ***Etat des dépenses par catégorie des fonds du prêt FIDA 200000758***

Le retard pris pour la mobilisation de la deuxième tranche de financement jusqu'au compte d'opérations a fortement retardé l'exécution des activités en 2020, ajouté aux contraintes et restrictions dues à la Covid-19.

▪ ***Consommation globale par rapport au budget initial du PEA-Jeunes***

Par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards), le **taux de consommation global au 31 décembre 2020 est de 54,11% (le taux de décaissement global sur le prêt FIDA est de 68,42%)**. Cette consommation est détaillée comme suit :

Tableau 55 : **Récapitulatif des réalisations financières par composante/sous-composantes par rapport au coût global du Programme**

Composantes/Sous-composantes	Réalisations 2014	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Réalisations 2019	Réalisations 2020	Niveau de Consommation cumulée au 31/12/2020			
								Prévisions	Réalisations	Ecart	%
A. DEVELOPPEMENT DES ENTRERISES AGROPASTORALES											
Appui à l'émergence des idées de projet d'entreprise		10 216 970	162 900 869	170 268 062	249 153 213	222 598 201	163 870 349	1 341 200 000	979 007 664	1 170 931 938	**72,99%**
Appui à la création et au développement d'entreprises		59 333 175	346 777 160	660 942 176	1 430 370 596	2 212 920 598	1 473 085 450	9 521 900 000	6 183 429 155	8 860 957 824	**64,94%**
Soutien à l'émergence des structures d'incubation		23 267 950	393 741 162	158 535 655	563 885 610	380 394 005	464 729 735	3 869 000 000	1 984 554 117	3 710 464 345	**51,29%**
Subtotal	**0**	**92 818 095**	**903 419 191**	**989 745 892**	**2 243 409 419**	**2 815 912 804**	**2 101 685 534**	**14 732 100 000**	9 146 990 935	**5 585 109 065**	**62,09%**
B. ACCES AUX SERVICES FINANCIERS											
Financement des entreprises		0	6 553 100	43 605 870	109 448 313	1 174 934 838	2 937 977 575	530 058 800	4 272 519 696	-3 742 460 896	**806,05%**
Amélioration de la qualité des services financiers		117 980 440	367 192 571	577 677 587	396 743 596	209 440 688	47 144 138	1 055 148 131	1 716 179 020	-661 030 889	**162,65%**
Subtotal	**0**	**117 980 440**	**373 745 671**	**621 283 457**	**506 191 909**	**1 384 375 526**	**2 985 121 713**	**1 585 206 931**	5 988 698 716	**-4 403 491 785**	**377,79%**
C. AMELIORATION DU CADRE ORGANISATIONNEL, POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF											
Mise en place d'un cadre organisationnel propice			0	4 771 900	50 841 057	23 290 848	35 997 534	498 900 000	114 901 339	383 998 661	**23,03%**
Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral			0	1 498 000	4 743 206	180 437 335	231 481 112	653 800 000	418 159 653	235 640 347	**63,96%**
Subtotal	**0**	**0**	**0**	**6 269 900**	**55 584 263**	**203 728 183**	**267 478 646**	**1 152 700 000**	533 060 992	**619 639 008**	**46,24%**
D. COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME											
Cellule Nationale de coordination du programme	86 019 323	515 812 716	1 178 844 451	683 821 621	731 195 526	835 047 511	892 300 914	2 440 800 000	4 923 042 061	-2 482 242 061	**201,70%**
Unités régionales d'appui-conseils		0	147 012 513	138 880 534	131 944 927	123 495 170	263 705 306	1 776 800 000	805 038 450	971 761 550	**45,31%**
Subtotal	**86 019 323**	**515 812 716**	**1 325 856 964**	**822 702 155**	**863 140 452**	**958 542 681**	**1 156 006 220**	**4 217 600 000**	5 728 080 511	**-1 510 480 511**	**135,81%**
Total Coût du Projet	**86 019 323**	**726 611 251**	**2 603 021 826**	**2 440 001 404**	**3 668 326 043**	**5 362 559 194**	**6 510 292 112**	**39 545 000 000**	**21 396 831 154**	**18 148 168 846**	**54,11%**

2.3. ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2020 AU 31/12/2020

Pour ce qui est de l'exécution du plan de passation 2020, il convient de signaler que 55 marchés à savoir 10 marchés de fournitures et équipements et 45 marchés de consultants étaient prévus pour un montant de 426 230 000 FCFA et 1 692 677 510 F CFA respectivement.

Au 31 décembre 2020, 46 marchés d'un montant de 1 866 938 520 F CFA ont été contractualisés, donnant un taux d'exécution technique du plan de passation des marchés 2020 de 83,64 % et un taux d'exécution financière de 88,10 %. Le tableau ci-après récapitule l'exécution du plan de passation des marchés 2020.

RECAPITULATIF

	NOMBRE			MONTANT (1000 FCFA)			
CATEGORIE	**Prévu**	**Réalisé**	**Taux**	**Prévu**	**Contractualisé**	**Décaissé**	**Taux**
Biens/Fournitures	10	9	90,00	426 230,00	370 120,87		86,8
Travaux	0	0	0,00	0,00	0,00		0,0
Consultants/Formations	45	37	82,22	1 692 677,51	1 496 817,64		88,4
Total	55	46	83,64	2 118 907,51	1 866 938,52		88,1

2.3.1. Marchés des biens et équipements

Lors de la révision du PTBA 2020, le nombre de marché de bien prévu est passé de 07 à 10 avec l'ajout de l'acquisition matériel informatique pour le RGAE dont le processus devait aboutir en 2021, l'acquisition d'un nouveau véhicule de type Station Wagon et l'acquisition du logiciel TOM2PRO.

Au 31 décembre 2020 :

Les contrats pour l'acquisition de 46 motos pour les business coachs et 4 véhicules PICKUP pour les URAC a été signé le 28 janvier 2020 et les paiements effectués en mars 2020. UNOPS a passé les commandes auprès des fabricants et le matériel roulant est arrivé au port de Douala depuis le 21 septembre 2020. Le matériel est en cours de dédouanement au port de Douala.

Quant au marché pour l'acquisition de 3 nouveaux véhicules dont un STATION WAGON et deux PICKUP destinés à la CNCG, il était prévu de la faire auprès de UNOPS. Toutefois, au regard de la longue procédure d'acquisition et des contraintes liées au COVID-19, le Programme a sollicité et obtenu du MINMAP une autorisation en vue de l'acquisition par gré à gré après consultation d'au moins trois fournisseurs. A la suite de la procédure, le contrat d'un montant de 84 025 157 FCFA a été signé avec la société CENTRAL MOTORS CAMEROUN (CMC) le 10 juillet 2020. Au 31 décembre 2020, l'ensemble des trois (03) véhicules a été livré et le paiement est en cours.

Le DAO pour le recrutement d'une société d'assurances en vue de l'assurance maladie du personnel du PEA-Jeunes et des ayants-droits pour les années 2021 et 2022 a été lancé le 12 juin. La procédure a abouti à la sélection de la société NSIA ASSURANCES pour un montant de 48 390754 FCFA. Le projet de contrat a reçu l'Avis de Non-Objection du FIDA. A la suite de la prorogation du Programme, le contrat pour l'assurance maladie du personnel pour les années 2021 et 2022 a été signé avec la société NSIA ASSURANCES.

Le marché pour la fourniture de 93 ordinateurs portables destinés aux coachs des Structures d'incubation d'un montant de 75 981 000 FCFA a été signé le 20 avril 2020 avec la société INTEK Sarl après avis de non-objection du FIDA sur le contrat donné le 08 avril 2020. Les équipements ont été livrés et la réception provisoire a eu lieu le 07 mai 2020. L'entreprise a été payée au mois de septembre 2020.

Pour ce qui est du matériel informatique pour le personnel du PEA-jeunes, un avenant au contrat des 93 ordinateurs portables a été signé avec INTEK Sarl le 10 août à la suite de l'ANO du 05 août. Les 10 ordinateurs portables d'un montant de 8 170 000 FCFA ont été fournis et réceptionnés le 07 septembre 2020.

Suite à l'autorisation de gré à gré du MINMAP et à l'Avis de Non-Objection du FIDA, la version web du logiciel TOM2PRO a été acquit auprès de TOMSOFT CAMEROUN, Représentant de TOMATE au Cameroun.

Le contrat pour l'acquisition d'un nouveau véhicule type Station wagon 4x4 diesel a été signé avec la société CMC le 11 novembre 2020 après autorisation du MINMAP et ANO du FIDA. Le délai d'exécution est de 60 jours.

Concernant l'acquisition du matériel informatique pour le RGAE, le DAO a été préparé avec le RGAE. Toutefois avec la réduction des fonds destinés au Programme dans le contexte du COVID, le projet de DAO est toujours en attente d'être soumis à l'examen de la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) du PEA-Jeunes puis au FIDA pour ANO.

2.3.2. Marchés des consultants

Il est prévu un total de 45 marchés de consultants/Formations sur l'année 2020. Au 31 décembre 2020, 37 contrats sont signés et les prestations en cours. Il s'agit de :

Le contrat pour l'audit des comptes et états annexes du PEA-Jeunes pour l'année 2019 signé avec le cabinet OKALLA AHANDA & ASSOCIES le 13 Avril 2020 à la suite de l'ANO du 08 Avril 2020 et la mission d'audit est en cours ;

Le contrat signé le 20 mars 2020 avec le consultant Guy Marcel FIANLA pour la conception, le développement, la migration et la mise en service d'un système de gestion de base de données internet pour alimenter le Système de Suivi-Evaluation du PEA-Jeunes ;

15 Contrats de Business coaching avec les Structures d'incubation sous convention avec le PEA-Jeunes ;

07 contrats de renforcement des capacités des jeunes PIE de la cohorte 8 dans les structures d'incubation sous convention avec le PEA-Jeunes ont été signés et sont en cours d'exécution. Malgré l'ANO du FIDA, le contrat de renforcement des capacités des jeunes PIE n'a pu être signé pour certaines Structures qui n'ont pas été à mesure de justifier la totalité des Fonds avancés dans le cadre du renforcement des capacités de la cohorte 7. Il s'agit entre autres de EPAB BINGUELA, CODAS EDEA et CAIO MBEBE;

Quant aux contrats de facilitations, ils ont été signés au mois de septembre 2020 pour une période de 04 mois dans les Régions du Littoral, Centre et Sud et 12 mois dans la Région du Nord-ouest ;

Les contrats des deux (02) consultants en charge de l'appui au financement (BELINGA Pierre et MAGUIFFO Sabine Flore) ont reçu l'avis de non-objection du FIDA le 19 mai ont été signés le 05 juin 2020 ;

Le contrat du consultant international en charge de l'étude des effets du Programme a également reçu l'avis de non-objection du FIDA en date du 22 mai 2020 et a été signé le 03 juin 2020. Toutefois, en l'absence des consultants nationaux devant accompagner l'étude dès sa phase 1, le contrat a été suspendu en accord avec le consultant en attendant de trouver une solution pour les consultants locaux;

L'AMI et les TdR pour le recrutement d'un cabinet d'audit en charge de l'audit des comptes et des FIDA et l'AMI a été publié le 30 juin 2020. La DDP et la liste restreinte ont été élaborées et ont obtenues l'Avis de Non-Objection du FIDA le 09 novembre 2020 ; La DDP a été transmise aux cabinets préqualifiés le 11 novembre 2020 et l'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 11 décembre 2020. Le rapport d'analyse des propositions techniques a été soumis à l'ANO du FIDA le 22 décembre 2020 ;

L'AMI pour le recrutement d'un cabinet d'audit en vue des audits internes 2020 PEA-Jeunes a également reçu l'ANO du FIDA et a été publié 11 septembre 2020 ; La DDP a été élaborée et a obtenue l'ANO du FIDA le 09 novembre 2020. La DDP a été transmises aux cabinets présélectionnés le 10 novembre 2020 et l'ouverture des propositions techniques a eu lieu le 10 décembre 2020 et le rapport d'analyse des propositions techniques a été transmis au FIDA pour ANO le 22 décembre 2020 ;

Le projet de contrat à signer avec l'ONG PROCASSUR dans le cadre de la capitalisation des expériences du PEA-Jeunes a reçu l'ANO du FIDA le 22 septembre 2020 et le contrat a été signé le 15 décembre après des nombreux échanges avec la Direction de PROCASUR basée au CHILI.

2.3.3. Marché des travaux

Aucun marché des travaux n'est prévu à ce jour. Toutefois, dans le cadre du renforcement des capacités infrastructurelles des structures d'incubation, des marchés de travaux pourraient être insérés lors de la révision du PTBA prévu en juin 2020.

2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 5ème MISSION DE SUPERVISION

La mission de supervision du 02 au 13 décembre 2019 ou 5ème mission de supervision du PEA-Jeunes (décembre 2019) avait instruit 64 recommandations. Celle du 06 au 26 juin avait formulées 57 recommandations. Au total 121 recommandations étaient suivies en 2020. L'état d'exécution de ces recommandations au 15 novembre 2020 se présente comme suit :

Tableau 56 : Etat d'exécution des recommandations de la 5ème mission de supervision

Statut	Nombre	Pourcentage (%)
Exécutées	58	47,93%
En cours	59	48,76%
Non exécutées et échues	3	2,48%
Non échues	1	0,83%
Total	**121**	**100%**

Schématiquement, cet état se présente comme suit :

Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 5ème supervision au 15 novembre 2020

L'annexe 1 donne l'état détaillé de mise en œuvre de chacune des recommandations de la 5ème et 6ème mission de supervision.

Le tableau ci-contre montre que la performance d'exécution des recommandations des missions de supervision au PEA-Jeunes est de 68,71% de 2015 à 2020, pour 326 recommandations instruites.

Tableau 57 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2018 au 31 décembre 2020

Statut	Avr-16		Janv-17		Déc-17		Déc-18		Déc-19		Juin-20		Performance globale	
	Nbre	(%)	Nbre	(%)	Nbre	(%)	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	(%)
Exécutées	51	86%	52	88,5 %	20	83%	42	66%	26	41%	33	58 %	224	68,09%
En cours	6	10%	6	110 %	4	17%	14	22%	36	56%	22	39 %	88	26,75%
Non exécutées (non échues)	2	4%	3	56%	0	0%	8	13%	1	2%	0	0 %	17	5,17%
Total	**59**	**100 %**	**61**	**100 %**	**24**	**100%**	**64**	**100 %**	1	2%	2	4 %	329	**100%**

Statut	Avr-16	Janv-17	Déc-17	Déc-18	Déc-19	Juin-20	Performance globale
Cumul							
Total des recommandations 2016-020							**329**
Total exécutées							**224**
%							**68,09%**

III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31 DECEMBRE 2020

Tout le personnel cadre du PEA-Jeunes est en fonction au 31 décembre 2020. Le PEA-Jeunes emploie 72 personnes (54 hommes et 118 femmes-25%) à savoir 17 cadres, 18 personnels d'exécution et 32 personnels permanents (appui, entretien et sécurité). En additionnant le personnel des partenaires stratégiques (12 personnes) et des partenaires opérationnels recrutés (160 personnes dont 112 hommes et 48 femmes), le PEA-Jeunes emploie globalement, 232 personnes, dont 166 hommes et 66 femmes (soit 29,33%). Toutefois, un conseiller d'entreprise URAC et et un agent de sécurité ont démission en 2020.

Le recrutement du personnel du PEA-Jeunes s'est effectué de manière progressive, avec la montée en charge et des nécessités de service. Il a été question du personnel clé et de la quasi-totalité du personnel cadre et d'appui au niveau national. En 2020, le Programme a procédé au recrutement du 89 coach devant assurer le coaching de proximité des jeunes entrepreneurs agropastoraux, auprès des structures d'incubation.

Enfin, un groupe de 13 facilitateurs avaient également intégré le programme via les structures de facilitation en 2018, portant ainsi à 26 le nombre de facilitateurs en service.

IV. LEÇONS APPRISES DES ACTIVITES MENEES

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme au 31 décembre 2020 se résument ainsi :

#	LEÇONS APPRISES
1	***Facilitation différenciée : Promotion des métiers non agricoles et diversification des activités économiques*** Malgré les efforts consentis pour promouvoir des activités économiques originales le long de la chaîne de valeur, le portefeuille de projets reste constitué en grande majorité d'activité de production. Cependant, le PEA-Jeunes qui met un accent particulier sur le développement de la valeur ajoutée le long de la chaîne de valeur travaille à développer les démarches, les approches de facilitation spécifiques visant à toucher les autres maillons afin de garantir la valeur ajoutée.
2	La problématique du genre a pris des proportions entre 2018 et 2019 dans les dispositifs opérationnels du Programme, avec notamment la réorientation du ciblage, des actions spécifiques pour jeunes des catégories sociales vulnérables, la discrimination positive lors des CRV, des mesures spéciales (baby Sitter, crèches) pour une bonne participation des PIE mères ou femmes enceintes, etc. ;
3	L'internalisation des approches d'incubation et de partage des acquis annuels ainsi que des recommandations des missions de supervision ont permis une capitalisation et partage des bonnes pratiques, mais aussi l'adaptation des manuels de formation entrepreneuriale du BIT
4	***Une expérience avérée de l'incubation d'entreprises avec 7 cohortes de jeunes déjà incubés*** **:** ce qui a impliqué (i) un besoin d'évolution du cadre pédagogique de chaque centre vers les besoins du PEA-Jeunes en matière de ressources humaines et d'ingénierie de formation, (ii) une pédagogie de l'alternance installée dans tous les centres mais à consolider pour les besoins actuels et futurs du PEA-Jeunes, (iii) plus de visibilité dans la planification, la gestion et la maîtrise des effectifs de PIE envoyés en incubation ; mais aussi a révélé des limites, avec notamment des (1) capacités en ressources professionnelles des bassins ou des filières insuffisamment mobilisées, et (2) la nécessité d'un meilleur choix des référents professionnels suivant le besoin du PEA-Jeunes.
5	La définition des profils des formateurs et l'implication de la CNCG dans tout le processus de sélection des consultants/formateurs en éducation financière et montage des plans d'affaires ont permis l'amélioration

#	LEÇONS APPRISES
	de la qualité des plans d'affaires et la réduction des délais entre la finalisation des plans d'affaires des jeunes PIE et l'ouverture des comptes auprès des IFR.
6	Les jeunes ayant un cycle d'activité court (aviculture) ou évoluant dans les maillons « transformation » ou « services » s'adaptent mieux au mécanisme de financement proposé et accèdent rapidement au crédit productif ; et sont plus aptes aux refinancements par les IFR via la convention avec la banque commerciale.
7	Le taux de déperdition enregistré entre la sortie de l'incubation des jeunes et la mise en place de l'entreprise des jeunes interpelle le Programme à procéder à une analyse objective assortie d'une stratégie visant à améliorer son système de suivi-accompagnement
8	Augmentation du nombre des crédits productifs en 2020 mais la performance d'octroi des crédits productifs par les IFR aux jeunes entreprises demeure faible
9	L'aversion du risque manifestée par les IFR pour le financement agropastoral des jeunes est très élevée. Il est crucial de toujours associer des outils de gestion multiformes des risques aux appuis non-financiers et financiers
10	Les problèmes particuliers rencontrés au sein des entreprises mises en place sur les maillons innovants ont amené le Programme à aborder en 2019 le montage des plans d'affaires des jeunes de manière spécifique
11	Retard dans la signature de l'accord de financement du financement 2 FIDA du PEA-Jeunes, ce qui a créé des tensions de trésoreries qui se sont répercutées sur les activités pendant les 04 premiers mois de l'année.
12	Un Business coaching adossé sur les performances de l'entreprise et qui constitue un levier pour la crétion des entreprises et leur accès au financement

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS SUGGEREES

Le Programme a fait face à un nombre de difficultés. Les plus saillantes se résument comme ci-après :

N°	DIFFICULTES RENCONTREES
1	Insuffisance de mobilisation des Fonds de Contre Parties depuis les deux dernières années **et faible allocation en 2021, ce qui ne permettent pas de couvrir les activités inscrites dans cette rubrique (0 F en 2018 et 2019 sur 659 545 979 F CFA attendus; 30 millions contre 252 655 912 attendu en 2020) ;**
2	Retard dans la mobilisation de la 2ème tranche de financement FIDA (Déc. 2019)
5	La non institutionnalisation jusqu'à date du Fonds de facilitation porté par le PADMIR, ayant entraîné la mise en place d'un mécanisme alternatif de refinancement des IFR et qui a eu un impact significatif sur le nombre de crédits productifs devant être octroyé par le programme
6	Non opérationnalisation de la Structure d'incubation de référence
7	Contrainte de la pandémie Covid-19 et ses mesures de distanciation sociale n'ayant pas permis l'exécution de certaines activités à l'exemple l'incubation de la cohorte 8 du PEA-Jeunes
8	Climat socio-politique défavorable dans le Nord-Ouest (l'une des régions la plus performante du Programme qui contribuait à plus de 30% de ses résultats) et qui perturbe fortement les activités du Programme dans toutes ses étapes (facilitation, incubation, Business coaching, ouverture des guichets des banques et opérations bancaires des PIE, etc.), déploiement du personnel technique, entreprises.
9	Traitement salarial insuffisant, entraînant ces derniers temps le départ d'un important effectif du personnel du Programme, pour une meilleure rémunération.

N°	SUGGESTIONS
1	Accroître la dotation des FINEX et des Fonds de Contre Parties pour contribuer à soutenir l'exécution u Programme
2	Suivre l'aboutissement de la requête gouvernementale adressée au FIDA dans le cadre de la prorogation de la durée de vie du Programme
3	Anticiper sur l'élaboration de la phase II du Programme

4	Améliorer le niveau de traitement salarial du personnel du Programme en l'alignant au standard des autres bailleurs de fonds (BM, BAD, UE, BI, etc.) dans le but de le stabiliser

Les principaux défis pour le Programme sont entre autres de :

1) Développer le partenariat avec d'autres interventions complémentaires ou du domaine de l'entreprenariat, en vue de porter à l'échelle le nombre, la qualité des appuis apportés et les impacts sur les jeunes ;

2) Accélérer le mécanisme de refinancement alternatifs des IFR avec la banque Société générale afin d'améliorer la performance du programme en matière d'octroi de crédits productifs. A date, la Société Générale a déjà reçu plus 1,5 milliards de dotation pour le refinancement.

3) Systématiser la prise en compte de l'approche chaîne de valeur pour faciliter l'effet de levier des réalisations issues des exploitations agropastorales des jeunes lors de la mise en œuvre ;

VI. CONCLUSIONS

Le PTBA 2020 visait plusieurs objectifs. En termes d'indicateurs globaux, les objectifs du PTBA 2020 sont la création de 700 Entreprises agropastorales (dont 650 créateurs et 50 autres en développement), la création de 2 800 emplois. En termes de bénéficiaires, le PTBA 2020 visait la sensibilisation de 2 500 jeunes et l'orientation de 1540 autres vers les structures d'incubation, l'incubation de 1 250 jeunes porteurs d'initiatives économiques, puis l'octroi des kits d'incitation à 7 00 jeunes et 350 crédits productifs.

S'agissant des actions à mener pour atteindre ces objectifs, 68 activités techniques étaient planifiées et évaluées pour un budget de 8 547 020 980 F CFA cofinancées par le FIDA à 88,52% (7 566 467 573 F CFA dont 166 946 819 (1,95%) du Prêt N°758 et 7 399 520 754 (86,57%) du Prêt N°1964), le Gouvernement à concurrence de 7,79% (666 136 740 F CFA dont de 252 655 912 F CFA FCP et taxes de 413 480 828 F CFA) et les bénéficiaires à savoir les jeunes porteurs d'initiatives économiques pour 209 166 667 F CFA (2,45%%) et les Institutions de Financement Rural pour 105 250 000 FCFA (soit 1,23% %)82,89% (4 Ces actions correspondaient à 68 activités techniques dont 23 à la composante A, 13 à la composante B, 10 à la composante C et 22 à la composante D.

L'exécution du Programme PEA-Jeunes au cours en 2020 a été caractérisée par (1) la revue de la stratégie de mise en œuvre du Programme faisant suite aux recommandations des deux (02) dernières missions de supervision, notamment pour ce qui est de la nouvelle approche de facilitation, le redimensionnement du suivi-accompagnement ou business coaching et même du financement des jeunes ; (2) la tenue d'une mission de supervision partielle en juin 2020 ; et (3) le recrutement du personnel assistant (unité S&E, service financier).

A cela se sont ajoutées la contrainte de la pandémie à Covid-19, la situation sécuritaire dans la région du Nord-Ouest, le retard dans la mobilisation de la seconde tranche de financement du PEA-Jeunes (prêt additionnel), les tensions de trésorerie en début d'année et entre juin et août 2020, la négociation avec le partenaire BIT pour l'extension de sa durée de collaboration avec PEA-Jeunes arrivée à terme et, les mouvements du personnel au FIDA. Cette évolution contextuelle a sans nul doute eu des répercussions sur la performance de mise en œuvre du PEA-Jeunes en 2020.

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du PTBA 2020 au 31 décembre 2020 est de 79,15 % avec une performance financière de 67,27%. Sur le plan technique, la performance d'exécution des composantes A, B, C et D sont respectivement de 66,00%; 62,16%; 71,00% et 90,17%. La performance d'exécution budgétaire est de 55,38% ; 92,23% ; 91,20% et 94,57% respectivement pour les composantes A, B, C et D.

COMPOSANTES	Taux de réalisations techniques (31/12//2020)	Taux de réalisations financières (31/12//2020)
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	**76,00%**	**55,38%**
Composante B : Accès aux services financiers	**62,16%**	**92,23%**
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	**71,00%**	**91,20%**
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	**90,17%**	**94,57%**
Taux d'exécution du PTBA	**79,15%**	**76,17%**

Le prêt FIDA est décaissé à hauteur de 68,42%. La performance financière par rapport à la 1ère tranche du prêt FIDA (2000000-758 CM) est de 99,96%. La 2ème tranche du financement FIDA (Prêt 1964-CM) a enregistré une performance de 45,15%. La performance d'exécution financière par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards de F CFA) est de 54,11%.

Sur le plan mise en œuvre, le Programme a poursuivi son partenariat stratégique et son partenariat opérationnel.

Pour ce qui est des activités externalisées aux partenaires stratégiques, signalons que leur mise en œuvre s'est relativement poursuivie avec l'unique partenaire technique BIT (DID était arrivé au terme de son mandat en avril 2019, Marshav avait renoncé en 2017), qui a démarré tardivement du faitde la prorogation de son mandat et des tensions de trésorerie.

Toutefois, le niveau d'avancement avec BIT a un changement sur la qualité de services opérationnels (conseillers d'entreprises PEA-Jeunes des URAC, facilitateurs, conseillers incubateurs, business coachs).

Le partenariat avec MASHAV s'était arrêté en 2017 en dépit des négociations effectuées depuis le démarrage du Programme et le positionnement de la coopération israélienne comme co-financier. Une alternative conduite par une ressource humaine identifiée a aidé le PEA-Jeunes à conduire les actions prévues et qui s'est poursuivie en 2020.

Pour ce qui est du partenariat opérationnel, les structures de facilitation, les structures d'incubation, la Société Générale et les institutions de financement rural (IFR), ont poursuivi avec satisfaction la collaboration avec le PEA-Jeunes. Toutefois, le contexte n'a pas permis comme prévu le déploiement des activités des structures d'incubation. Cette incubation est en cours avec 800 jeunes au 31/12/2020. La facilitation s'est poursuivi en 2020 avec 03 structures locales et des consultants individuels identifiés.

Ainsi s'agissant des activités menées, la facilitation a été conduite par 04 ONG depuis 2016 à 2019. Elle avait permis de toucher **3 516 personnes ont été sensibilisées** parmi lesquelles **2 105 hommes et 1 411 femmes (40,13%),** *donnant un cumul de* **26 744 personnes sensibilisées** dont **9162 (34,26%) femmes et 17582 (65,74%) hommes.** ***Par rapport à l'objectif en fin de projet (25 200), cela correspond à une performance de 106,13%*** *(données traçables).*

L'incubation (renforcement des capacités entrepreneuriales) a connu des contraintes liées à la pandémie Covid-19 et les mesures de distanciation physiques. Elle est en cours avec 800 jeunes. Sur la période 2015-2019, **3 121 jeunes PIE dont 1 945 hommes et 1 176 femmes (37,68%)** ont été incubés par le Programme, soit une performance de réalisation de 84,35% de l'objectif de fin du projet (3 729).
Concernant le financement des jeunes entrepreneurs agropastoraux en en 2020, 777 jeunes PIE ont reçu ***des appuis en Kits (d'installation et renforcement) pour un montant de 919 401 017 F CFA, ce qui fait une performance de 111% d'atteinte de l'objectif (700). 233 crédits productifs (66,57% de l'objectif) ont été enregistrés en 2020 à hauteur de 73 916 520 F CFA, ce qui fait un cumul de 493 depuis 2015 pour 225 837 224 F CFA. Un cumul 2 105 jeunes ont eu accès aux kits d'une valeur de 2 378 671 686 F CFA, pour un cumul en financement (kits, apports personnels, crédits productifs) de 2 976 068 474 F CFA de 2015-2020.***

Le suivi-accompagnement des entreprises a été repensé et passe au Business coaching. Des conseillers ont cédé place aux "***business coachs"*** et des "***experts techniques"*** rattachés à l'URAC viennent désormais en appui à la mission du PEA-Jeunes au niveau régional. Outre les 26 nouveaux conseillers de suivi-accompagnement recrutés et contractualisés en 2018, de nouveaux personnels (business coachs-72 personnes) et coachs principaux (14 personnes qui s'ajoutent aux 5 autres en fonction, soit un total de 19 coachs principaux) ont été contractualisés le 02 mai avec les structures d'incubation partenaires pour renforcer le coaching des jeunes sortis des incubateurs. Un atelier avec l'ensemble du personnel du Programme a permis du 26 au 27 mai 2020, d'harmoniser les procédures de mobilisation des experts régionaux (avec point d'ancrage dans chaque URAC), dans la perspective d'un accompagnement global des Jeunes entrepreneurs.

Les données de production issues du suivi des performances économiques montrent que **les entreprises ont rapporté un chiffre d'affaires de F CFA 2 767 029 102 au 31 décembre 2020,** avec notamment :

- ✓ ***1 563 814 355 F CFA pour les filières des productions animales ;***
- ✓ ***145 151 482 F CFA pour les filières des productions végétales ;***
- ✓ ***1 058 063 265 pour les métiers connexes (restaurant, transformations, etc.).***

En ce qui concerne le plan de passation des marchés 2020, 21 marchés d'un montant de 1 326 000 000 F CFA ont été contractualisés, donnant un taux d'exécution technique du plan de passation des marchés 2020 de 42,00% et un taux d'exécution financière de 56,60% au 15 décembre 2020.

Les recommandations de la 6ème supervision (déc. 2019) sont entièrement exécutées à 40,62% tandis que 56,25% connaissent un niveau avancé. Cette performance est de 57,89% et de 38,59% respectivement pour les recommandations de de la supervision de juin 2020.

S'agissant enfin du personnel du Programme, tous les postes sont pourvus et le personnel est effectivement en service. Le PEA-Jeunes emploie 72 personnes et avec ses partenaires emploient globalement, 232 personnes, dont 166 hommes et 53 femmes (soit 29,33%).

Sur le plan financier, le taux d'exécution financière du PTBA au 31 décembre 2020 est de 76,17% sans engagement.

Dans l'ensemble, il ressort une performance d'exécution des activités du PTBA 2020 de 79,15%.

Tableau 58 : Bilan des objectifs et résultats du PTBA 2020

Objectifs visés	Réalisation	%	Sens efficacité
En termes d'indicateurs globaux			***+/-***
Création de 650 Entreprises agropastorales	777	111,00%	**+++**
Renforcement de 50 Entreprises agropastorales en développement	0	0%	---
Création de 2 800 emplois	3 108	111,00%	**+++**
En termes de bénéficiaires			***+/-***
Sensibilisation de 2 500 jeunes	3 516	140,64%	**+++**
Orientation de 1 540 jeunes vers les structures d'incubation	2 238	145,32%	**+++**
Incubation de 1 250 porteurs d'initiatives économiques	-	-%	--
Octroi des kits d'incitation à 700 jeunes	777	119,53%	**+++**
Octroi de 350 crédits productifs	233	66,57%	+

Nous remercions grandement le MINADER, le MINEPIA et le FIDA pour les ressources financières, les diligences apportées aux multiples sollicitations du PEA-Jeunes, pour l'assistance technique permanente et l'encadrement de son équipe technique qui aident l'équipe du Programme à atteindre progressivement les résultats escomptés en fin de projet.

ANNEXES

Annexe 1 : État de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 02 au 13-12-2019 et du 15 au 26 juin au 31 décembre 2020

Recommandations du 02 au 13 décembre 2019							
N°	**Réf.**	**Ref. PTBA**	**Recommandation**	**Date buttoir**	**Resp.**	**Statut**	**État d'exécution au 31 décembre 2020/Observations**
1	**pge7**	**/**	Mettre en place et animer une base de données sur les besoins des PME ou autres grandes entreprises en matières premières et en sous-traitance	31/03/20	SPIF	25 %	Les termes de référence de l'activité ont été élaborés et leur mise en œuvre est en cours. La collecte des données a été initiée à travers l'exploitation des études de caractérisation des bassins qui sera affinée après l'actualisation au niveau des bassins. La base de données sera affinée et disponible au 31 Décembre 2020 et mise à la disposition des business coachs pour l'accompagnement des entrepreneurs.
2	**Pge7**	**A1302 et A2301**	Orienter les activités d'identification, d'incubation et d'appui à la création d'entreprises des jeunes, vers la satisfaction des besoins des PME et des entreprises	31/03/20	SPIF	50 %	La situation socio-économique des bassins de production a été produite, permettant de déterminer la structure du portefeuille d'entreprises promues dans chaque bassin (type d'activités économiques et effectif d'entreprises). En parallèle, une revue des Etudes de bassin a permis d'établir le profil des PME et GE dans les bassins de production. Cette information stratégique est disponible depuis le 15 Mai 2020 et a été mise à la disposition des facilitateurs pour orienter leurs activités dans le cadre de l'exécution des contrats 2020.
3	**pge 7**	**A2301**	Faciliter la tenue de négociation entre les acteurs durant la phase d'incubation –B to B	30/09/20	SPIF	Non entamée	Cette recommandation sera mise en œuvre lors de l'incubation de la cohorte 8 qui a démarré ce mois de novembre 2020
4	**pge 7**	**A2301**	Appui à la création des entreprises, suivi accompagnement des jeunes et des partenariats d'affaires y compris ceux construits entre des jeunes en parcours développeur et créateur	30/08/20	SDE	30 %	Avec la nouvelle stratégie de facilitation, les activités économiques et les entreprises à accompagner sont désormais identifiées sur la base des besoins réels au sein des bassins en intégrant la logique des partenariats d'affaires entre les entreprises des jeunes. Les business coachs continuent de travailler dans cette logique pour créer des connexions et identifier des nouveaux besoins.
5	**pge 7**	**A2301**	Mettre fin aux campagnes de sensibilisation et réviser le cahier des charges des ONGs de facilitation en fonction des potentialités de chaque bassin de production couvert par le programme notamment pour ce qui concerne la banque de données des idées de projets ou projets rejetés par les CRV et des innovations portées par des groupes de jeunes selon une approche chaîne de valeur.	31/01/20	SPIF	100 %	Une évaluation des ONG a été réalisée. Ensuite, un plan d'action a été élaboré par région, entérinant la fin des campagnes de sensibilisation et encadrant l'exploitation du vivier disponible des PIE présents dans les URAC. Une évaluation de ce vivier montre une quantité importante de données qu'il faudra matcher avec les besoins des entreprises existantes, l'approche chaîne de valeur des entreprises et la possible viabilité des entreprises qui seront créées. Dans cette perspective, les projets de contrats de facilitation révisant les cahiers de charges tel que recommandé ont été élaborés, assortis de plan d'action de facilitation 2020 et les rapports d'évaluation des ONG de facilitation de la période 2019, puis envoyés le 17 mai 2020 au FIDA, qui a donné un avis le 12 juin 2020.
6	**pge 7**	**A2301**	Mobiliser les trois Structures de facilitation Agro PME, SAILD, CAIPE sur des appuis ponctuels spécifiques. La contractualisation avec ces structures pourra être	31/01/20	SPIF	100 %	Suite à l'évaluation des ONG et l'élaboration d'un plan d'action par région, le PEA-Jeunes a ainsi entériné la fin des campagnes de sensibilisation jadis portée par chacune des ONG. En s'appuyant sur le vivier de PIE disponible dans chaque URAC, l'appui a sollicité auprès des ONG SAILD, AGRO-PME et CAIPE sera ponctuel. Cette

			annuelle pour une mobilisation continue ne dépassant pas quatre (4) mois.				démarche prépare la signature des contrats. Les plans d'action pour la facilitation en 2020 ainsi que les projets de contrats ont été élaborés et soumis à l'appréciation du FIDA le 17 Mai 2020 et le FIDA a donné un avis le 12 juin 2020. Deux ONG sont dans l'ensemble mobilisées pour des appuis ponctuels (SAILD, AGRO-PME). Des consultants individuels mobilisés pour des appuis ponctuels en lieu et place de l'ONG CAIPE. L'ONG SIRDEP a été mobilisé sur 12 mois.
7	**pge 7**	**A2301**	Renouveler le contrat de SIRDEP dans la Région du Nord-Ouest pour l'année 2020.	31/01/20	SPIF	100 %	Les activités de SIRDEP sont en cours dans les bassins de la région du Nord-Ouest. Une lettre d'intention lui a été signée pour poursuivre les activités en attendant le renouvellement des contrats, qui ont eu lieu en juillet suite à l'ANO du FIDA du 12 juin 2020.
8	**pge 7**	**A2301**	Préparer et soumettre aux IFR des plans d'affaire pour des projets collaboratifs entre jeunes : un plan d'affaires unique pour des jeunes voulant collaborer pour satisfaire la demande de marché à travers la mise en place simultanée de leurs entreprises individuelles. Ex : 10 poulaillers, 2 unités de production de provende, 3 unités de production de poussin, deux commerçants d'œuf/poules etc.), les crédits étant contactés et les entreprises gérées individuellement	30/09/20	SFR	20 %	Cette recommandation sera mise en œuvre au terme des sensibilisations à mener pendant le renforcement des capacités entrepreneuriales des jeunes en incubation.
9	**pge 7**	**A2308**	Mettre en place un Comité d'experts indépendants approuvé par la cotutelle et le FIDA pour effectuer une réévaluation des plans d'affaires des Jeunes en difficulté et proposer des mesures de remédiation au cas par cas (Remédiation).	30/03/20	SDE	50 %	La stratégie a été non objectée le 22 février 2020 par le FIDA suite à la demande du PEA-jeunes du 20 février 2020. Ensuite le projet de décision de création du Comité a été envoyé au MINADER le 25/02/2020 qui l'a signé et à son tour a requis la contre signature du MINEPIA. Au mois d'avril, dans l'attente, le Programme a initié un autre dossier sollicitant uniquement la signature du MINADER. Celui-ci selon un nouveau décret signé ce mois même a transmis le dossier pour demander l'autorisation du Premier Ministre en fin avril pour la signature, conformément à la réglementation en vigueur. Cependant le 15 juin 2020, le MINEPIA a signé le premier dossier qui était en attente dans son bureau. Les correspondances ont été transmises aux différentes structures membres du comité pour la désignation de leurs représentants. Les TDR des experts ont été finalisés. Le Premier Ministère a donné son objection à la création de ce Comité. Une réflexion est en cours pour proposer une nouvelle démarche qui ne s'appuie plus sur le comité.
10	**pge 7**	**A2310**	Etablir des partenariats/Contractualiser avec d'autres partenaires pour des groupes spéciaux : avec la Sous-Direction en charge de l'Aquaculture pour les pisciculteurs encadrés par le PPEA ; OIM/MINJEC pour les migrants retournés ; ONG CAFER pour les pygmées Bedzang de la Région du Centre.	31/03/20	SDE	35 %	Aucun partenariat n'est encore formalisé pour PPEA, OIM/MINJEC pour les migrants retournés ; ONG CAFER pour les pygmées Bedzang de la Région du Centre. Les discussions ont été engagées avec les anciens migrants et un draft de concept note est en cours d'élaboration en collaboration avec le PARIJEDI et pourra être disponible avant le 31 août 2020. Pour le partenariat avec le PPEA, Le plan d'action et le projet de convention ont été actualisés en fixant des objectifs qui tiennent compte du contexte Covid-19 et des enjeux liés au plafonnement du FINEX. Ces documents seront soumis à la non objection en fin juin. Le plan d'action de facilitation a été révisé en tenant compte de la cible spécifique des pygmées. Sur cette base les échanges

							seront organisés avec le CAFER pour aboutir à un projet de convention avant le 31 décembre.
11	**pge 9**	/	Améliorer la relation Business Coach et agents IFR sur le terrain : visites communes, partage d'expériences, suivi des JEA.	Continu	SFR	100 %	Des ateliers de mise en relation entre business coachs et les points focaux des IFR ont été organisés dans chacune des 04 régions d'intervention du programme du 10 au 13 juin 2020. Les business coachs et les points focaux des IFR ont été recyclés en novembre 2020, avec l'organisation dans chacune des 04 régions du PEA-Jeunes des ateliers de même nom. Cette relation s'est améliorée et cela se traduit avec le nombre de demande de crédits productifs.
12	**pge 9**	**B2301**	Former les agents des IFR et améliorer les outils d'analyse Cycle crédit agricole, fiches technico-économique et de risque, analyse des dossiers.	30/04/20	SFR	20 %	Des termes de référence sont rédigés et le processus de recrutement de consultant engagé
13	**pge 9**	**B2308**	Mettre en place un dispositif de prise en charge des agents de crédit des IFR. Négocier des contrats d'objectifs avec les IFR, définir des règles de calcul de prise en charge, suivre effectivement les contrats.	30/06/20	SFR	15 %	La note technique est élaborée et est en cours de validation interne. Elle permettra le déroulement de la démarche prévue.
14	**pge 9**	/	Simplifier les dispositifs de facilitation de l'accès au financement. Réviser les schémas de refinancement et de partage des risques ; préparer un avenant pour assurer le respect des règles comptables.	30/03/20	SFR	15 %	Les termes de référence en vue du recrutement d'un consultant devant accompagner la démarche sont élaborés et la note technique en cours de finalisation.
15	**pge 9**	**B2106**	Préparer un plan de sortie sur le mécanisme de refinancement: concertation pouvoirs publics et acteurs financiers, présentation d'un plan.	30/09/20	SFR	15 %	Les termes de référence sont élaborés.
16	**pge 10**	**A3107**	Examiner la possibilité de proroger l'assistance technique du BIT sur la base de résultats et cibles précis tenant compte du budget résiduel, des cofinancements éventuels et des ressources disponibles dans la deuxième tranche de financement du PEA-Jeunes.	31/01/20	SDE	100 %	Les TDR pour cette prestation ont été transmis par le PEA-jeunes pour avis préalable du FIDA le 14 février avec un retour du FIDA le 28 février sollicitant des documents complémentaires qui ont été transmis au FIDA le 05 mars. Le 02 avril le FIDA après exploitation des documents a renvoyé les observations avec des points d'attention précis et sollicitant l'envoie des projets de lettre de prorogation, d'avenant et de PTBA 2020 avec le BIT, ce qui a été envoyé au FIDA le 08 avril. Une réunion tenue le 09 avril a permis de réaménager le projet de PTBA qui a été renvoyé au FIDA le 16 du même mois. Les retours du FIDA du 23 avril ont permis d'apporter de nouvelles corrections et le Projet de PTBA a été renvoyé le mardi 12 mai et des documents complémentaires sollicités le 14 ont été transmis ce jour-là même. Des observations additionnelles ont été apportées le 19 mai avec un avis préalable autorisant l'introduction de la DNO dans Notus ; ce qui a été fait le 23 mai et le 31 mai, le FIDA a donné son avis de non objection pour la signature de l'avenant et sur le PTBA 2020. Ledit avenant a été signé le 02 juin et transmis au PEA-Jeunes par le BIT avec la demande de transfert de ressources. Cette prorogation ainsi que la demande de transfert des ressources dans le cadre du prêt additionnel tiennent compte des ressources résiduelles déjà transmises au BIT.

17	**pge 10**	**C1102**	Faciliter la tenue de l'Assemblée Générale du Réseau des Jeunes Entrepreneurs Agropastoraux et appuyer son fonctionnement.	30/03/20	SDE	50 %	En 2020, des réunions ont été organisées dans tous les 16 bassins d'intervention et ont permis de désigner les 16 représentants des jeunes à raison de 01 représentant par bassin. L'Assemblé Générale Constitutive du Réseau des jeunes entrepreneurs Agropastoraux (REPA-Jeunes) s'est tenue à Ebolowa du 15 au 16 octobre 2020, avec la participation de 66 jeunes entrepreneurs agropastoraux (dont 48 hommes et 18 femmes), représentants les jeunes des 04 régions d'interventions du Programme. L'Assemblée Générale Constitutive a permis la validation des textes de base et l'élection du Bureau Exécutif, composé de 8 membres dont 01 président, 03 vice-présidents (dont 1 par région à l'exception de la région originaire du président), et 04 administrateurs (dont 1 par région). Le Bureau exécutif élu le 16 octobre 2020 est conduit par une Femme. Les travaux de l'AGC se sont déroulés en présence de la Maîtrise conjointe représentée par 03 directions dont DOPA et DEPC du MINADER et DDPIA du MINEPIA. Les dossiers pour la légalisation de l'association ont été composés puis déposés à la préfecture.
18	**pge 10**	**A3107**	Mettre en place le partenariat avec l'ANOR	31/01/20	SDE	35 %	Cette activité initialement dédiée au BIT a été retirée de son cahier de charges au cours de la réunion tripartite BIT/FIDA/PEA-Jeunes du 9 avril 2020. Une réunion a été tenue le 12 mai entre le PEA-Jeunes, l'ANOR et le BIT et a permis de discuter sur la suite de ce partenariat avec le retrait du BIT. Des nouveaux termes de références sont en cours d'élaboration au PEA-Jeunes et seront soumis à l'ANOR pour qu'elle fasse une proposition qui servira de base pour le partenariat.
19	**pge 10**	**C2502**	Revoir le volet opérationnel de mise en œuvre des reformes et engager le PEA-Jeunes sur les plus pertinentes et réalisables dans le cadre de ses résultats	30/03/20	SDE	100 %	A la suite des échanges avec le FIDA et le BIT dans le cadre de la préparation du PTBA/BIT 2020, l'accent a été mis sur l'élaboration de l'avant-projet de loi d'orientation agropastorale. Aussi, un plan pilote a été défini avec quelques activités pointues à mener par le Programme dans le cadre de la contribution à l'amélioration de l'environnement des affaires.
20	**pge 10**	**C2301**	Améliorer l'accès des jeunes femmes à la terre (information/sensibilisation): poursuivre les discussions avec ILC pour la mise en place d'un partenariat; collaborer avec les Communes, le MINFOF et le MINDCAF.	30/03/20	SDE	30 %	Avec l'appui du BIT, le PEA-Jeunes a lancé une campagne de concertations sur deux thématiques dont l'accès à la terre. Plusieurs acteurs au niveau local participent à cette campagne dans la quelle ILC, le MINDCAF, les autorités locales sont régulièrement conviées. Ces concertations devront aboutir à l'organisation d'une assise spécifique au niveau national et présenter un document de plaidoyer pour faciliter l'accès à la terre pour les jeunes.
21	**pge 12**	**A1205 et D1730**	Transmettre pour avis au FIDA avant sa mise en application, le plan d'action communication et sensibilisation 2020 du programme.	30/03/20	SGCGS	100 %	Le plan d'actions communication et sensibilisation a été soumis en demande de non objection le 19 mai. L'ANO a été accordé le 26 mai 2020. Son implémentation est en cours.
22	**pge 13**	**D1730**	Rendre disponible pour avis par le FIDA, le plan d'action opérationnel genre 2020–2021 avant son exécution par le programme.	31/01/20	SGCGS	100 %	Les URAC ont élaboré les plans d'actions régionaux le 12 février 2020. Le programme a soumis les plans d'actions consolidés en demande de non objection le 04 juin 2020 et l'ANO a été accordé le 07 juin 2020.
23	**pge 13**	**A1206**	Mettre à jour le guide de facilitation et d'incubation pour les spécificités genre et documenter les bonnes	Continu	SGCGS	100 %	Les guides ont été actualisés avec les aspects relatifs au genre. Ceux-ci intègrent quelques outils et méthodologies sur la prise en compte du genre dans ces différentes étapes. Lesdits guides seront davantage enrichis avec les outils découlant de la

			pratiques et leçons apprises du programme sur la problématique genre.				collaboration avec ONU FEMMES (en cours de formalisation), notamment sur les aspects portant sur le Leadership féminin et les violences faites aux femmes.
24	**pge 13**	**A1206**	Améliorer le système de suivi-évaluation genre par la prise en compte de données allant au-delà de la différenciation Hommes/Femmes afin de faciliter les connaissance et analyse fines de la contribution de la stratégie au changement de comportement sur le genre à toutes les étapes de la filière d'insertion et post insertion.	30/06/20	SGCGS	100 %	Le système de S&E du programme (notamment la base de données SGBD) prend en compte les spécifications genre. Les informations se rapportant aux statuts des jeunes, niveau de vulnérabilité, besoins spécifiques (garderies d'enfants etc.), les effets sur la contribution des femmes à la création d'emplois etc. sont générées par le système de suivi-évaluation.
25	**pge 13**	**/**	Mettre en place un dispositif de mesure de la productivité : (i) évaluation des rendements et du niveau de réduction des pertes le long des filières encadrées et ; (ii) comparaison avec les données régionales et nationales.	Continu	SDE	85 %	Un dispositif de mesure de la productivité a été conçu et intégré dans le système de suivi évaluation (Base de données). Les coachs ont été formés sur l'appropriation de l'outils et ont commencés à collecter les informations. Des premiers tests d'analyse des informations collectées se déroulent au mois de novembre
26	**pge 13**	**A2311**	Insérer des séances de sensibilisation sur la nutrition dans les activités d'incubation et de suivi-accompagnement	Continu	SPIF	20 %	Des contacts sont établis avec le PAM sous l'égide du FIDA dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre de cette recommandation. Des modules précis ont été identifiés et des cibles précises définies. La phase pilote sera envisagée dans la région du Nord-Ouest au cours de l'incubation des PIE de la cohorte 8.
27	**pge 16**	**/**	Se référer aux dispositions du DCP qui prévoit la possibilité de libérer l'apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature.	Continu	SFR	100 %	Cette recommandation est mise en œuvre en collaboration avec le service financier et concomitamment avec la recommandation 60. Dans ce sens, les biens et leurs valeurs pouvant être valorisés comme apport personnel d'un jeune ont été estimés et analysés de manière participative (avec l'équipe technique et agronomes du Programme), avec avis consultatif du FIDA. La mise en œuvre de cette disposition du DCP est en cours.
28	**pge 18**	**D1313**	Stratégie de sortie : accélérer son élaboration participative, la partager avec le FIDA pour avis, la diffuser et la mettre en oeuvre.	30/06/20	CN	100 %	Le PEA-Jeunes a dans son agenda 2020 prévu plusieurs étapes de la mise en place de la stratégie de sortie/désengagement. Après l'élaboration d'une note technique encadrant le processus, un atelier de cadrage et d'élaboration de cette stratégie s'est tenu à Ebolowa du 29 au 30 mai 2020. Cet atelier a permis sur le plan théorique, de visiter les 03 approches d'une stratégie de sortie d'un programme de développement. Egalement, l'atelier a servi à identifier les dimensions d'appréciation de la pérennisation (technique, institutionnelle, juridique et financière), à apprécier les actions de pérennisation entreprises depuis le début de mise en œuvre du PEA-Jeunes ainsi que les autres actions de pérennisation à mettre en œuvre, puis à estimer financièrement chacune des actions devant être mises en œuvre. Une première version de la stratégie de sortie du PEA-Jeunes est disponible et a été envoyée au FIDA le 15 juin 2020, en vue de recueillir les avis de l'équipe de mission de supervision avant le début de son implémentation. Les observations de la mission du 15 au 26 juin ont permis de peaufiner l'élaboration de cette stratégie. La version revue est disponible.

29	**pge 18**	**D1313**	Tenir des rencontres périodiques sur le niveau de mise en œuvre de la stratégie de sortie/désengagement	Continu	CN	20 %	Le PEA-Jeunes a entamé l'élaboration de la stratégie de sortie/désengagement. Après l'élaboration et observations du FIDA, le PEA-Jeunes a actualisé son plan de sortie. Les actions prévues en 2020 sont en cours d'exécution. Les rencontres périodiques sur le niveau de mise en œuvre démarreront dès l'année 2021.
30	**pge 19**	**C2503**	Mettre en place un dispositif d'identification, d'approfondissement, de capitalisation et de mise à l'échelle des innovations à fort impact sur l'atteinte des objectifs du programme	30/06/20	SPIF	100 %	Le programme a pu obtenir un gré à gré avec l'ONG PROCASUR afin de l'accompagner dans le processus de capitalisation de l'approche par incubation. Ladite activité donnera une base de capitalisation de ces innovations à fort impact engrangées. Ainsi, l'année prochaine, chaque innovation pourra faire l'objet d'une capitalisation spécifique de manière encore plus approfondie
31	**pge 19**	**/**	Réaliser un suivi spécifique des partenariats en cours avec le secteur privé : documentation de la démarche ; des avantages financiers, économiques et sociaux puis identifier les conditions de leur mise à l'échelle	30/03/20	SPIF	50 %	La collecte d'information sur les partenariats valorisables a été amorcée. Une fiche a été conçue à cet effet et transmise aux URAC pour renseignement avec l'appui des business coach.
32	**pge 19**	**A2301**	Généraliser la mise en place d'une cellule de mise à niveau et d'assistance aux entreprises à l'image de celle de l'EPAB en partenariats avec l'ONUDI et BCPME.	Continu	SPIF	40 %	Une réunion diagnostic du modèle organisationnel de l'EPAB a été effectuée et prenant en considération le cadre règlementaire de fonctionnement des structures d'incubation au Cameroun une modélisation de l'organigramme type des structures d'incubation incluant une unité dédiée à la mise à niveau des entreprises. Ce modèle a été partagé avec les SIE partenaires et sera généralisé au sein de chaque structure d'incubation lors du design et de la mise en place des cellules d'incubation.
33	**pge 20**	**D1423**	Finaliser après avis du FIDA la stratégie de gestion des savoirs intégrant à minima un plan d'opération 2020 avant sa mise en application par le programme	31/01/20	SGCGS	100 %	La stratégie de Gestion des Savoirs a été finalisée par le consultant en collaboration avec le PEA-Jeunes et a reçu l'avis de non objection le 13/12/2019. S'agissant du plan d'opérations 2020, après avis préalable du FIDA, le PEA-Jeunes a soumis via la plateforme Notus le 14 mai 2020, sa demande d'avis de non objection qui a été approuvée le 26 mai. Ce plan d'opérations de gestion des savoirs est en cours d'implémentation.
34	**pge 20**	**C2503**	Documenter les bonnes pratiques et leçons apprises des actions menées par le programme pour adresser les problématiques récurrentes sur les thématiques suivantes : foncier, revue des curricula de formation agropastorale et entrepreneuriale, difficultés d'accès aux poussins d'un jour, analyse économique des plans d'affaires, expériences genres, le coût de prise en charge de la formation, accès aux financements des IFR	Continu	SGCGS	70 %	La documentation des bonnes pratiques suscitées est partie intégrante du plan d'actions de la gestion des savoirs, lequel a été non objecté par le FIDA le 26 mai 2020. Il s'agit des bonnes pratiques qui feront pour cette année l'objet d'un début de capitalisation dans le cadre de l'approche par incubation en cours avec PROCASUR. Une session y a été réservée dans le produit final à cet effet ;
35	**pge 21**	**D1418**	Mettre en place un dispositif d'analyse économique et financière pour assurer le suivi de la rentabilité financière et économique des entreprises accompagnées en vue de la revue d'achèvement.	30/06/20	RSE	100 %	Une réflexion en interne a permis d'identifier les différents indicateurs d'analyse économique et financière pour assurer le suivi de la rentabilité financière et économique des entreprises accompagnées. Ces indicateurs ont été intégrés dans les outils de collecte de données sur les entreprises. Le SGBD sous Access a été modélisé pour prendre en compte ces modifications. Les outils ont été mis à la disposition des business coachs. Une formation et l'accompagnement nécessaire à la collecte sont prévus et l'appréciation des données récoltées permettra de porter un jugement de

							valeur sur le dispositif d'analyse économique et financière de mesure de la rentabilité recherchée, et de procéder aux ajustements si nécessaires.
36	**pge 22**	**/**	Adopter l'approche chaine de valeur et aider les CVA promues à élaborer et mettre en place un plan de compétitivité.	30/06/20	SDE	20 %	Des termes de références sont en cours d'élaboration pour le recrutement de consultants qui seront chargés d'élaborer le plan de compétitivité pour les chaînes de valeurs soutenues par le Programme.
37	**pge 22**	**C2503**	Capitaliser systématiquement les approches, méthodologies et outils utilisés le long du processus d'incubation en vue de fournir un référentiel pour la mise à l'échelle de l'expérience PEA- jeunes	Continu	SGCGS	80 %	Cette recommandation a été prise en compte dans le processus de capitalisation à mener avec l'appui de PROCASUR sur le Processus d'incubation. Cependant, de nombreux outils tels que les manuels existent et font l'objet d'une large diffusion.
38	**pge 22**	**A2301**	Affiner davantage la démarche en vue d'accroître le taux de transformation des incubés en entreprises	Continu	SPIF	Non échu	
39	**pge 22**	**A2305**	Améliorer l'exercice de programmation et de planification des objectifs et résultats annuels du programme par une meilleure caractérisation des actions dans le PTBA afin de faciliter l'appréciation de la démarche vers le progrès dans le temps.	Continu	CN	100 %	Suite aux observations du FIDA du 20 décembre 2019 sur la première version de PTBA 2020, le PEA-Jeunes s'est attelé en collaboration avec le FIDA, à finaliser son PTBA dans les brefs délais. Trois (03) retours du FIDA ont fait l'objet de séances de travail collaboratifs au niveau de l'équipe PEA-Jeunes, assortis des états de prises en compte des observations et des versions améliorées du PTBA avec caractérisation des objectifs et résultats annuels, jusqu'à l'obtention de l'avis de non-objection le 10 mars 2020 suite à la demande PEA-jeunes du 24 février 2020. Le PEA-Jeunes a procédé à la déclinaison des activités du PTBA 2020 en tâches, puis à leur programmation dans le temps pour faciliter le suivi périodique et l'appréciation de la démarche vers les progrès dans le temps. Cet exercice de définition des objectifs annuels pour chaque activité ou tâche a été finalisé avec l'élaboration des contrats de facilitation, de suivi-accompagnement et la prise en compte des recommandations stratégiques données lors de la supervision de décembre 2019. Une première évaluation des progrès vers la réalisation des résultats annuels a été faite du 15 au 16 avril 2020. Il est prévu le même exercice au 30 juin (mi-parcours de l'année) en vue de la révision ou non des objectifs annuels. Toutes ces actions améliorent la planification, la programmation et le progrès vers les résultats dans le temps.
40	**pge 23**	**D1418**	Elaborer un plan annuel de suivi-évaluation qui informe sur les activités de Suivi-évaluation à mener, les résultats visés, les indicateurs de réalisation, le chronogramme, les coûts et responsabilités et soumettre pour avis au FIDA avant d'en assurer la diffusion à toutes les parties prenantes concernées.	31/01/20	RSE	100 %	Un plan de suivi-évaluation est élaboré d'année en année au PEA-Jeunes, depuis 2017. Le plan de S&E de 2020 a été élaboré en janvier 2020. Ce plan indique les objectifs, les résultats visés, les activités/actions de S&E de l'année, les acteurs, le budget de S&E et indique le chronogramme de mise en œuvre. Un plan opérationnel de ce plan de S&E montre un programme hebdomadaire de chaque activité à mener en 2020. Ce plan a été transmis en DNO au FIDA le 06 mai et a reçu l'ANO le 15 mai. Une première évaluation de ce plan a permis au 20 mai d'apprécier les actions déjà exécutées et de mesurer le chemin restant à parcourir d'ici à son échéance de mise en œuvre. L'évaluation finale et prévue en décembre 2020.
41	**pge 23**	**D1425**	Soumettre à l'avis du FIDA une demande de non objection pour la réalisation de l'étude des effets du programme incluant les documents préalablement	30/01/20	RSE	100 %	Les différents documents rentrant dans la DNO ont été recensess, ctualisés et soumis en avis du FIDA le 24 février. Suite aux observations du FIDA du 23 mars, le PEA-Jeunes a conduit des échanges avec les consultants pressentis de l'étude et a

			soumis (TDR, Offres techniques et financières, etc.) et les documents complémentaires (PV de négociation avec le Consultant National, etc.) requis en réponse à la précédente DNO.				également procédé à l'actualisation des différents documents constitutifs du dossier (TDR, budget, contrats, CV, formulaire d'auto-certification, etc.) qui ont été retransmis au FIDA le 24 avril avec un état de prise en compte desdites observations. Un besoin d'informations complémentaires du FIDA du 07 mai 2020 a permis au PEA-Jeunes de renégocier le contrat du consultant international (Fabien L.) pour tenir compte des contraintes de la Covid-19 (fermeture des frontières aériennes) et l'impossibilité du consultant à venir au Cameroun pour le démarrage de l'étude. Après le retour du PEA-Jeunes le 14 mai, le FIDA a examiné l'ensemble des documents soumis et a non-objecté le 22 mai 2020. Un ANO rectificatif a été donné le 25 mai 2020 à la demande du programme pour tenir compte des erreurs budgétaires du programme. La prestation a démarré le 03 juin 2020.
42	**pge 24**	**D1418**	Mettre à jour le manuel de suivi-évaluation du programme afin d'actualiser les indicateurs de performance du programme revisités a la RMP et incluant les indicateurs complémentaires de la composante B, ceux liés à l'entreprenariat ainsi que les mécanismes de collecte, de traitement et de reporting des données qui ont connu une évolution depuis son adoption en décembre 2017.	30/06/20	RSE	50 %	La mise à jour du Manuel de S&E est en cours. L'unité S&E a passé en revue les différents chapitres du manuel. Les travaux sont actuellement au niveau de la prise en compte de l'architecture du système de gestion de la base de données (SGBD) sous Access. La mise à jour sera achevée avec la finalisation de la base de données sur le point Business coaching, dont les coachs n'ont véritablement commencé le remplissage qu'en novembre 2020
43	**pge 24**	**D1425**	Mettre à jour l'application informatique de S&E (RUCHE) pour renseigner les prévisions et réalisations du plan de passation des marches (PPM) à partir de l'année 2014 et suivant.	30/06/20	SPM	100 %	La saisie des données de passation des marchés pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 dans l'application est effective. Cette saisie a permis la formation des assistants S&E nouvellement recrutés, dans la prise en main de l'application de suivi-évaluation. Toutefois, à la suite d'une mise à jour de l'application au mois d'aout par le consultant, toutes les données ont disparu et doivent être saisies de nouveau. Il est à noter que c'est la deuxième fois que ce phénomène se passe, ce qui remet en cause la pertinence même de la saisie des données de passation des marchés dans le système ruche. Par ailleurs, l'application NOTUS permet également de suivre le niveau de mise en œuvre des activités du plan de passation de marchés.
44	**pge 24**	**D1418**	Intégrer dans le SGBD les données qui tracent les jeunes en phase post incubation afin de pouvoir capter les données sur la rentabilité des entreprises créées.	Continu	RSE	75 %	Les outils de collecte de données en post incubation ont été améliorés pour prendre en compte ces orientations de la mission de supervision de décembre 2019. Après l'ANO du FIDA sur la contractualisation avec les SIE et Business coachs, le PEA-Jeunes a mis à la disposition des business coachs l'outil nécessaire à la collecte des données qui tracent les jeunes en phase post incubation. Après prise de service, il fallait renforcer les capacités des business coachs à l'utilisation des outils de collecte des données de productions, à travers une appropriation préalable des outils mis à jour. A cause de la tension de trésorerie au Programme (due au changement de signataire dans la chaine de validation des décaissements à la CAA), la formation des business coachs n'a été possible qu'à partir de la fin du mois de septembre. 89 coachs et business coachs principaux ont été formés aussi bien sur les outils de collecte de données des jeunes en phase post incubation. La collecte des données/coordonnées

							des entreprises a démarré le 19 octobre 2020. L'unité S&E après la collecte, procédera à la vérification, l'apurement et au traitement avant mise à disposition.
45	**pge 24**	**D1413**	Assurer un suivi étroit de la contractualisation et du démarrage du marché de mise en ligne du SGBD ACCESS afin de rendre possible l'accès à la base de données ACCESS pour les chefs de composantes et tous les points focaux en charge du suivi-évaluation	31/01/20	RSE	100 %	Après révision avec le consultant et ré-soumission des documents de contractualisation à l'avis préalable, le PEA-Jeune a reçu l'Avis de non-objection le 10 mars 2020. Le consultant a été notifié le 23 mars après signature du contrat de service et a démarré sa mission le 30 avril. Un rapport de démarrage a été déposé au Programme ainsi que le rapport de conception du système en ligne. Après ces étapes, la conceptualisation du système démarrera, suivi du test, de la migration et de l'expérimentation du fonctionnement du dispositif avec les utilisateurs de différents niveaux (ONG, SIE, Business coachs, coachs principaux, URAC, chefs de composantes, etc.) Ainsi, le marché de mise en ligne du SGBD sous Access est contractualisé suite au suivi étroit effectué, et le consultant a démarré la prestation. Un rapport de l'état des lieux et un rapport conceptuel ont été déposés. Une souscription est faite auprès d'un fournisseur de service d'hébergement du SGBD. Les travaux sont en cours et le prestataire à l'œuvre pour rendre accessible l'interface aux chefs de composantes et tous les points focaux en charge du suivi-évaluation.
46	**pge 24**	**D1421**	Renforcer l'unité de suivi-évaluation par le recrutement sur base de procédures en vigueur de 05 Assistants de suivi-évaluation avec des contrats de Consultant pour la CNCG et les URAC.	30/03/20	CN	100 %	Les TDR et l'appel à manifestation d'intérêt ont été élaborés et ont obtenu l'avis de non-objection du FIDA. La grille d'évaluation des candidats a également reçu l'avis de non-objection du FIDA au 11 avril 2020. L'AMI a été publié le 14 avril et les dépôts de candidature ont pris fin le 29 avril. Le comité mis en place a procédé aux premiers tris des candidatures et l'examen de conformité a été réalisé. Le rapport de pré-qualification des candidats et les projets d'épreuve écrite ont été postés dans Notus le 14 juin et ont reçu l'ANO du FIDA le même jour, avec la recommandation de faire examiner l'ensemble du processus et des épreuves écrites par la mission de supervision. La mission n'a pas eu d'objection et le PEA-Jeunes a reçu quitus du FIDA le 18 juillet 2020 pour la poursuite du processus de recrutement. Les test écrits et pratiques ont eu lieu les 28 et 29 juillet. L'entretien des candidats a eu lieu le 30 juillet et le 1er août 2020. Le rapport final du recrutement a été soumis en DNO du FIDA le 20 août, qui a donné l'avis de non objection le 31 août 2020. Les Assistants en Suivi-Evaluation sont recrutés et ont pris service le 04 septembre 2020..
47	**pge 25**	**/**	Transmettre les originaux des documents d'ouverture de compte et les spécimens de signatures par DHL au FIDA.	31/12/19	RAF	100 %	Les originaux des documents d'ouverture de compte et les spécimens de signatures du CN et du RAF ont été transmis par DHL au FIDA.
48	**pge 25**	**/**	Soumettre la demande d'avance initiale dès l'entrée en vigueur de la seconde tranche.	31/12/19	RAF	100 %	La demande d'avance initiale a été soumise et le paiement a eu lieu en février 2020 dans le compte du Programme
49	**pge 27**	**/**	Effectuer une évaluation annuelle pour tout le personnel à chaque fin d'année, transmettre le résultat au FIDA à la fin du mois de février de l'année suivante	31/12/19	RAF	100 %	Suite à la mission de supervision de décembre 2019 (du 02 au 13 décembre), l'évaluation annuelle de tout le personnel a été systématisée et est effective au PEA-Jeunes. Le rapport a été validé en interne et transmis au FIDA.
50	**page 27**	**D1421**	Procéder au recrutement d'un assistant comptable à la CNCG sur la base de TDR approuvés par le FIDA	31/03/20	CN	100 %	Les TDR et l'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) ont été élaborés et ont reçu l'ANO du FIDA. Après publication et recueil des candidatures, un tri des candidatures a

							permis de short-lister des candidats qui ont passé l'examen écrit le 22 avril 2020. Les entretiens se sont déroulés le 27 avril 2020. Après élaboration du rapport sur le processus de recrutement, le PEA-Jeunes a adressé une DNO au FIDA le 07 mai reçu l'ANO le 19 mai sur le rapport et donc le quitus sur le recrutement de l'assistant comptable.
51	**pge 27**	/	Trouver un consensus entre le projet et les fonctionnaires affectés au projet sur les paiements des cotisations CNPS	Continu	RAF	30 %	La réflexion est en cours
52	**pge 27**	/	Modifier la comptabilisation des activités aux jeunes en compte d'investissements et non en compte des charges. Définir les comptes appropriés pour la comptabilisation du fonds de refinancement du programme par la Société Générale comme une réalisation au lieu d'un compte transitoire.	Continu	RAF	100 %	Suite à la recommandation, un nouveau schéma d'écriture de la comptabilisation des fonds de refinancement par la SG a été proposée, discutée et validée en étroite collaboration avec le FIDA. Ensuite, le logiciel comptable TOM²PRO a été ré-paramétré pour prendre en compte ce nouveau schéma d'écriture de comptabilisation.
53	**pg 27**	/	Continuer le recouvrement du dépôt initial du financement 1	Continu	RAF	90 %	Le recouvrement du dépôt initial est continu et se poursuit au 30 mai 2020. Le montant est recouvré à 90%. Il reste 150 000 000 à recouvrer.
54	**pg 27**	/	Clarifier avec le FIDA les détails et soumettre à nouveau le montant de 13 000 000 FCFA pas remboursé dû au dépassement des catégories	Continu	RAF	100 %	Le montant des 13 000 000 Francs CFA avait été déduit de la DRF 38 soumise le 17 mai 2019 et payée le 31 juillet 2019. Cette déduction avait été faite dans la catégorie coût de fonctionnement à cause du dépassement du seuil de 130% par rapport à l'allocation initiale. A cette période, une demande de réallocation des fonds était en cours de traitement au FIDA. Cette réallocation a été validée par le FIDA en novembre 2019. Les 13 000 000 Francs CFA ont été resoumis dans la DRF 50, entièrement payée par le FIDA.
55	**pg 27**	**D1416**	Veiller à la mobilisation par la CAAI de compétence avérée pour le deuxième audit 2019 et à partir de 2020, un cabinet se chargera de l'audit interne et la Cellule (CAAI) assurera la revue de la qualité.	Continu	RAF	50 %	Après élaboration des termes de référence, le PEA-Jeunes a recueilli l'avis préalable du FIDA et les ont transmis au MINADER pour transmission officielle au MINEPAT, avec les dispositions convenues de la revue qualité de l'audit externe de la CAAI. La réponse du MINEPAT est attendue.
56	**pge 27**	/	Produire la liste des actifs pour les rapports financiers intermédiaires (RFI) et rapport d'audit externe	31/12/19	RAF	100 %	La liste des actifs du projet est produite annuellement et celle de décembre 2019 est disponible. Dorénavant cette liste sera jointe dans les RFI
57	**pg 27**	**D1416**	Veiller au respect des TDR non objectés Veiller au respect du manuel FIDA sur les directives d'audit	30/03/20	RAF	100 %	La validation des termes de référence de l'audit se fait en étroite collaboration avec le FIDA. Le PEA-Jeunes veuille au respect des TDR non objecté, par l'auditeur recruté avec la non objection du FIDA.
58	**pg 28**	**D1416**	Produire l'état de rapprochement des fonds reçus par le programme et fonds décaissés par le FIDA au rapport d'audit externe	Continu	RAF	100 %	L'état de rapprochement des fonds reçus par le programme ainsi que les fonds décaissés par le FIDA sont disponibles.
59	**pg 28**	/	Respecter les délais de justification des avances faites aux personnels lors des missions et à la restitution des reliquats éventuels dans la trésorerie	Continu	RAF	100 %	Le service financier a procédé de manière mensuelle à la sensibilisation et au rappel du personnel sur le respect des délais de justification d'une mission. Le personnel a convenu d'un délai de 03 jours pour soumettre tout justificatif d'une mission déjà réalisée. Cela a drastiquement réduit le compte 47 de chaque personnel/chef de composante. Cette démarche est continue. La réunion trimestrielle du 16 mai 2020 a

							permis de constater l'amélioration continue. Elle sera encore évaluation en décembre 2020.
60	**pg 29**	/	Instaurer un mécanisme de valorisation des apports en nature	Continu	RAF	100 %	Faisant suite à la recommandation, le service financier a conduit avec les chefs de composantes techniques une réflexion par type d'activité et par spéculation, sur les biens et leurs valeurs estimées pouvant être valorisés comme apport personnel d'un jeune entrepreneur. Un draft de la proposition a été partagé et enrichi par les différentes parties. La mise en œuvre a été retardée par le non déploiement des business coachs, du fait que les contrats de travail avec les SIE non objecté le 02 avril 2020 ont trainé à être signés (02 mai 2020). Avec le déploiement des coachs d'entreprise, le mécanisme de valorisation des apports personnels sera apprécié et ajusté au besoin si nécessaire.
61	**pge 29**	/	Renforcer le suivi de la mise en œuvre du PPM et faciliter le rapprochement entre le numéro du contrat du registre des contrats et le code analytique du PPM.	Continu	SPM	100 %	Depuis le début d'année, le PPM a évolué et les mises à jour ont été systématiquement envoyés au FIDA. Les contrats sont systématiquement numérotés et sont élaborés en harmonie avec les codes analytiques du PPM et ces derniers eux-mêmes en harmonie avec les codes PTBA. Le suivi de la mise en œuvre du PPM est permanent et l'état de mise en œuvre est régulièrement produit.
62	**pg 30**	/	Solliciter une prorogation de délai avec confirmation des coûts auprès de UNOPS pour sécuriser l'achat des véhicules et motos du Programme	30/01/20	SPM	100 %	La prorogation a été obtenue 02 fois successivement du fait des retards accusés dans la mobilisation des ressources du prêt additionnel FIDA. Après cette mobilisation, les paiements ont été effectués à UNOPS. A date, il reste la livraison par UNOPS des matériels au PEA-Jeunes.
63	**pg 30**	**D1308**	Revoir la pertinence des activités initialement planifiées, définir si applicable les activités et actualiser leur chronogramme pour ce qui est des marchés ayant reçu l'ANO et non exécutés en 2019 du fait de contraintes financières (Conventions avec AVRDC, Structures d'incubation pour Suivi-accompagnement/Business Coaching ; etc.). Soumettre les dossiers revus au FIDA pour ANO et démarrage dès janvier 2020.	31/01/20	SPM	100 %	Les contrats de business coaching ont été revus et l'ANO du FIDA accordé le 22 février 2020. A date, tous les contrats de business coaching sont signés. Pour ce qui est de AVDRC, les échanges se sont poursuivis toute l'année. A cause de la contrainte COVID-19, l'incubation a été fortement retardée et parallèlement, le développement du pôle maraîcher a pris du retard. Le programme a dû faire face aux contraintes de disponibilité des ressources financières au 1er et au 3ème trimestre de l'année. AVRDC conditionnant son déploiement au paiement préalable des ressources prévues dans son contrat, il n'a pas été possible de contractualisé avec cette structure. En outre, les contrats pour l'incubation de la cohorte 8 ont été revus et ont reçu l'avis de non objection du FIDA. De même, les contrats pour la nouvelle approche de facilitation ont été revus, approuvés et signés avec les structures et consultants individuels.
64	**pg 30**	/	Finaliser le transfert des documents de la passation des marchés des locaux de la CNCG vers l'Annexe ; rétablir le classement et un archivage adéquat.	31/01/20	SPM	100 %	Les documents de passation des marchés ont été transférés dans les locaux de la CNCG annexe. Les classements ont été effectués et un archivage conséquent mis en place et satisfait à tous les besoins de recherches documentaires.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
1	**pge 8**	/	Suppression du facilitateur indépendant pour le bassin Bafia-Ombessa-Bokito et le rattachement de ce bassin aux activités du facilitateur du bassin Ntui-Mbangassina sous la responsabilité de SAILD.	31/07/20	SPIF	100 %	Le bassin de Bafia-Ombessa-Bokito a effectivement été rattaché au Bassin de Ntui-Mbangassina. Les termes de référence de la facilitation dans les deux bassins ont été actualisés et l'ONG SAILD a ensuite été sensibilisée sur cette nouvelle donne et la tenue conséquente des outils de suivi-évaluation à l'étape facilitation.
2	**pge 8**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	Continu	SPIF	90 %	La mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (13 au 26 décembre 2019) s'est poursuivie de juillet 2020 à date (15 Nov 2020).
3	**pge 9**	**B2402**	Former les agents des IFR et améliorer des outils d'analyse du cycle crédit agricole, fiches technico-économique et de risque.	31/10/20	SFR	15 %	Des termes de référence sont rédigés et le processus de recrutement d'un consultant est engagé.
4	**pge 10**	**B2308**	Mettre en place un dispositif de prise en charge des agents de crédit des IFR. Négocier des contrats d'objectifs avec les IFR, définir des règles de calcul de prise en charge, suivre effectivement des contrats	31/10/20	SFR	25 %	La note technique est élaborée et est en cours de validation interne. Elle permettra le déroulement de la démarche prévue.
5	**pge 10**	**B2106**	Concerter les pouvoirs publics et les acteurs financiers, préparer le document du Plan de sortie sur le mécanisme de refinancement en cours avec le mécanisme retenu	31/12/20	SFR	30 %	Des termes de référence sont disponibles et le processus de recrutement du consultant engagé.
6	**pge 10**		Réviser les schémas de refinancement et de partage des risques ; préparer un avenant pour assurer le respect règles comptables	31/07/20	SFR	20 %	Des termes de référence sont disponibles et le processus de recrutement de consultant engagé.
7	**pge 10**	**B2307**	Commettre une étude spécifique capitalisant sur les expériences à l'échelle nationale et internationale pour accompagner le Gouvernement à la réflexion sur le devenir du fond de placement à la SGC	31/12/20	SFR	Non échu	
8	**pge 10**	/	Proposer et signer un avenant pour tenir compte de la situation exceptionnelle liée au COVID pour reporter les échéances du 30 juin 2020.	30/06/20	SFR	100 %	Une note sur le report des échéances de remboursement auprès des Institutions de Finance Rurale (IFR) partenaires du PEA-Jeunes a été envoyée à la SGC le 30 Juin 2020. Elle demandait le report des échéances du 30 juin au 31 décembre 2020. Cette mesure est effective, afin de tenir compte de la situation exceptionnelle de la Covid-19.
9	**pge 10**	**B2310**	Mettre en place un appui pratique des Business coachs pour l'accompagnement pré et post financement des JEA en relation avec les IFR	30/10/20	SFR	50 %	Le PEA-Jeunes apporte l'appui en continu au business coachs lors de chaque descente de terrain. Un manuel rassemblant les guides et procédures de financement des JEA est en préparation.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
10	**pge 10**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	26/06/20	SFR	30 %	Le PEA-Jeunes a pris des dispositions pour que la mise en œuvre des recommandations de la supervision de décembre 2019 se poursuivent, comme recommandé à la supervision partielle de juin 2020.
11	**pge 12**	**A2311 et A2312**	Participer à la formalisation et la signature de la convention de partenariat avec le PAM, ONU FEMMES en appui au programme	30/09/20	SPIF	80 %	La convention avec le PAM a été signée directement entre cette organisation et le FIDA. Le PAM a mis à la disposition du PEA-Jeunes un expert spécialisé en nutrition et des échanges ont été amorcés avec ce dernier en perspective du démarrage de la cohorte 8. S'agissant de la convention avec ONU femmes, un programme d'activités a été élaboré sur deux ans (durée de la convention), assorti d'un plan d'action 2020. Un projet de convention est en cours de discussion entre le PEA-Jeunes et ONU Femmes et la signature sera effective au plus tard le 30 novembre.
12	**pge 12**	**D1413**	Veiller à la mise à jour régulière de la cartographie et sa valorisation comme outil de suivi des entreprises promues par tous les chefs de composantes.	Continu	RSE	80 %	Suite au recrutement des assistants S&E chargés de la supervision de la collecte des données au niveau régional, il était question de procéder à la formation des business coachs devant collecter les données de base nécessaire à l'élaboration de la cartographie. Pour cela, il fallait renforcer les capacités des business coachs à l'utilisation des outils de collecte des données cartographiques. 89 coachs et business coachs principaux ont été formés aussi bien sur le géo-référencement (KoboToolBox) que sur les outils de collecte de données des entreprises des jeunes qu'ils accompagnent. La collecte des données/coordonnées des entreprises a démarré le 19 octobre 2020. La validation des 1ères données est effective pour près de 700 entrepreneurs. Les cartes seront élaborées dès la disponibilité des premières données approuvées. Toutefois, les tensions de trésorerie dont a fait face le Programme ont fortement retardé la réalisation de cette activité.
13	**pge 13**	**C1102**	Faciliter la tenue de l'Assemblée Générale du Réseau des Jeunes Entrepreneurs Agropastoraux et du Réseau des référents et appuyer son fonctionnement et l'élaboration de son propre modèle d'affaires	30/10/20	SDE	80 %	En 2020, des réunions ont été organisées dans tous les 16 bassins d'intervention et ont permis de désigner les 16 représentants des jeunes à raison de 01 représentant par bassin. L'Assemblée Générale Constitutive du Réseau des jeunes entrepreneurs Agropastoraux (REPA-Jeunes) s'est tenue à Ebolowa du 15 au 16 octobre 2020, avec la participation de 66 jeunes entrepreneurs agropastoraux (dont 48 hommes et 18 femmes), représentants les jeunes des 04 régions d'interventions du Programme. L'Assemblée Générale Constitutive a permis la validation des textes de base et l'élection du Bureau Exécutif, composé de 8 membres dont 01 président, 03 vice-présidents (dont 1 par région à l'exception de la région originaire du président), et 04 administrateurs (dont 1 par région). Le Bureau exécutif élu le 16 octobre 2020 est conduit par une Femme. Les travaux de l'AGC se sont déroulés en présence de la Maîtrise conjointe représentée par 03 directions dont DOPA et DEPC du MINADER et DDPIA du MINEPIA. Les dossiers pour la légalisation de l'association ont été composés puis déposés à la préfecture.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
14	**pge 13**	**A3107**	Mettre en œuvre le plan d'action 2020 du partenariat BIT dans le respect des échéances et des mesures de prorogation de l'accord de financement du Programme en cours	31/12/20	SDE	100 %	Le plan d'action 2020 du partenariat avec le BIT a été révisé au 01 octobre 2020 pour tenir compte du contexte de mise en œuvre du Programme (Covid-19) et du délai de mise à disposition des ressources financières. Ce plan d'action est en cours de mise en œuvre.
15	**pge 13**	**/**	Veiller à la diversification de l'offre de service de la plateforme informatique et à l'autonomisation des jeunes dans la création, l'animation de leur identité digitale ainsi que le choix d'autres plateformes digitales de communication sur le secteur agropastoral (Agroptima, Agriopendata, buy for Women…).	26/10/20	SDE	40 %	Un partenariat établi avec ONU Femmes permet au programme de faciliter la connexion des jeunes sur la plateforme de Colibri qui est un important centre de ressource en ligne.
16	**pge 14**	**A2313**	Mettre en place un partenariat entre le MINPMEESA et le MINADER/MINEPIA pour faciliter le processus d'homologation des structures d'incubation partenaires du programme	31/08/20	SPIF	35 %	Un groupe consultatif a été mis en place impliquant le MINPMEESA, le MINADER, le MINEPIA et le MINEFOP pour accompagner le processus de mise à niveau des cellules d'incubation. Des discussions ont été amorcées avec le Directeur des PME au MINPMEESA dans le cadre de ce groupe consultatif pour définir le cadre de collaboration entre le MINADER à travers le PEA-Jeunes et le MINPMEESA. Le groupe consultatif permettra en outre d'encadrer la prise en compte par le PEA-Jeunes des stratégies sectorielles, de ces 4 ministères dans l'exécution du RC des cellules d'incubation.
17	**pge 13**	**C2106**	Transmettre au FIDA les TDR et le plan d'action détaillé de mise en œuvre du partenariat RGAE	31/07/20	RAF	100 %	Les TDR, le plan d'action et le projet de convention ont été transmis au FIDA le 08 juin 2020. La non objection a été obtenu le 14 juin. La signature de la convention s'est déroulée le 22 juin 2020 dans la salle des actes du MINADER, entre le RGAE et le PEA-Jeunes, sous l'encadrement du MINADER et du FIDA
18	**pge 13**	**A3107**	Poursuivre les discussions avec ILC pour la mise en place d'un partenariat ; collaborer avec les Communes, le MINFOF et le MINDCAF.	31/10/20	SDE	40 %	Avec l'appui du BIT, le PEA-Jeunes a lancé une campagne de concertation sur deux thématiques dont l'accès à la terre. Plusieurs acteurs au niveau local participent à cette campagne dans laquelle ILC, le MINDCAF, les autorités locales sont régulièrement conviées. Ces concertations devront aboutir à l'organisation d'une assise spécifique au niveau national et présenter un document de plaidoyer pour faciliter l'accès à la terre pour les jeunes.
19	**pge 14**	**A2313**	Mettre en place un partenariat entre le MINEFOP et le MINADER/MINEPIA pour faciliter le processus d'homologation et la certification des parcours et des référentiels de formation utilisés par le PEA-Jeunes dans le cadre de l'incubation des entrepreneurs	01/01/21	SPIF	30 %	Un groupe consultatif a été mis en place impliquant le MINPMEESA, le MINADER, le MINEPIA et le MINEFOP pour accompagner le processus de mise à niveau des cellules d'incubation. Ce groupe permettra d'encadrer la prise en compte par le PEA-Jeunes des stratégies sectorielles, de ces 4 ministères dans l'exécution du RC des cellules d'incubation.
20	**pge 16**	**A1302**	Poursuivre les actions d'accompagnement spécifiques aux minorités et peuples autochtones à travers les organisations locales ayant un avantage comparatif :	30/11/20	SPIF	100 %	Le programme a contractualisé avec les ONG de facilitation en intégrant dans les contrats des objectifs spécifiques à atteindre pour les peuples autochtones et autres groupes minoritaires. Les facilitateurs dédiés aux aspects genre travaillent sur le terrain en collaboration avec les organisations locales et la plateforme faitière

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
			proposer un parcours adapté à leurs besoins et leurs spécificités sociales				Inclusive Society For Person with Disabilities. Dans la région du Nord-Ouest, les facilitateurs et points focaux incubation ont été réunis et ont proposé des modalités spécifiques d'incubation des peuples Bororos dans le cadre de la cohorte 8. Ils sont au nombre de 20 qui seront incubés en 2020. Le programme a également élaboré des modalités spécifiques pour l'incubation des personnes handicapées sélectionnées dans les régions du Centre et du Sud.
21	**pge 16**	/	Promouvoir des femmes aux postes de responsabilité lors des prochains recrutement : à compétences égales, favoriser la sélection des femmes pour les prochains recrutements	30/11/20	CN	100 %	Suite à la revue du processus de présélection, des candidatures et la shortlist lors de la mission de supervision partielle telle que recommandée par l'ANO du FIDA, le programme a conduit la suite de la procédure avec 02 candidatures féminines. Pendant les tests écrits, pratiques et interviews, 01 seule candidature féminine a répondue présente. Au terme des différentes étapes, l'unique candidature féminine était classée 7ème sur 8 candidats, rendant difficile la possibilité de favoriser l'unique candidature féminine.
22	**pge 16**	**A2313**	Approfondir les échanges avec le MIPROFF et MINAS pour une collaboration en vue de la pérennisation des actions du projet. Tenir des séances de travail avec les directions concernées	30/09/20	SGCGS	40 %	La SGCGS et le SPIF ont rencontré les chefs service en charge des Centres de Promotion de la Femme du MINPROFF pour approfondir les échanges sur les probables axes de collaboration identifiés pendant la mission de supervision. Il a été convenu d'une convention de collaboration pour ce qui est de l'accompagnement technique des CPF à intégrer l'approche par incubation. Le draft de convention est en élaboration en interne au PEA-Jeunes et leur sera soumis la semaine du 08 novembre
23	**pge 14**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	31/12/20	CN	80 %	Les recommandations de la mission de supervision de décembre 2019 sont régulièrement mises en œuvre en 2020, parallèlement à celles de la mission partielle de juin 2020. Un état croisé des recommandations 2019 et 2020 avec les activités du PTBA 2020 a été élaboré et est suivi sur une base mensuelle. Le niveau d'avancement montre un niveau d'exécution progressif.
24	**pge 17**	/	Mettre en place un dispositif de mesure de la productivité (i) évaluation des rendements et du niveau de réduction des pertes le long des filières encadrées et ; (ii) comparaison avec les données régionales et nationales	31/10/20	SDE	100 %	Des fiches de collecte de données mensuelles ont été conçues et mise à la disposition des business coachs. L'Unité S&E et le SDE ont actualisé les outils de S&E au niveau du Business coaching pour prendre en compte cette nécessité de mesure de la productivité des entreprises. Les coachs ont été formés en octobre 2020 sur le remplissage de cet outil. L'outil de chaque coach a été mise à jour avec les jeunes de son portefeuille. La collecte de données via cet outil a démarré en novembre 2020. La consolidation et exploitation des données issues de cette collecte permettra d'apprécier les rendements et le niveau de réduction des pertes post récoltes, puis la comparaison au niveau régional. En attendant, des données collectées sont compilées et analysées à partir des rapports mensuels produits par les coachs.
25	**pge 17**	**A2311**	Insérer des séances de sensibilisation sur la nutrition dans les activités d'incubation et de suivi-accompagnement avec l'appui du PAM et de la FAO	31/12/20	SPIF	40 %	Les termes de référence encadrant cette activité ont été élaborés. Le recrutement d'un consultant est effectif et celui-ci travaille sur un module de sensibilisation à la

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
							nutrition qui sera déroulé en incubation dans le cadre de la cohorte 8. Le module sera également diffusé au sein du réseau des jeunes.
26	**pge 20**	**A3115**	Accélérer la mise en œuvre du plan de renforcement de capacité afin de permettre aux structures de mieux accomplir leur mission, surtout en ce qui concerne la cohorte 8.	31/12/20	SPIF	55 %	Les travaux menés ont abouti au l'obtention de l'ANO du FIDA le 09/06/2020 pour le démarrage du renforcement des capacités. Compte tenu de la pandémie Covid-19 et du plafonnement des décaissements au niveau du FIDA (Rome, division régional et au niveau Hub Cameroun), le PEA-Jeunes a procédé à une 2ème révision de son PTBA. Les ressources minimales disponibles ont orienté l'élaboration d'un plan minimum de renforcement des capacités des SIE en 2020. La mise en œuvre de ce plan minimum a démarré en Septembre 2020 avec l'accompagnement des RH clés des structures d'incubation dans la modélisation de leur incubateur d'entreprises, l'élaboration d'un plan triennal de développement des incubateurs et d'un manuel de procédures administratives et financières. En parallèle, un consultant a été recruté pour élaborer le référentiel de compétences et le référentiel de formation du personnel clé des structures d'incubation (points focaux, personnel fiduciaire, business coachs, Manager/dirigeant…)
27	**pge 21**	**/**	Se référer aux dispositions du DCP qui prévoient la possibilité de libérer l'apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature.	31/12/20	SFR	100 %	Cette recommandation est mise en œuvre en collaboration avec le service financier et concomitamment avec la recommandation 60. Dans ce sens, les biens et leurs valeurs pouvant être valorisés comme apport personnel d'un jeune ont été estimés et analysés de manière participative (avec l'équipe technique et agronomes du Programme), avec avis consultatif du FIDA. La mise en œuvre de cette disposition du DCP est en cours
28	**pge 22**	**A2313**	Veiller à la prise en compte du contrôle et de l'assurance qualité dans le processus d'incubation dans le cadre de la convention en perspective entre les ministères de tutelle et le MINPMEESA.	31/12/20	SPIF	Non échu	
29	**pge 23**	**D1313**	Assurer la relecture de la stratégie de sortie pour prendre en compte les observations de la mission en se focalisant sur les dynamiques, les innovations, les mécanismes endogènes promus, les rôles des ST. Prévoir dans la stratégie de sortie, une proposition pour la dévolution des biens du programme	31/08/20	CN	100 %	Le Programme a procédé à la relecture de la stratégie de sortie. Des séances de travail ont été organisées en interne entre le personnel de l'équipe du Programme pour s'assurer de la prise en compte des observations de la mission de supervision de juin 2020. Le Programme y a intégré effectivement une section proposant la dévolution des biens du PEA-Jeunes. Le Programme a enfin organisé des séances de travail avec le consultant chargé de la finalisation du document final.
30	**pge 24**	**C2503**	Elaborer un plan de capitalisation des innovations contribuant le plus à l'atteinte des objectifs du programme et faciliter le renforcement des capacités des vecteurs potentiels de leur mise en échelle pour une plus grande appropriation	31/10/20	SGCGS	100 %	Le plan de capitalisation avait été élaborée dans le cadre du plan d'actions de gestion des savoirs 2020. Ce plan a été actualisé suite aux recommandations de la mission de supervision partielle de juin 2020. Du fait des aléas (crises et plafonnement financier), la capitalisation en cours porte essentiellement sur le processus d'incubation du PEA-Jeunes. Dans ce sens, l'ONG PROCASUR et l'équipe du PEA-Jeunes se sont réunis les 13 et 14 novembre pendant un atelier de renforcement des capacités des vecteurs potentiels de leur mise en échelle, pour une meilleu appropriation.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
31	**pge 24**	/	Réaliser un suivi spécifique des partenariats en cours avec le secteur privé en vue de les documenter (les avantages organisationnelles, financiers et sociaux) et d'assurer leur mise à l'échelle au profit de nouvelles entreprise de jeunes, dans de nouvelles zones, sur de nouvelles filières etc.	31/10/20	SDE	15 %	Les coachs sont mis à profit pour une identification plus élargie des partenariats possibles dans les bassins d'intervention avec les jeunes. Cette identification sera achevée à la fin du mois de novembre et des actions spécifiques seront envisagées pour la conclusion des partenariats commerciaux avec les jeunes.
32	**pge 25**	/	Etablir des PPP avec les champions pour leur mise à l'échelle de leur modèle. Poursuivre l'Identification des PME et grande entreprise pouvant jouer le rôle d'agrégateur d'entreprise jeune ; et mettre en place un dispositif d'apprentissage pour les imitateurs des modèles réussis (témoignage radio, visites d'expériences etc.)	31/10/20	SDE	15 %	Un groupe de champion dans le secteur de maraîchage a été identifié et un bootcamp est organisé avec les jeunes du pôle maraîcher de Lable pour le partage d'expérience et la construction d'un partenariat durable. D'autres activités sont en cours de préparation avec les jeunes dans le secteur de jus de fruits, et de l'aviculture dans le cadre de la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement.
33	**pge 25**	/	Mettre en œuvre les 3 recommandations de la dernière mission de supervision.	31/12/20	CN	75 %	La supervision de décembre 2019 avait instruit les 03 recommandations suivantes: (1) accélérer l'élaboration participative de la stratégie de sortie, la partager avec le FIDA pour avis, la diffuser et la mettre en œuvre; (2) tenir des rencontres périodiques sur le niveau de mise en œuvre de la stratégie de sortie/désengagement ; (3) Améliorer l'exercice de programmation et de planification des objectifs et résultats annuels du programme par une meilleure caractérisation des actions dans le PTBA afin de faciliter l'appréciation de la démarche vers le progrès dans le temps et (4) ; Renforcer l'unité de suivi-évaluation par le recrutement sur base de procédures en vigueur de 05 Assistants de suivi-évaluation avec des contrats de Consultants pour la CNCG et les URAC. Les recommandations 1, 3 et 3 ont été exécutées. La recommandation 4 est amorcée et sa mise en œuvre se poursuit pour les actions 2020.
34	**pge 26**	**D1308**	Intégrer lors de l'actualisation du PTBA, la contractualisation avec PROCASSUR, afin de déclencher le démarrage des activités de capitalisation	31/08/20	SGCGS	100 %	La révision du PTBA au mois de juillet a permis de prendre en compte l'activité de contractualisation avec PROCASSUR. Cette activité figure bien dans la version du PTBA ayant reçu la non objection du FIDA le 05 août 2020.
35	**pge 26**	**C2503**	Orienter les activités de capitalisation vers les acquis du programme qui concourent le plus à l'atteinte des objectifs du programme en vue de leur mise à l'échelle	30/11/20	SGCGS	100 %	Il s'agit d'une orientation. La recommandation est prise en compte dans les processus de capitalisation qui met en avant les acquis du Programme concourant à l'atteinte de ses objectifs.
36	**pge 26**	**C1103**	Revoir la démarche de promotion et/ou commercialisation à travers Bridge Africa pour une réelle appropriation de cet outil numérique par les jeunes.	01/01/20	SDE	30 %	Des échanges avec Bridge Africa ont permis d'identifier les nouvelles fonctionnalités à intégrer dans la plateforme. Ces réaménagements ont permis de faire une proposition de projet pour un matching found avec GSMA (Global System for Mobile Communications Association). Pour un budget global de 112 millions, le PEA-Jeunes participera pour 15millions. Aussi, la collaboration avec Bridge Africa a permis de mettre sur pieds un programme télé avec le CRTV dénommé (Bizconneckt show)

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
37	**pge 26**	**D1418**	Mettre en place un mécanisme simple de suivi de l'évolution des entreprises et compte d'exploitation par les jeunes promoteurs directement et veiller à son internalisation. (Dispositif d'analyse économique et financière)	31/12/20	SDE	85 %	Des outils de collecte d'information ont été conçus avec l'appui du RSE et intégrés dans la base de données. Les coachs ont été formés sur l'appropriation de l'outil et ont commencé à collecter les informations. Des premiers tests d'analyse des informations collectées se déroulent au mois de novembre.
38	**pge 27**	/	Accélérer le programme d'appui aux jeunes y compris leur mise en relation avec les vendeurs d'intrants et d'équipements et les acheteurs professionnels	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été élaborés dans le cadre de l'animation des bassins pour organiser des concertations au niveau local dans les chaînes de valeurs afin de faciliter la mise en relation des jeunes avec les vendeurs d'intrants et autres acteurs de production et les potentiels acheteurs de leurs produits.
39	**pge 27**	/	Poursuivre l'activité visant l'identification des acheteurs professionnels et assurer leur mise en relation avec les entreprises de jeunes.	31/08/20	SDE	100 %	Dans le cadre de l'appui à l'organisation et à la gestion, les coachs s'appuient sur les outils de marketing proposés par le pack GERME pour accompagner les jeunes à identifier et construire des partenariats fiables avec les acheteurs professionnels. On peut ainsi évoquer les partenariats avec des chaînes hôtelières dont les plus importantes sont : DJEUGA Palace, Hilton Hôtel pour des produits tels que le poulet de chair, le poivre, les produits maraîchers. Avec les grandes surfaces et d'autres chaînes de distribution des produits agroalimentaires tels que les sous-traitants de Guiness, Carrefour, Mahima et autres,... , la connexion se stabilise de plus en plus pour la distribution des produits transformés par les jeunes comme les jus de fruits, le poulet fumé, les saucisses de poulets, les épices et autres produits maraîchers transformés.
40	**pge 28**	/	Réaliser une étude de marché du conseil assortie d'un schémas d'institutionnalisation du Business coaching Appuyer les Business Coach à l'élaboration de leur modèle d'affaire et leur carte de transformation	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été élaborés et un consultant est en cours de recrutement pour mener l'étude.
41	**pge 29**	**D1418**	Mettre à jour le manuel de suivi évaluation suite aux évolutions de l'approche d'accompagnement du projet et des nouveaux outils développés	30/11/20	RSE	50 %	La mise à jour du Manuel de S&E est en cours. L'unité S&E a passé en revue les différents chapitres du manuel. Les travaux sont actuellement au niveau de la prise en compte de l'architecture du système de gestion de la base de données (SGBD) sous Access. La mise à jour sera achevée avec la finalisation de la base de données sur le point Business coaching, dont les coachs n'ont véritablement commencé le remplissage qu'en novembre 2020.
42	**pge 29**	**D1425**	Accélérer la réalisation de l'étude des effets du programme conformément à l'ANO du FIDA	31/12/20	RSE	20 %	Les contrats avec le consultant international et de l'informaticien au niveau local chargés de l'étude sont signés. Suite au rectificatif de l'ANO et qui recommande d'associer la DESA/MINANER à la réalisation de l'étude pour l'appropriation nationale de la démarche, le programme a fait face à de sérieuses contraintes pour s'accorder sur le plan méthodologique et financier avec la DESA, qui a finalement décidé de suspendre sa participation. Toujours dans cette logique d'appropriation nationale, le Programme a sollicité le MINEPIA le 10 août mais à date la proposition de collaboration n'est toujours pas transmise au PEA-Jeunes. L'exécution technique de

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
							cette activité connait quelques défis avec la maitrise d'ouvrage. Le FIDA au regard des retards importants observés depuis l'ANO donné le 29 mai 2020 sur la contractualisation des consultants et l'avis favorable pour un travail en régie avec la DESA, a proposé d'organiser une réunion tripartite avec la maîtrise d'ouvrage (DESA/MINADER), le FIDA et le PEA-Jeunes afin de favoriser un même niveau d'information et de lever d'éventuels blocages. Cette réunion a eu lieu le 08 octobre et a permis d'écouter les 02 parties. Toutefois, la DESA a décliné l'appel du FIDA et du PEA-Jeunes à travailler ensemble pour la continuité de cette importante activité du Programme. Une correspondance a été envoyée à la diligence du ministre en charge de l'agriculture pour des orientations spécifiques à l'avancement de ce dossier. Afin d'accélérer la réalisation de cette étude, le Programme a saisi le FIDA par correspondance du 28 octobre 2020 pour la conduite directe de cette étude en régie avec les consultants comme initialement prévu par l'ANO du 22 mai 2020.
43	**pge 29**	**D1405**	S'approprier les outils informatisés du système de suivi-évaluation en vue du suivi effectif de la mise en œuvre du programme et fournir à l'unité S&E des rétroactions/feedbacks pour les éventuelles améliorations au cas échéant	31/12/20		100 %	Les TDR en vue du renforcement des capacités du personnel sur les outils et l'utilisation pratique de l'application sont élaborés. La formation n'a pas eu lieu, à cause des contraintes financières du Programme. Toutefois, les chefs de composantes ont été renforcés de nouveau sur la prise en main de l'application RUCHE et sur le système de gestion de la base de données. Suite à cette formation, l'interface du SGBD sous Accès a été configurée dans les ordinateurs portables de chaque chef de composante; ce qui donne la possibilité à chaque responsable d'apprécier le niveau de résultats atteints et ceux disponibles, puis de prendre des dispositions nécessaires en vue de disposer de toutes les données indispensables à une analyse stratégique. Sept (07) chefs de composantes ont ainsi été formés et ont actualisé leurs connaissances des outils de suivi-évaluation qu'ils s'approprient.
44	**pge 31**	**D1419**	Prévoir l'acquisition du TOM2PRO WEB dans le PTBA de 2021	30/09/20	RAF	100 %	Une demande de gré-à-gré a été transmise au MINMAP le 03/09/2020. La réponse favorable du MINMAP a permis de solliciter et d'obtenir l'avis de non objection du FIDA, le 17 septembre 2020, pour l'acquisition par gré-à-gré auprès de la société TOMSOFT de la version web du logiciel TOM^{2}PRO. Ce logiciel a été acquis.
45	**pge 31**	**D1405**	Renforcer les capacités des Comptables des Unités Régionales	30/09/20	RAF	100 %	Les termes de référence sont élaborés et validés par le Coordonnateur National. La formation a été organisée du 27 au 30 octobre 2020 à Edéa. Sept (07) personnes ont ainsi été formées dont 04 comptables des Unités Régionales, 01 comptable national, le RAF et l'Assistant administratif au niveau de la coordination.
46	**pge 31**	/	Procéder à la totalité de la saisie des pièces Comptables dans les antennes	30/09/20	RAF	100 %	La saisie des pièces justificatives est effective et tous les justificatifs des partenaires du mois d'octobre sont saisies dans Tom2pro web multi site, suite à l'acquisition et formation des acteurs concernés sur le logiciel.
47	**pge 32**	/	Analyser et apurer Tous les comptes relatifs à la quote-part salariale des fonctionnaires	31/08/20	RAF	25 %	

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
48	**pge 32**	/	Réclamer au Bénéficiaire des relevés bancaire	31/08/20	RAF	100 %	Les relevés bancaires des bénéficiaires sont systématiquement joints parmi les éléments de maturation transmis dans tous les rapports mensuels de chaque business coach. Les structures d'incubation sont également assujettis à ce principe.
49	**pge 32**	/	Réclamer les pièces justificatives relatives aux avances faites aux fournisseurs, et au personnel	30/09/20	RAF	75 %	Les pièces justificatives des avances faites au personnel sont régulièrement rappelées à leur intention lors des réunions hebdomadaires de coordination et trimestrielle. Les compte 47 de chaque personnel sont communiqués à l'occasion. Les justificatifs sont régulièrement fournis.
50	**pge 33**	/	Se conformer aux dispositions de l'accord de financement concernant la mobilisation des fonds de contrepartie.	31/12/20	RAF	80 %	Le Programme a déjà amené la Maitrise d'Ouvrage conjoint à prévoir environ 90 millions dans le cadre des FCP 2021, contre environ 30 millions mobilisés par le PEA-Jeunes au niveau du ministère de l'économie. Au regard de la gravité croissante de la faible dotation du Programme en FCP, le PEA-Jeunes a adressé directement au MINEPAT lors des conférences budgétaires 2021, une requête spéciale afin de pouvoir contribuer à l'exécution des activités finançables uniquement sur FCP.
51	**pge 34**	/	S'assurer de la validité des offres avant la signature des contrats et demander leur prorogation en cas de besoin	30/06/20	SPM	100 %	La mise en œuvre de cette recommandation s'est poursuivie tout au long du 2ème semestre. Le SPM veille désormais et systématique à la validité de chaque offre avant la signature du contrat y découlant.
52	**pge 34**	/	Améliorer la performance en matière d'acquisitions sur Bon de commande afin qu'il soit plus en conformité avec les principes de passation des marchés	26/06/20	SPM	75 %	Recommandation continue. Il est envisagé d'apporter des améliorations au manuel des procédures pour une meilleure qualité d'acquisition sur Bon de Commande.
53	**pge 34**	**A1207**	Finaliser la distribution des kits COVID-19 et transmettre au FIDA un rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de riposte contre la COVID-19 en y joignant les différentes décharges des bénéficiaires	31/08/20	RAF	100 %	Le Programme a paracheveé la distribution du kit covid-19 au niveau des bénéficiaires de chaque région. Le rapport donnant l'état de distribution de ce kit a été finalisé et transmis au FIDA le 03 septembre 2020.
54	**pge 34**	**D1308**	Mettre à jour le PTBA et le PPM 2020 et solliciter l'ANO du FIDA	31/07/20	RSE	100 %	Un atelier de révision du PTBA 2020 a été organisé du 02 au 04 juillet 2020 à Kribi. Il a permis d'harmoniser la compréhension des recommandations de la supervision du 15-26 juin 2020. Ensuite, l'équipe du Programme a répertorié les activités non initialement planifiées mais exécutées avec l'ANO du FIDA, les nouvelles activités pertinentes induites ou non par les recommandations de la supervision sus visée, puis, a procédé à leur intégration dans le PTBA 2020. Les ajustements du document ont permis la révision du narratif, de la cohérence des activités, des résultats annuels et la budgétisation. Un PPM tenant compte de ces ajustements a été élaboré et sera mis à jour mensuellement pendant l'implémentation du PTBA révisé. A l'issu de cette révision, un état de synthèse des changements majeurs a été élaboré pour une appréciation rapide du nouveau PTBA au niveau du FIDA. Le PTBA révisé a été posté dans Notus le 21 juillet pour requérir la non objection que le FIDA a accordé le 05/08/2020.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
55	**pge 37**	**/**	Prendre des dispositions spécifiques pour appuyer l'installation des producteurs de semences végétales et des poussins d'un jour. Accompagner le processus par un partenariat direct avec l'Institut Camerounais de recherche et soutenir l'homologation.	26/12/20	CN	20 %	Cette activité sera mise en œuvre en suscitant lors de l'incubation de la cohorte 8, l'entrée de jeunes dans le maillon de production des semences ou de poussins d'un jour.
56	**pge 37**	**A1101**	Au regard des contraintes exprimées à tous les niveaux, la réactualisation de l'étude réalisée depuis 6 ans sur les filières s'avère nécessaire afin de porter un regard précis sur les difficultés le long des différents maillons et proposer des mesures adéquates	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été réaménagés. A cause du plafonnement des ressources au niveau du FIDA, des consultants seront recrutés dans les prochains jours pour pouvoir mener l'étude en début 2021.
57	**pge 37**	**/**	Conduire une réflexion sur la mise en place d'un mécanisme de résistance aux chocs afin de contribuer à plus de durabilité des entreprises (stratégie pour résorber les productions non commercialisées, mécanisme d'assurance, etc.)	31/12/20	CN	100 %	Le Programme a en 2020 initié un processus d'abord sur la remédiation visant à soutenir les entreprises en difficulté. Cette démarche n'a pas prospéré, du au fait que la mise en place du Comité interministériel devant évaluer les besoins des entreprises, n'a pas reçu l'avis favorable du Premier Ministère du Cameroun. Outre cette démarche, le PEA-Jeunes dans le cadre de son plan de riposte additionnel à la Covid-19, a conduit une étude sur la perception des effets de cette pandémie sur les entreprises. Le plan de riposte prévoit la mise à disposition des jeunes des appuis complémentaires d'atténuation des chocs externes (liés à la Covid-19) et pour faciliter la mise en marché des productions. Le PEA-Jeunes accompagne également le MINADER/MINEPIA dans la mise en œuvre d'autres appuis de résistance aux chocs par les entrepreneurs ruraux.

ETAT DETAILLE D'EXECUTION

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
1	**pge 8**	/	Suppression du facilitateur indépendant pour le bassin Bafia-Ombessa-Bokito et le rattachement de ce bassin aux activités du facilitateur du bassin Ntui-Mbangassina sous la responsabilité de SAILD.	31/07/20	SPIF	100 %	Le bassin de Bafia-Ombessa-Bokito a effectivement été rattaché au Bassin de Ntui-Mbangassina. Les termes de référence de la facilitation dans les deux bassins ont été actualisés et l'ONG SAILD a ensuite été sensibilisée sur cette nouvelle donne et la tenue conséquente des outils de suivi-évaluation à l'étape facilitation.
2	**pge 8**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	Continu	SPIF	90 %	La mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (13 au 26 décembre 2019) s'est poursuivie de juillet 2020 à date (15 Nov 2020).
3	**pge 9**	**B2402**	Former les agents des IFR et améliorer des outils d'analyse du cycle crédit agricole, fiches technico-économique et de risque.	31/10/20	SFR	15 %	Des termes de référence sont rédigés et le processus de recrutement d'un consultant est engagé.
4	**pge 10**	**B2308**	Mettre en place un dispositif de prise en charge des agents de crédit des IFR. Négocier des contrats d'objectifs avec les IFR, définir des règles de calcul de prise en charge, suivre effectivement des contrats	31/10/20	SFR	25 %	La note technique est élaborée et est en cours de validation interne. Elle permettra le déroulement de la démarche prévue.
5	**pge 10**	**B2106**	Concerter les pouvoirs publics et les acteurs financiers, préparer le document du Plan de sortie sur le mécanisme de refinancement en cours avec le mécanisme retenu	31/12/20	SFR	30 %	Des termes de référence sont disponibles et le processus de recrutement du consultant engagé.
6	**pge 10**		Réviser les schémas de refinancement et de partage des risques ; préparer un avenant pour assurer le respect règles comptables	31/07/20	SFR	20 %	Des termes de référence sont disponibles et le processus de recrutement de consultant engagé.
7	**pge 10**	**B2307**	Commettre une étude spécifique capitalisant sur les expériences à l'échelle nationale et internationale pour accompagner le Gouvernement à la réflexion sur le devenir du fond de placement à la SGC	31/12/20	SFR	Non échu	
8	**pge 10**	/	Proposer et signer un avenant pour tenir compte de la situation exceptionnelle liée au COVID pour reporter les échéances du 30 juin 2020.	30/06/20	SFR	100 %	Une note sur le report des échéances de remboursement auprès des Institutions de Finance Rurale (IFR) partenaires du PEA-Jeunes a été envoyée à la SGC le 30 Juin 2020. Elle demandait le report des échéances du 30 juin au 31 décembre 2020. Cette mesure est effective, afin de tenir compte de la situation exceptionnelle de la Covid-19.
9	**pge 10**	**B2310**	Mettre en place un appui pratique des Business coachs pour l'accompagnement pré et post financement des JEA en relation avec les IFR	30/10/20	SFR	50 %	Le PEA-Jeunes apporte l'appui en continu au business coachs lors de chaque descente de terrain. Un manuel rassemblant les guides et procédures de financement des JEA est en préparation.
10	**pge 10**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	26/06/20	SFR	30 %	Le PEA-Jeunes a pris des dispositions pour que la mise en œuvre des recommandations de la supervision de décembre 2019 se poursuivent, comme recommandé à la supervision partielle de juin 2020.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
11	**pge 12**	**A2311 et A2312**	Participer à la formalisation et la signature de la convention de partenariat avec le PAM, ONU FEMMES en appui au programme	30/09/20	SPIF	80 %	La convention avec le PAM a été signée directement entre cette organisation et le FIDA. Le PAM a mis à la disposition du PEA-Jeunes un expert spécialisé en nutrition et des échanges ont été amorcés avec ce dernier en perspective du démarrage de la cohorte 8. S'agissant de la convention avec ONU femmes, un programme d'activités a été élaboré sur deux ans (durée de la convention), assorti d'un plan d'action 2020. Un projet de convention est en cours de discussion entre le PEA-Jeunes et ONU Femmes et la signature sera effective au plus tard le 30 novembre.
12	**pge 12**	**D1413**	Veiller à la mise à jour régulière de la cartographie et sa valorisation comme outil de suivi des entreprises promues par tous les chefs de composantes.	Continu	RSE	80 %	Suite au recrutement des assistants S&E chargés de la supervision de la collecte des données au niveau régional, il était question de procéder à la formation des business coachs devant collecter les données de base nécessaire à l'élaboration de la cartographie. Pour cela, il fallait renforcer les capacités des business coachs à l'utilisation des outils de collecte des données cartographiques. 89 coachs et business coachs principaux ont été formés aussi bien sur le géoréférencement (KoboToolBox) que sur les outils de collecte de données des entreprises des jeunes qu'ils accompagnent. La collecte des données/coordonnées des entreprises a démarré le 19 octobre 2020. La validation des 1ères données est effective pour près de 700 entrepreneurs. Les cartes seront élaborées dès la disponibilité des premières données approuvées. Toutefois, les tensions de trésorerie dont a fait face le Programme ont fortement retardé la réalisation de cette activité.
13	**pge 13**	**C1102**	Faciliter la tenue de l'Assemblée Générale du Réseau des Jeunes Entrepreneurs Agropastoraux et du Réseau des référents et appuyer son fonctionnement et l'élaboration de son propre modèle d'affaires	30/10/20	SDE	80 %	En 2020, des réunions ont été organisées dans tous les 16 bassins d'intervention et ont permis de désigner les 16 représentants des jeunes à raison de 01 représentant par bassin. L'Assemblée Générale Constitutive du Réseau des jeunes entrepreneurs Agropastoraux (REPA-Jeunes) s'est tenue à Ebolowa du 15 au 16 octobre 2020, avec la participation de 66 jeunes entrepreneurs agropastoraux (dont 48 hommes et 18 femmes), représentants les jeunes des 04 régions d'interventions du Programme. L'Assemblée Générale Constitutive a permis la validation des textes de base et l'élection du Bureau Exécutif, composé de 8 membres dont 01 président, 03 vice-présidents (dont 1 par région à l'exception de la région originaire du président), et 04 administrateurs (dont 1 par région). Le Bureau exécutif élu le 16 octobre 2020 est conduit par une Femme. Les travaux de l'AGC se sont déroulés en présence de la Maîtrise conjointe représentée par 03 directions dont DOPA et DEPC du MINADER et DDPIA du MINEPIA. Les dossiers pour la légalisation de l'association ont été composés puis déposés à la préfecture.
14	**pge 13**	**A3107**	Mettre en œuvre le plan d'action 2020 du partenariat BIT dans le respect des échéances et des mesures de prorogation de l'accord de financement du Programme en cours	31/12/20	SDE	100 %	Le plan d'action 2020 du partenariat avec le BIT a été révisé au 01 octobre 2020 pour tenir compte du contexte de mise en œuvre du Programme (Covid-19) et du délai de mise à disposition des ressources financières. Ce plan d'action est en cours de mise en œuvre.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
15	**pge 13**	/	Veiller à la diversification de l'offre de service de la plateforme informatique et à l'autonomisation des jeunes dans la création, l'animation de leur identité digitale ainsi que le choix d'autres plateformes digitales de communication sur le secteur agropastoral (Agroptima, Agriopendata, buy for Women…).	26/10/20	SDE	40 %	Un partenariat établi avec ONU Femmes permet au programme de faciliter la connexion des jeunes sur la plateforme de Colibri qui est un important centre de ressource en ligne.
16	**pge 14**	**A2313**	Mettre en place un partenariat entre le MINPMEESA et le MINADER/MINEPIA pour faciliter le processus d'homologation des structures d'incubation partenaires du programme	31/08/20	SPIF	35 %	Un groupe consultatif a été mis en place impliquant le MINPMEESA, le MINADER, le MINEPIA et le MINEFOP pour accompagner le processus de mise à niveau des cellules d'incubation. Des discussions ont été amorcées avec le Directeur des PME au MINPMEESA dans le cadre de ce groupe consultatif pour définir le cadre de collaboration entre le MINADER à travers le PEA-Jeunes et le MINPMEESA. Le groupe consultatif permettra en outre d'encadrer la prise en compte par le PEA-Jeunes des stratégies sectorielles, de ces 4 ministères dans l'exécution du RC des cellules d'incubation.
17	**pge 13**	**C2106**	Transmettre au FIDA les TDR et le plan d'action détaillé de mise en œuvre du partenariat RGAE	31/07/20	RAF	100 %	Les TDR, le plan d'action et le projet de convention ont été transmis au FIDA le 08 juin 2020. La non objection a été obtenu le 14 juin. La signature de la convention s'est déroulée le 22 juin 2020 dans la salle des actes du MINADER, entre le RGAE et le PEA-Jeunes, sous l'encadrement du MINADER et du FIDA
18	**pge 13**	**A3107**	Poursuivre les discussions avec ILC pour la mise en place d'un partenariat ; collaborer avec les Communes, le MINFOF et le MINDCAF.	31/10/20	SDE	40 %	Avec l'appui du BIT, le PEA-Jeunes a lancé une campagne de concertation sur deux thématiques dont l'accès à la terre. Plusieurs acteurs au niveau local participent à cette campagne dans laquelle ILC, le MINDCAF, les autorités locales sont régulièrement conviées. Ces concertations devront aboutir à l'organisation d'une assise spécifique au niveau national et présenter un document de plaidoyer pour faciliter l'accès à la terre pour les jeunes.
19	**pge 14**	**A2313**	Mettre en place un partenariat entre le MINEFOP et le MINADER/MINEPIA pour faciliter le processus d'homologation et la certification des parcours et des référentiels de formation utilisés par le PEA-Jeunes dans le cadre de l'incubation des entrepreneurs	01/01/21	SPIF	30 %	Un groupe consultatif a été mis en place impliquant le MINPMEESA, le MINADER, le MINEPIA et le MINEFOP pour accompagner le processus de mise à niveau des cellules d'incubation. Ce groupe permettra d'encadrer la prise en compte par le PEA-Jeunes des stratégies sectorielles, de ces 4 ministères dans l'exécution du RC des cellules d'incubation.
20	**pge 16**	**A1302**	Poursuivre les actions d'accompagnement spécifiques aux minorités et peuples autochtones à travers les organisations locales ayant un avantage comparatif : proposer un parcours adapté à leurs besoins et leurs spécificités sociales	30/11/20	SPIF	100 %	Le programme a contractualisé avec les ONG de facilitation en intégrant dans les contrats des objectifs spécifiques à atteindre pour les peuples autochtones et autres groupes minoritaires. Les facilitateurs dédiés aux aspects genre travaillent sur le terrain en collaboration avec les organisations locales et la plateforme faitière Inclusive Society For Person with Disabilities. Dans la région du Nord-Ouest, les facilitateurs et points focaux incubation ont été réunis et ont proposé des modalités spécifiques d'incubation des peuples Bororos dans le cadre de la cohorte 8. Ils sont au nombre de 20 qui seront incubés en 2020. Le programme a également élaboré des

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
							modalités spécifiques pour l'incubation des personnes handicapées sélectionnées dans les régions du Centre et du Sud.
21	**pge 16**	/	Promouvoir des femmes aux postes de responsabilité lors des prochains recrutement : à compétences égales, favoriser la sélection des femmes pour les prochains recrutements	30/11/20	CN	100 %	Suite à la revue du processus de présélection, des candidatures et la shortlist lors de la mission de supervision partielle telle que recommandée par l'ANO du FIDA, le programme a conduit la suite de la procédure avec 02 candidatures féminines. Pendant les tests écrits, pratiques et interviews, 01 seule candidature féminine a répondue présente. Au terme des différentes étapes, l'unique candidature féminine était classée 7ème sur 8 candidats, rendant difficile la possibilité de favoriser l'unique candidature féminine.
22	**pge 16**	**A2313**	Approfondir les échanges avec le MIPROFF et MINAS pour une collaboration en vue de la pérennisation des actions du projet. Tenir des séances de travail avec les directions concernées	30/09/20	SGCGS	40 %	La SGCGS et le SPIF ont rencontré les chefs service en charge des Centres de Promotion de la Femme du MINPROFF pour approfondir les échanges sur les probables axes de collaboration identifiés pendant la mission de supervision. Il a été convenu d'une convention de collaboration pour ce qui est de l'accompagnement technique des CPF à intégrer l'approche par incubation. Le draft de convention est en élaboration en interne au PEA-Jeunes et leur sera soumis la semaine du 08 novembre
23	**pge 14**	/	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision (DMS) de 2019	31/12/20	CN	80 %	Les recommandations de la mission de supervision de décembre 2019 sont régulièrement mises en œuvre en 2020, parallèlement à celles de la mission partielle de juin 2020. Un état croisé des recommandations 2019 et 2020 avec les activités du PTBA 2020 a été élaboré et est suivi sur une base mensuelle. Le niveau d'avancement montre un niveau d'exécution progressif.
24	**pge 17**	/	Mettre en place un dispositif de mesure de la productivité (i) évaluation des rendements et du niveau de réduction des pertes le long des filières encadrées et ; (ii) comparaison avec les données régionales et nationales	31/10/20	SDE	100 %	Des fiches de collecte de données mensuelles ont été conçues et mise à la disposition des business coachs. L'Unité S&E et le SDE ont actualisé les outils de S&E au niveau du Business coaching pour prendre en compte cette nécessité de mesure de la productivité des entreprises. Les coachs ont été formés en octobre 2020 sur le remplissage de cet outil. L'outil de chaque coach a été mise à jour avec les jeunes de son portefeuille. La collecte de données via cet outil a démarré en novembre 2020. La consolidation et exploitation des données issues de cette collecte permettra d'apprécier les rendements et le niveau de réduction des pertes post récoltes, puis la comparaison au niveau régional. En attendant, des données collectées sont compilées et analysées à partir des rapports mensuels produits par les coachs.
25	**pge 17**	**A2311**	Insérer des séances de sensibilisation sur la nutrition dans les activités d'incubation et de suivi-accompagnement avec l'appui du PAM et de la FAO	31/12/20	SPIF	40 %	Les termes de référence encadrant cette activité ont été élaborés. Le recrutement d'un consultant est effectif et celui-ci travaille sur un module de sensibilisation à la nutrition qui sera déroulé en incubation dans le cadre de la cohorte 8. Le module sera également diffusé au sein du réseau des jeunes.
26	**pge 20**	**A3115**	Accélérer la mise en œuvre du plan de renforcement de capacité afin de permettre aux structures de mieux	31/12/20	SPIF	55 %	Les travaux menés ont abouti au l'obtention de l'ANO du FIDA le 09/06/2020 pour le démarrage du renforcement des capacités. Compte tenu de la pandémie Covid-19 et du plafonnement des décaissements au niveau du FIDA (Rome, division régional et au

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
			accomplir leur mission, surtout en ce qui concerne la cohorte 8.				niveau Hub Cameroun), le PEA-Jeunes a procédé à une 2ème révision de son PTBA. Les ressources minimales disponibles ont orienté l'élaboration d'un plan minimum de renforcement des capacités des SIE en 2020. La mise en œuvre de ce plan minimum a démarré en Septembre 2020 avec l'accompagnement des RH clés des structures d'incubation dans la modélisation de leur incubateur d'entreprises, l'élaboration d'un plan triennal de développement des incubateurs et d'un manuel de procédures administratives et financières. En parallèle, un consultant a été recruté pour élaborer le référentiel de compétences et le référentiel de formation du personnel clé des structures d'incubation (points focaux, personnel fiduciaire, business coachs, Manager/dirigeant…)
27	**pge 21**	/	Se référer aux dispositions du DCP qui prévoient la possibilité de libérer l'apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature.	31/12/20	SFR	100 %	Cette recommandation est mise en œuvre en collaboration avec le service financier et concomitamment avec la recommandation 60. Dans ce sens, les biens et leurs valeurs pouvant être valorisés comme apport personnel d'un jeune ont été estimés et analysés de manière participative (avec l'équipe technique et agronomes du Programme), avec avis consultatif du FIDA. La mise en œuvre de cette disposition du DCP est en cours
28	**pge 22**	**A2313**	Veiller à la prise en compte du contrôle et de l'assurance qualité dans le processus d'incubation dans le cadre de la convention en perspective entre les ministères de tutelle et le MINPMEESA.	31/12/20	SPIF	Non échu	
29	**pge 23**	**D1313**	Assurer la relecture de la stratégie de sortie pour prendre en compte les observations de la mission en se focalisant sur les dynamiques, les innovations, les mécanismes endogènes promus, les rôles des ST. Prévoir dans la stratégie de sortie, une proposition pour la dévolution des biens du programme	31/08/20	CN	100 %	Le Programme a procédé à la relecture de la stratégie de sortie. Des séances de travail ont été organisées en interne entre le personnel de l'équipe du Programme pour s'assurer de la prise en compte des observations de la mission de supervision de juin 2020. Le Programme y a intégré effectivement une section proposant la dévolution des biens du PEA-Jeunes. Le Programme a enfin organisé des séances de travail avec le consultant chargé de la finalisation du document final.
30	**pge 24**	**C2503**	Elaborer un plan de capitalisation des innovations contribuant le plus à l'atteinte des objectifs du programme et faciliter le renforcement des capacités des vecteurs potentiels de leur mise en échelle pour une plus grande appropriation	31/10/20	SGCGS	100 %	Le plan de capitalisation avait été élaborée dans le cadre du plan d'actions de gestion des savoirs 2020. Ce plan a été actualisé suite aux recommandations de la mission de supervision partielle de juin 2020. Du fait des aléas (crises et plafonnement financier), la capitalisation en cours porte essentiellement sur le processus d'incubation du PEA-Jeunes. Dans ce sens, l'ONG PROCASUR et l'équipe du PEA-Jeunes se sont réunis les 13 et 14 novembre pendant un atelier de renforcement des capacités des vecteurs potentiels de leur mise en échelle, pour une meilleu appropriation.
31	**pge 24**	/	Réaliser un suivi spécifique des partenariats en cours avec le secteur privé en vue de les documenter (les avantages organisationnelles, financiers et sociaux) et d'assurer leur mise à l'échelle au profit de nouvelles	31/10/20	SDE	15 %	Les coachs sont mis à profit pour une identification plus élargie des partenariats possibles dans les bassins d'intervention avec les jeunes. Cette identification sera achevée à la fin du mois de novembre et des actions spécifiques seront envisagées pour la conclusion des partenariats commerciaux avec les jeunes.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
			entreprise de jeunes, dans de nouvelles zones, sur de nouvelles filières etc.				
32	**pge 25**	/	Etablir des PPP avec les champions pour leur mise à l'échelle de leur modèle. Poursuivre l'Identification des PME et grande entreprise pouvant jouer le rôle d'agrégateur d'entreprise jeune ; et mettre en place un dispositif d'apprentissage pour les imitateurs des modèles réussis (témoignage radio, visites d'expériences etc.)	31/10/20	SDE	15 %	Un groupe de champion dans le secteur de maraîchage a été identifié et un bootcamp est organisé avec les jeunes du pôle maraîcher de Lable pour le partage d'expérience et la construction d'un partenariat durable. D'autres activités sont en cours de préparation avec les jeunes dans le secteur de jus de fruits, et de l'aviculture dans le cadre de la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement.
33	**pge 25**	/	Mettre en œuvre les 3 recommandations de la dernière mission de supervision.	31/12/20	CN	75 %	La supervision de décembre 2019 avait instruit les 03 recommandations suivantes: (1) accélérer l'élaboration participative de la stratégie de sortie, la partager avec le FIDA pour avis, la diffuser et la mettre en œuvre; (2) tenir des rencontres périodiques sur le niveau de mise en œuvre de la stratégie de sortie/désengagement ; (3) Améliorer l'exercice de programmation et de planification des objectifs et résultats annuels du programme par une meilleure caractérisation des actions dans le PTBA afin de faciliter l'appréciation de la démarche vers le progrès dans le temps et (4) ; Renforcer l'unité de suivi-évaluation par le recrutement sur base de procédures en vigueur de 05 Assistants de suivi-évaluation avec des contrats de Consultants pour la CNCG et les URAC. Les recommandations 1, 3 et 3 ont été exécutées. La recommandation 4 est amorcée et sa mise en œuvre se poursuit pour les actions 2020.
34	**pge 26**	**D1308**	Intégrer lors de l'actualisation du PTBA, la contractualisation avec PROCASSUR, afin de déclencher le démarrage des activités de capitalisation	31/08/20	SGCGS	100 %	La révision du PTBA au mois de juillet a permis de prendre en compte l'activité de contractualisation avec PROCASSUR. Cette activité figure bien dans la version du PTBA ayant reçu la non objection du FIDA le 05 août 2020.
35	**pge 26**	**C2503**	Orienter les activités de capitalisation vers les acquis du programme qui concourent le plus à l'atteinte des objectifs du programme en vue de leur mise à l'échelle	30/11/20	SGCGS	100 %	Il s'agit d'une orientation. La recommandation est prise en compte dans les processus de capitalisation qui met en avant les acquis du Programme concourant à l'atteinte de ses objectifs.
36	**pge 26**	**C1103**	Revoir la démarche de promotion et/ou commercialisation à travers Bridge Africa pour une réelle appropriation de cet outil numérique par les jeunes.	01/01/20	SDE	30 %	Des échanges avec Bridge Africa ont permis d'identifier les nouvelles fonctionnalités à intégrer dans la plateforme. Ces réaménagements ont permis de faire une proposition de projet pour un matching found avec GSMA (Global System for Mobile Communications Association). Pour un budget global de 112 millions, le PEA-Jeunes participera pour 15millions. Aussi, la collaboration avec Bridge Africa a permis de mettre sur pieds un programme télé avec le CRTV dénommé (Bizconneckt show)
37	**pge 26**	**D1418**	Mettre en place un mécanisme simple de suivi de l'évolution des entreprises et compte d'exploitation par les jeunes promoteurs directement et veiller à son internalisation. (Dispositif d'analyse économique et financière)	31/12/20	SDE	85 %	Des outils de collecte d'information ont été conçus avec l'appui du RSE et intégrés dans la base de données. Les coachs ont été formés sur l'appropriation de l'outil et ont commencé à collecter les informations. Des premiers tests d'analyse des informations collectées se déroulent au mois de novembre.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
38	**pge 27**	/	Accélérer le programme d'appui aux jeunes y compris leur mise en relation avec les vendeurs d'intrants et d'équipements et les acheteurs professionnels	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été élaborés dans le cadre de l'animation des bassins pour organiser des concertations au niveau local dans les chaînes de valeurs afin de faciliter la mise en relation des jeunes avec les vendeurs d'intrants et autres acteurs de production et les potentiels acheteurs de leurs produits.
39	**pge 27**	/	Poursuivre l'activité visant l'identification des acheteurs professionnels et assurer leur mise en relation avec les entreprises de jeunes.	31/08/20	SDE	100 %	Dans le cadre de l'appui à l'organisation et à la gestion, les coachs s'appuient sur les outils de marketing proposés par le pack GERME pour accompagner les jeunes à identifier et construire des partenariats fiables avec les acheteurs professionnels. On peut ainsi évoquer les partenariats avec des chaînes hôtelières dont les plus importantes sont : DJEUGA Palace, Hilton Hôtel pour des produits tels que le poulet de chair, le poivre, les produits maraîchers. Avec les grandes surfaces et d'autres chaînes de distribution des produits agroalimentaires tels que les sous-traitants de Guiness, Carrefour, Mahima et autres,... , la connexion se stabilise de plus en plus pour la distribution des produits transformés par les jeunes comme les jus de fruits, le poulet fumé, les saucisses de poulets, les épices et autres produits maraîchers transformés.
40	**pge 28**	/	Réaliser une étude de marché du conseil assortie d'un schémas d'institutionnalisation du Business coaching Appuyer les Business Coach à l'élaboration de leur modèle d'affaire et leur carte de transformation	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été élaborés et un consultant est en cours de recrutement pour mener l'étude.
41	**pge 29**	**D1418**	Mettre à jour le manuel de suivi évaluation suite aux évolutions de l'approche d'accompagnement du projet et des nouveaux outils développés	30/11/20	RSE	50 %	La mise à jour du Manuel de S&E est en cours. L'unité S&E a passé en revue les différents chapitres du manuel. Les travaux sont actuellement au niveau de la prise en compte de l'architecture du système de gestion de la base de données (SGBD) sous Access. La mise à jour sera achevée avec la finalisation de la base de données sur le point Business coaching, dont les coachs n'ont véritablement commencé le remplissage qu'en novembre 2020.
42	**pge 29**	**D1425**	Accélérer la réalisation de l'étude des effets du programme conformément à l'ANO du FIDA	31/12/20	RSE	20 %	Les contrats avec le consultant international et de l'informaticien au niveau local chargés de l'étude sont signés. Suite au rectificatif de l'ANO et qui recommande d'associer la DESA/MINANER à la réalisation de l'étude pour l'appropriation nationale de la démarche, le programme a fait face à de sérieuses contraintes pour s'accorder sur le plan méthodologique et financier avec la DESA, qui a finalement décidé de suspendre sa participation. Toujours dans cette logique d'appropriation nationale, le Programme a sollicité le MINEPIA le 10 août mais à date la proposition de collaboration n'est toujours pas transmise au PEA-Jeunes. L'exécution technique de cette activité connait quelques défis avec la maitrise d'ouvrage. Le FIDA au regard des retards importants observés depuis l'ANO donné le 29 mai 2020 sur la contractualisation des consultants et l'avis favorable pour un travail en régie avec la DESA, a proposé d'organiser une réunion tripartite avec la maîtrise d'ouvrage (DESA/MINADER), le FIDA et le PEA-Jeunes afin de favoriser un même niveau

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
							d'information et de lever d'éventuels blocages. Cette réunion a eu lieu le 08 octobre et a permis d'écouter les 02 parties. Toutefois, la DESA a décliné l'appel du FIDA et du PEA-Jeunes à travailler ensemble pour la continuité de cette importante activité du Programme. Une correspondance a été envoyée à la diligence du ministre en charge de l'agriculture pour des orientations spécifiques à l'avancement de ce dossier. Afin d'accélérer la réalisation de cette étude, le Programme a saisi le FIDA par correspondance du 28 octobre 2020 pour la conduite directe de cette étude en régie avec les consultants comme initialement prévu par l'ANO du 22 mai 2020.
43	**pge 29**	**D1405**	S'approprier les outils informatisés du système de suivi-évaluation en vue du suivi effectif de la mise en œuvre du programme et fournir à l'unité S&E des rétroactions/feedbacks pour les éventuelles améliorations au cas échéant	31/12/20		100 %	Les TDR en vue du renforcement des capacités du personnel sur les outils et l'utilisation pratique de l'application sont élaborés. La formation n'a pas eu lieu, à cause des contraintes financières du Programme. Toutefois, les chefs de composantes ont été renforcés de nouveau sur la prise en main de l'application RUCHE et sur le système de gestion de la base de données. Suite à cette formation, l'interface du SGBD sous Accès a été configurée dans les ordinateurs portables de chaque chef de composante; ce qui donne la possibilité à chaque responsable d'apprécier le niveau de résultats atteints et ceux disponibles, puis de prendre des dispositions nécessaires en vue de disposer de toutes les données indispensables à une analyse stratégique. Sept (07) chefs de composantes ont ainsi été formés et ont actualisé leurs connaissances des outils de suivi-évaluation qu'ils s'approprient.
44	**pge 31**	**D1419**	Prévoir l'acquisition du TOM2PRO WEB dans le PTBA de 2021	30/09/20	RAF	100 %	Une demande de gré-à-gré a été transmise au MINMAP le 03/09/2020. La réponse favorable du MINMAP a permis de solliciter et d'obtenir l'avis de non objection du FIDA, le 17 septembre 2020, pour l'acquisition par gré-à-gré auprès de la société TOMSOFT de la version web du logiciel TOM^{2}PRO. Ce logiciel a été acquis.
45	**pge 31**	**D1405**	Renforcer les capacités des Comptables des Unités Régionales	30/09/20	RAF	100 %	Les termes de référence sont élaborés et validés par le Coordonnateur National. La formation a été organisée du 27 au 30 octobre 2020 à Edéa. Sept (07) personnes ont ainsi été formées dont 04 comptables des Unités Régionales, 01 comptable national, le RAF et l'Assistant administratif au niveau de la coordination.
46	**pge 31**	/	Procéder à la totalité de la saisie des pièces Comptables dans les antennes	30/09/20	RAF	100 %	La saisie des pièces justificatives est effective et tous les justificatifs des partenaires du mois d'octobre sont saisies dans Tom2pro web multi site, suite à l'acquisition et formation des acteurs concernés sur le logiciel.
47	**pge 32**	/	Analyser et apurer Tous les comptes relatifs à la quote-part salariale des fonctionnaires	31/08/20	RAF	25 %	
48	**pge 32**	/	Réclamer au Bénéficiaire des relevés bancaire	31/08/20	RAF	100 %	Les relevés bancaires des bénéficiaires sont systématiquement joints parmi les éléments de maturation transmis dans tous les rapports mensuels de chaque business coach. Les structures d'incubation sont également assujettis à ce principe.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
49	**pge 32**	/	Réclamer les pièces justificatives relatives aux avances faites aux fournisseurs, et au personnel	30/09/20	RAF	75 %	Les pièces justificatives des avances faites au personnel sont régulièrement rappelées à leur intention lors des réunions hebdomadaires de coordination et trimestrielle. Les compte 47 de chaque personnel sont communiqués à l'occasion. Les justificatifs sont régulièrement fournis.
50	**pge 33**	/	Se conformer aux dispositions de l'accord de financement concernant la mobilisation des fonds de contrepartie.	31/12/20	RAF	80 %	Le Programme a déjà amené la Maitrise d'Ouvrage conjoint à prévoir environ 90 millions dans le cadre des FCP 2021, contre environ 30 millions mobilisés par le PEA-Jeunes au niveau du ministère de l'économie. Au regard de la gravité croissante de la faible dotation du Programme en FCP, le PEA-Jeunes a adressé directement au MINEPAT lors des conférences budgétaires 2021, une requête spéciale afin de pouvoir contribuer à l'exécution des activités finançables uniquement sur FCP.
51	**pge 34**	/	S'assurer de la validité des offres avant la signature des contrats et demander leur prorogation en cas de besoin	30/06/20	SPM	100 %	La mise en œuvre de cette recommandation s'est poursuivie tout au long du 2ème semestre. Le SPM veille désormais et systématique à la validité de chaque offre avant la signature du contrat y découlant.
52	**pge 34**	/	Améliorer la performance en matière d'acquisitions sur Bon de commande afin qu'il soit plus en conformité avec les principes de passation des marchés	26/06/20	SPM	75 %	Recommandation continue. Il est envisagé d'apporter des améliorations au manuel des procédures pour une meilleure qualité d'acquisition sur Bon de Commande.
53	**pge 34**	**A1207**	Finaliser la distribution des kits COVID-19 et transmettre au FIDA un rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de riposte contre la COVID-19 en y joignant les différentes décharges des bénéficiaires	31/08/20	RAF	100 %	Le Programme a paracheveé la distribution du kit covid-19 au niveau des bénéficiaires de chaque région. Le rapport donnant l'état de distribution de ce kit a été finalisé et transmis au FIDA le 03 septembre 2020.
54	**pge 34**	**D1308**	Mettre à jour le PTBA et le PPM 2020 et solliciter l'ANO du FIDA	31/07/20	RSE	100 %	Un atelier de révision du PTBA 2020 a été organisé du 02 au 04 juillet 2020 à Kribi. Il a permis d'harmoniser la compréhension des recommandations de la supervision du 15-26 juin 2020. Ensuite, l'équipe du Programme a répertorié les activités non initialement planifiées mais exécutées avec l'ANO du FIDA, les nouvelles activités pertinentes induites ou non par les recommandations de la supervision sus visée, puis, a procédé à leur intégration dans le PTBA 2020. Les ajustements du document ont permis la révision du narratif, de la cohérence des activités, des résultats annuels et la budgétisation. Un PPM tenant compte de ces ajustements a été élaboré et sera mis à jour mensuellement pendant l'implémentation du PTBA révisé. A l'issu de cette révision, un état de synthèse des changements majeurs a été élaboré pour une appréciation rapide du nouveau PTBA au niveau du FIDA. Le PTBA révisé a été posté dans Notus le 21 juillet pour requérir la non objection que le FIDA a accordé le 05/08/2020.
55	**pge 37**	/	Prendre des dispositions spécifiques pour appuyer l'installation des producteurs de semences végétales et des poussins d'un jour. Accompagner le processus par	26/12/20	CN	20 %	Cette activité sera mise en œuvre en suscitant lors de l'incubation de la cohorte 8, l'entrée de jeunes dans le maillon de production des semences ou de poussins d'un jour.

N°	Réf.	Ref. PTBA	Recommandation	Date buttoir	Resp.	Statut	Etat d'exécution au 31 décembre 2020/Observations
Recommandations mission du 15 au 26 juin 2020							
			un partenariat direct avec l'Institut Camerounais de recherche et soutenir l'homologation.				
56	**pge 37**	**A1101**	Au regard des contraintes exprimées à tous les niveaux, la réactualisation de l'étude réalisée depuis 6 ans sur les filières s'avère nécessaire afin de porter un regard précis sur les difficultés le long des différents maillons et proposer des mesures adéquates	31/12/20	SDE	15 %	Les termes de références ont été réaménagés. A cause du plafonnement des ressources au niveau du FIDA, des consultants seront recrutés dans les prochains jours pour pouvoir mener l'étude en début 2021.
57	**pge 37**	/	Conduire une réflexion sur la mise en place d'un mécanisme de résistance aux chocs afin de contribuer à plus de durabilité des entreprises (stratégie pour résorber les productions non commercialisées, mécanisme d'assurance, etc.)	31/12/20	CN	100 %	Le Programme a en 2020 initié un processus d'abord sur la remédiation visant à soutenir les entreprises en difficulté. Cette démarche n'a pas prospéré, du au fait que la mise en place du Comité interministériel devant évaluer les besoins des entreprises, n'a pas reçu l'avis favorable du Premier Ministère du Cameroun. Outre cette démarche, le PEA-Jeunes dans le cadre de son plan de riposte additionnel à la Covid-19, a conduit une étude sur la perception des effets de cette pandémie sur les entreprises. Le plan de riposte prévoit la mise à disposition des jeunes des appuis complémentaires d'atténuation des chocs externes (liés à la Covid-19) et pour faciliter la mise en marché des productions. Le PEA-Jeunes accompagne également le MINADER/MINEPIA dans la mise en œuvre d'autres appuis de résistance aux chocs par les entrepreneurs ruraux.

Annexe 2 : Avancement matériel des activités au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI : mise à jour le 31 décembre 2021

Tableau 59 : État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2020, y compris indicateurs SYGRI (mise à jour le 31/12/2020)

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions			Réalisations							Taux de réalisation			Commentaires
			Cible DCP	Cible RMP	*PTBA 2020*	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	*PTBA 2019*	*PTBA 2020*	Cumul Réalisations	PTBA 2020	Cible DCP	Cible RMP	
Portée																
Portée du PEA-Jeunes	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre		0	0							0				
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	252 000	185 000	51 500	2 400	9 370	22 790	27 480	58 150	15 540	135 730	30,17%	53,86%	73,37%	2 105 entreprises sont créées au 30/12/2020
		Hommes	176 400	*129 500*	36 050	1 680	6 559	15 953	19 236	40 705	10 878	95 011	30,17%	53,86%	73,37%	
		Femmes	75 600	*55 500*	15 450	720	2 811	6 837	8 244	17 445	4 662	40 719	30,17%	53,86%	73,37%	
	Ménages ayant bénéficié des services du projet (B. Directs)	Nombre	50 400	37 000	10 300	480	1 874	4 558	5 496	11 630	3 108	27 146	30,17%	53,86%	73,37%	
	(Emplois crées)	Nombre	20 160	14 800	2 800	0	188	1 144	1 548	2 432	3 108	8 420	111,00%	41,77%	56,89%	
Composante A : Développement d'entreprises agro pastorales viables																
Amélioration de la connaissance des bassins	Etudes de caractérisation des bassins	Nombre	16	16	0			16		0	0	16		100,00%	100,00%	Etudes réalisées de 2016 à 2017. Au besoin elles seront actualisées 2 fois avant la fin du Programme
Information sensibilisation	Jeunes sensibilisés	Nombre	25 200	25 200	2 500	340	1 065	4 888	8 678	8 307	3 516	26 794	140,64%	106,33%	106,33%	
		Hommes	17 640	17 640	1 750	264	700	3 270	5 904	5 369	2 105	17 612	120,29%	99,84%	99,84%	
		Femmes	7 560	7 560	750	76	365	1 618	2 774	2 938	1 411	9 182	188,13%	121,46%	121,46%	
Identification et orientation	Jeunes identifiés dont les dossiers sont transmis au CRV	Nombre	7 000	7 000	1 400	329	501	1 471	1 767	2 102	2 655	8 825	189,64%	126,07%	126,07%	
		Hommes	4 900	4 900	800	255	321	629	1 132	1 330	1 523	5 190	190,38%	105,92%	105,92%	
		Femmes	2 100	2 100	600	74	180	842	635	772	1 132	3 635	188,67%	173,10%	173,10%	
	Dossiers Sélectionnés et Jeunes orientés vers les structures d'incubation	Nombre	5 670	5 670	1 540	83	384	809	1 480	1 963	2 238	6 957	145,32%	122,70%	122,70%	
		Hommes	3 969	3 969	1 078	58	277	497	946	1 261	1 256	4 295	116,51%	108,21%	108,21%	
		Femmes	1 701	1 701	462	25	107	312	534	702	982	2 662	212,55%	156,50%	156,50%	
Validation des dossiers	Sessions CRV	Nombre	80	80	8	2	4	14	18	9	5	52	62,50%	65,00%	65,00%	Chaque CRV siège 4 fois par an, soit 16 depuis 2016
Dispositif d'incubation	Structures d'incubation locales et régionales	*Nbre de conventions signées*	10	10	0	2	3	0	7	3		15		150,00%	150,00%	
	Structure d'incubation de référence	Nombre	1	0	0	0	0	0	0			0		0,00%		
	Référents	Nombre	0	0	50	0	0	0	200	0	0	200	0,00%			
		Hommes	0	0	30	0	0	0	140			140	0,00%			
		Femmes	0	0	20	0	0	0	60			60	0,00%			

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions			Réalisations							Taux de réalisation			Commentaires
			Cible DCP	Cible RMP	*PTBA 2020*	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	*PTBA 2019*	*PTBA 2020*	Cumul Réalisations	PTBA 2020	Cible DCP	Cible RMP	
	Cohortes de jeunes dont les compétences ont été renforcées	Nombre	20	16	1	1	1	2	2	1	0	7	0,00%	35,00%	43,75%	04 cohortes sortiront des incubateurs durant la post-RMP
Jeunes incubés sortis avec des plans d'affaires	Jeunes incubés avec plan d'affaires	Nombre	5 108	**3 760**	1 250	80	281	569	658	1 533	0	3 121	0,00%	61,10%	84,35%	
		Hommes	3 576	*2 632*	875	54	189	353	386	963	0	1 945	0,00%	54,40%	75,10%	
		Femmes	1 532	*1 128*	375	26	92	216	272	570	0	1 176	0,00%	76,74%	105,95%	
	Jeunes incubés parcours 1	Nombre	**4 755**	**3 560**	1 190	77	281	569	643	1 529	0	3 099	0,00%	65,17%	88,54%	
		Hommes	3 329	2 492	840	52	189	353	374	960	0	1 928	0,00%	57,92%	78,69%	
		Femmes	1 427	1 068	350	25	92	216	269	569	0	1 171	0,00%	82,09%	111,52%	
	Jeunes incubés parcours 2	Nombre	**353**	**200**	50	3	0	0	0	4	0	7	0,00%	1,98%	3,50%	
		Hommes	247	140	35	2	0	0	0	3	0	5	0,00%	2,02%	3,57%	
		Femmes	106	60	15	1	0	0	0	1	0	2	0,00%	1,89%	3,33%	
Entreprises crées	**Total Entreprises créées**	Nombre	**5 040**	**3 700**	700	0	50	281	392	609	777	2 109	111,00%	41,85%	57,00%	
		Hommes	*3 528*	2 590	505	0	33	184	220	369	470	1 276	93,07%	36,17%	49,27%	
		Femmes	*1 512*	1 110	195	0	17	97	172	240	307	833	157,44%	55,09%	75,05%	
Accompagnement	Jeunes accompagnés	Nombre	5 108	3 700	1 800	0	0	511	397	832	1 050	2 790	58,33%	54,62%	75,41%	
		Hommes	*3 576*	2 590	1 260	0	0	330	237	510	639	1 716	50,71%	47,99%	66,25%	
		Femmes	*1 532*	1 110	540	0	0	181	160	322	411	1 074	76,11%	70,09%	96,76%	
	Jeunes installés/3700	Nombre	5 040	3 700	700	0	50	281	392	609	777	2 109	111,00%	41,85%	57,00%	La cible est ramenée à 3700 entreprises créées
		Hommes	3 528	2 590	490	0	33	184	220	369	470	1 276	95,92%	36,17%	49,27%	
		Femmes	1 512	1 110	210	0	17	97	172	240	307	833	146,19%	55,09%	75,05%	
Cartographie	Développement de répertoires et cartographie des acteurs	Nombre	16	16	1		16		1	1		18	0,00%	112,50%	112,50%	
	Organisation des missions de contrôle de qualité	Nombre	ND	ND	2			1	1	2		4	0,00%			
Composante B : Accès aux services financiers																
Financement des entreprises	IFR partenaires (Réseau) ayant signés une convention avec le PEA-Jeunes)	Nombre	6	0	3	0	9	4	2	0	0	15	0,00%	250,00%		Le PEA-Jeunes devait contractualiser avec les réseaux de micro-finance. Dans l'effectivité, les PEA-Jeunes a travaillé avec les IFR indépendantes
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE)	Nombre	4 687	3 500	650	0	44	286	386	608	777	2 101	119,54%	44,83%	60,03%	3 500 TPE recevront les appuis financiers en post RMP
		Hommes	3 281	2 450	455	0	28	178	231	373	470	1 280	103,30%	39,01%	52,24%	
		Femmes	1 406	1 050	195	0	16	108	155	235	307	821	157,44%	58,39%	78,19%	
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE) qui accèdent aux crédits	Nombre	3 281	2 450	490	0	5	35	69	147	232	488	47,35%	14,87%	19,92%	2 300 entreprises recevront des crédits durant la post RMP
		Hommes	2 297	1 715	343	0	2	23	43	90	133	291	38,78%	12,67%	16,97%	
		Femmes	984	735	147	0	3	12	26	57	99	197	67,35%	20,01%	26,80%	
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de renforcement (PE)	Nombre	353	200	50	0	3	0	1	0	0	4	0,00%	1,13%	2,00%	
		Hommes	*247*	*140*	*35*	*0*	*2*	*0*	*1*	*0*	*0*	3	0,00%	1,21%	2,14%	
		Femmes	*106*	*60*	*15*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	1	0,00%	0,94%	1,67%	
	Entreprises ayant bénéficiés d'un kit de renforcement qui accèdent aux crédits	Nombre	205	116	35	0	0	2	1	1	1	5	2,86%	2,44%	4,31%	
		Hommes	173	98	25	0	0	2	1	1	1	5	4,00%	2,89%	5,10%	
		Femmes	32	18	10	0	0	0	0	0	0	0	0,00%	0,00%	0,00%	
	Total entreprises ayant bénéficiés de kits de démarrage (TPE & PE)	Nombre	5 040	3 700	700	0	47	286	387	608	777	2 105	111,00%	41,77%	56,89%	
		Hommes	*3 528*	*2 590*	*490*	*0*	*30*	*178*	*232*	*373*	*470*	1 283	95,92%	36,37%	49,54%	
		Femmes	*1 512*	*1 110*	*210*	*0*	*17*	*108*	*155*	*235*	*307*	822	146,19%	54,37%	74,05%	
		Nombre	2 923	2 146	525	0	4	35	51	118	233	441	44,38%	15,09%	20,55%	

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions			Réalisations							Taux de réalisation			Commentaires
			Cible DCP	Cible RMP	*PTBA 2020*	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	*PTBA 2019*	*PTBA 2020*	Cumul Réalisations	PTBA 2020	Cible DCP	Cible RMP	
	Total entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE & PE) qui accèdent aux crédits	Hommes	*2 470*	*1 813*	*368*	0	2	22	25	72	134	255	36,41%	10,33%	14,07%	
		Femmes	*454*	*333*	*157*	0	2	13	26	46	99	186	63,06%	41,01%	55,86%	
Amélioration de la qualité des services financiers	Total nouveaux produits développés	Nombre	4	0	0	0	0	0	0	0		0				
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif (environnement entrepreneurial)																
Mise en place d'un cadre organisationnel propice	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des jeunes	Nombre	5	5	1					0	1	1	100,00%	20,00%	20,00%	4 réseaux régionaux + 01 réseau national
	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des référents	Nombre		1	1						0	0	0,00%		0,00%	
	Entreprises créées et membres du réseau des jeunes (REPA-Jeunes)	Nombre		4 032	560	0	0	0	0	0	0	0	0,00%		0,00%	L'AG Constitutive tenue en novembre 2020. La légalisation n'est effective au 31/12/2020
	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	%		1	80%		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		0,00%		0,00%	
Amélioration du milieu des affaires dans le secteur agropastoral	Formulation, revues et mises en œuvre des politiques et programmes nationaux	Nombre d'appuis techniques		1	1							0	0,00%		0,00%	Services de consultants et organisation d'ateliers
	Climat des affaires	Nombre		1		0	0	0	0			0			0,00%	Elaboration d'un plan d'actions prioritaires en faveur des PME
	Appui aux actions pour favoriser l'accès à la terre et la sécurisation foncière			1	1	0	0	0	0			0			0,00%	Campagnes de concertation et de sensibilisation
	Formation professionnelle			ND								0				
	Création des cades de concertation			ND		0	0	0	0			0				
Sous-Composante D1 : Cellule Nationale de Coordination et de Gestion																
Coordination et suivi des activités et capitalisation des effets du Programme	Unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles	Nombre	1	1		1						1		100,00%	100,00%	
	Mise en place des unités régionales	Nombre	4	4		4						4		100,00%	100,00%	
	Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	Nombre	1	1		0	0	0	1			1,00		100,00%	100,00%	Une application de S&E est fonctionnelle. Un SGBD sous Access est opérationnelle
	Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Nombre	2	2		0	0	1	0	1		2		100,00%	100,00%	Une stratégie de communication et une stratégie de gestion des savoirs sont disponibles